

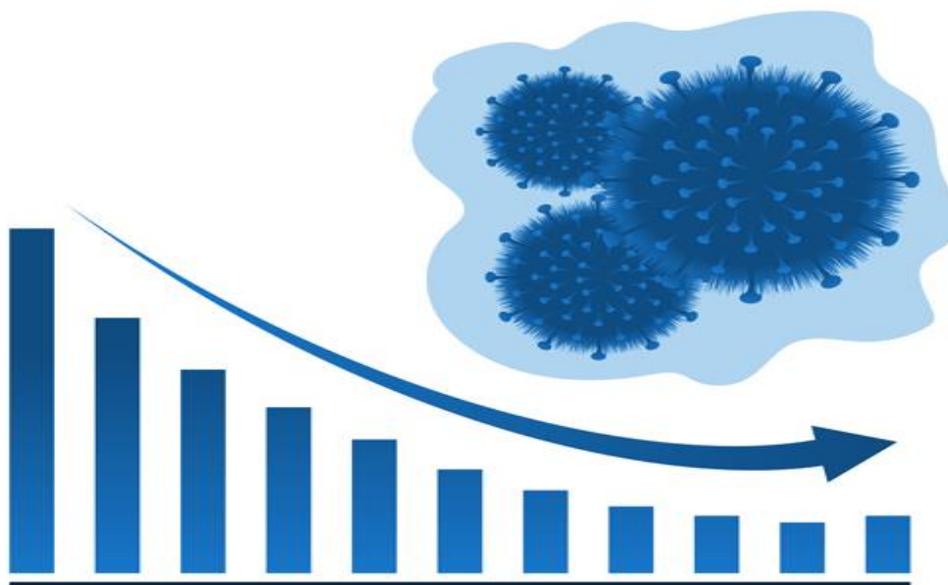
REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

UNITE-EGALITE-PAIX



2020

RAPPORT ECONOMIQUE, SOCIAL ET FINANCIER



MOT DU MINISTRE



Le rapport annuel sur la situation économique et sociale en 2020 est élaboré dans un contexte marqué par la crise sanitaire mondiale de Covid-19 qui a aussi affecté notre pays.

Sur le plan **international**, la croissance économique en 2020 s'est contractée globalement de 4,3% avec une disparité entre les régions. En effet, la zone euro a connu la plus forte baisse de 7,4% suivi des Etats du Golfe avec -5,7% et l'Afrique subsaharienne de -3,7%.

Les pays émergents n'ont pas été épargnés et ont connu une forte baisse de 5% par rapport à 2019.

Au niveau national, la propagation de la pandémie du Covid-19 fut endiguée avec la mise en place des mesures barrières, un confinement de 2 mois, les tests PCR sur plusieurs sites du pays et le traçage des cas de contamination.

Pour contenir les impacts socioéconomiques de cette crise sanitaire, le gouvernement a, dès avril 2020, adopté le Pacte National Solidaire (PNS) qui visait à préserver le tissu économique, soutenir la consommation et enclencher la reprise des activités dès la seconde moitié de l'année 2020.

L'activité économique a ainsi connu une évolution de 1,2% en recul cependant de 5,4 points par rapport à la croissance de 2019 (+6,6%) avec un taux d'inflation maîtrisé à 0,3%.

Ce sont les activités de transport maritime, aéroportuaire et routier qui ont été les plus touchées avec des baisses respectives de 13%, 60% et 2%. L'activité du commerce a également connu une légère baisse de 2% de même que les secteurs du tourisme et du bâtiment qui ont connu un ralentissement.

Les **investissements** (public et privés) se sont contractés de 9,2 points de pourcentage à 17% du PIB contre 26,3 % en 2019.

Au niveau des **finances publiques**, le solde budgétaire a dégagé un déficit de 2,3% du PIB suite aux contractions des recettes budgétaires couplées à l'augmentation des dépenses générées par la gestion de la pandémie du Covid.

Le **compte courant** a fait ressortir un excédent de 11,3% du PIB en 2020 contre 17,7% en 2019. Cette évolution défavorable provient d'une baisse des exportations en particulier celle de la zone franche de 39%.

La **masse monétaire** a connu une évolution positive de 19,4% en 2020 par rapport à 2019 avec une hausse des crédits à l'économie. Les réserves de la Banque Centrale ont fortement augmenté tirées essentiellement par les appuis budgétaires de nos partenaires en vue de contenir cette pandémie.

L'année 2020 coïncide aussi avec le démarrage du deuxième plan quinquennal de la Vision « Djibouti 2035 ». Ce plan, intitulé « DJIBOUTI ICI 2020-2024 » a été élaboré selon une approche participative avec un appui important de nos partenaires au développement.

Il intègre un plan de relance post Covid pour remettre à niveau notre pays et retrouver la situation socio-économique d'avant la crise avec notamment une relance économique, une relance sociale et une relance sanitaire.

Enfin, le rapport 2020 présente les activités des établissements financiers pendant la période sous revue. Le secteur financier a réalisé des légères performances contribuant au développement économique à hauteur de 19,9 milliards FDJ soit 3,6% du PIB de 2020. Les dépôts ont fortement augmenté plus particulièrement ceux à vue et en devises du secteur privé à plus 20% soit une hausse de 60 milliards FDJ en un an. Les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 26,3% en 2020 soit en valeur absolue de 72,5 milliards FDJ. Les crédits intérieurs ont connu une hausse de 7,2% avec une augmentation de 78% des crédits aux entreprises publiques mais une baisse de 4% des crédits au secteur privé.

ILYAS MOUSSA DAWALEH

Table des matières

MOT DU MINISTRE.....	1
INTRODUCTION.....	8
CHAPITRE I. EVOLUTION DE L'ECONOMIE MONDIALE EN 2020.....	9
1.1. Performances Economiques en Afrique.....	10
1.2. Performances Economiques dans les Etats du Golfe	11
1.2.1. Evolution des cours des matières premières	11
1.2.2. Evolution du marché des changes.....	14
2.1. Le secteur réel.....	15
2.1.1. Le secteur primaire	16
2.1.2. Le secteur secondaire.....	19
2.1.3. Secteur tertiaire	21
2.2. Les Emplois du PIB.....	25
2.3. L'inflation.....	26
2.4. Finances Publiques	27
2.4.1. Analyse des recettes Totales.....	27
2.4.2. Analyse des dépenses publiques.....	29
2.4.3. Evolution du déficit budgétaire.....	30
2.4.4. Analyse de la dette	30
2.5. La balance de paiements.....	32
2.5.1. La balance commerciale (Biens)	32
2.5.2. La balance des services et des revenus	33
2.5.3. La balance des transferts courants sans contrepartie	33
2.5.4. Le compte de capital et des opérations financières.....	34
2.6. La Masse Monétaire	34
2.6.1. Evolution de la Masse Monétaire.....	34
2.6.2. Evolution des principaux agrégats monétaires	35
2.6.3. Les contreparties de la masse monétaire.....	36

CHAPITRE III. LES SECTEURS SOCIAUX.....	38
3.1. développement du capital humain.....	38
3.1.1. Education.....	38
3.1.2. Santé.....	42
3.1.3. Le Genre.....	44
3.1.4 La pauvreté en 2020.....	47
CHAPITRE IV. ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE EN 2020.....	49
4.1. Evolution du secteur financier dans le PIB.....	49
4.2. La Monnaie nationale face aux autres monnaies étrangères.....	51
4.2.1. L'Euro et le Franc Djibouti.....	51
4.2.2. Le Birr Ethiopien et le Franc Djibouti.....	52
4.2. 3. La guerre des monnaies.....	52
4.3. Evolution de la Masse Monétaire.....	53
4.4. Evolution des principaux agrégats monétaires.....	59
4.5. Les contreparties de la masse monétaire.....	66
4.6. L'activité des banques commerciales.....	72
4.6.1. Le développement du secteur bancaire.....	72
4.6.2. Les dépôts auprès des banques.....	75
4.6.3. Les crédits des banques commerciales.....	83
4.7. la Microfinance.....	92
4.7.1. La microfinance conventionnelle.....	92
4.7.2. La microfinance islamique.....	94
4.7.3. Perspectives.....	94
ANNEXES.....	95
Annexe 1 : Tableau des Indicateurs macroéconomiques et financiers.....	100

Liste des tableaux

Tableau 1 : Evolution des produits d'origine animale inspectés à l'abattoir (2016-2020)	16
Tableau 2 : Evolution des exportations par espèces (2015-2020)	16
Tableau 3 : Evolution de la production agricole (2016-2020).....	17
Tableau 4 : Evolution de la production de la Pêche (2015-2020)	18
Tableau 5: Evolution du secteur de l'Energie.....	19
Tableau 6: Evolution du secteur de l'eau (2016-2020).....	20
Tableau 7 : Evolution de services de télécommunications (2016-2020)	21
Tableau 8 : Volume des marchandises traitées à l'entrée (en tonnes)	22
Tableau 9 : Volume des marchandises traitées à la sortie (en Tonnes).....	23
Tableau 10: Evolution des Indicateurs de l'activité aéroportuaire (2016-2020)	24
Tableau 11 : Evolution des Mouvements des Camions (2015-2020)	24
Tableau 12 : Evolution du trafic ferroviaire	24
Tableau 13 : Situation du Secteur de l'hôtellerie et du Tourisme (2016-2020).....	25
Tableau 14 : Les contributions sectorielles au PIB (en %) (2016-2020)	25
Tableau 15 : Indice des Prix à la Consommation (IPC)	26
Tableau 16 : Situation des recettes budgétaires (en million FDJ)	28
Tableau 17 : Situation des Dépenses Budgétaires (en Millions FD)	29
Tableau 18: L'encours de la Dette extérieure publique	31
Tableau 19 : service de la dette extérieur au 31 Décembre 2020	32
Tableau 20 : Synthèse de la Balance des paiements (en millions FD)	34
Tableau 21 : Evolution de la masse monétaire (en millions FD).....	35
Tableau 22: Evolution des composantes de la masse monétaire (en millions FDJ).....	35
Tableau 23 : Dépôts par type de monnaie (Djiboutienne et devises)	36
Tableau 24: Contreparties de la Masse Monétaire (en millions FDJ).....	36
Tableau 25: Evolution de crédit à l'économie (en millions FDJ)	37
Tableau 26: Evolution du nombre d'écoles selon le niveau d'enseignement	40
Tableau 27: Evolution du taux brut de scolarisation	40

Tableau 28 : Effectifs des apprenantes inscrites pour la rentrée 2020/2021.....	46
Tableau 29 : Indicateurs de pauvreté à Djibouti.....	47
Tableau 30 : Les contributions sectorielles au PIB (en %).....	50
Tableau 31 : Répartition des Membres de CPECs de Djibouti ville et des régions à fin 2020.....	93
Tableau 32 : Le volume de l'épargne constitué à fin 2019 (en milliers FDJ).....	93
Tableau 33: l'encours de crédits en 2020 (en milliers FDJ).....	94
Tableau 34 : Encours de crédits (en milliers FD).....	94

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution du Cours du Pétrole en 2020 (\$/Baril).....	12
Graphique 2 : Evolution du cours de l'Or 2020 (\$/g)	12
Graphique 3: Evolution du Cours du Sucre en 2020	13
Graphique 4 : Evolution du cours du maïs en 2020.....	13
Graphique 5 : Evolution du cours du riz en 2020.....	14
Graphique 6 : Evolution du marché des changes en 2020 (Euro/Dollar)	14
Graphique 7 : Evolution du PIB réel et de l'inflation (2016-2020).....	15
Graphique 8 : Evolution de consommation et exportation des bétails.....	16
Graphique 9 : Evolution des productions agricoles et rendement national.....	17
Graphique 10: Evolution de la production de la Pêche	18
Graphique 11 : Evolution des indicateurs de l'électricité	19
Graphique 12 : Evolution de la production et de la consommation d'eau	20
Graphique 13 : Evolution annuelle des nuitées dans les Hôtels.....	25
Graphique 14 : Evolution de l'inflation sur la période 2016-2020.....	26
Graphique 15: Evolution comparée des recettes budgétaires	28
Graphique 16: Evolution des dépenses budgétaires.....	30
Graphique 17 : Evolution du solde budgétaire	30
Graphique 18 : Evolution de l'encours de la Dette extérieure publique	31
Graphique 19 : Evolution de la Balance commerciale	33

INTRODUCTION

En 2020, l'économie nationale a été touchée de plein fouet par la crise sanitaire du Covid 19 à l'instar des autres pays du monde avec une perte de croissance de 5,4 points de pourcentage à 1,2% en 2020 contre 6,6% en 2019.

Les activités de transport maritime, aéroportuaire, ferroviaire et routier ont été touchées par des baisses respectives de 13%, 70%, 60% et 2%. L'activité du commerce a connu une baisse de 2%. Les secteurs du tourisme et du bâtiment ont connu également un ralentissement. L'ensemble de ces activités, qui contribue la croissance, ont enregistré une évolution défavorable en 2020.

La contribution de l'investissement (privé + public) en 2020 a connu une baisse passant de 26,7 % du PIB en 2019 à 16,4%, soit une perte de 9,2 points de pourcentage. Cette diminution illustre l'impact du covid-19 sur les investissements et plus précisément les investissements privés.

L'inflation est maîtrisée à 0,3% en 2020 tout comme en 2019 même si le niveau des prix à la consommation a connu des hausses mensuelles allant de 2,7% en mars 2020 à 3,8% en juillet 2020.

Les finances publiques ont été également affectées par des pertes de recettes fiscales de 8% par rapport à 2019. D'autre part, une augmentation des dépenses ont été observées tirées par les dépenses additionnelles occasionnées par la gestion de cette pandémie qui se sont élevés à 14,3 milliards FDJ (2,5% du PIB). A cet effet, le déficit budgétaire s'est dégradé à 2,2% du PIB contre 0,4% en 2019.

La masse monétaire a connu une évolution positive de 19,4% en 2020 par rapport à 2019 avec une hausse des crédits à l'économie. Les réserves de la Banque Centrale ont fortement augmenté et les agents économiques ont aussi augmenté leurs dépôts à vue et baissé ceux à terme.

Le compte courant a fait ressortir un excédent de 11,3% du PIB en 2020 contre 17,6% en 2019. Cette évolution défavorable proviendrait d'une baisse des exportations de la zone franche de 39%.

Le premier chapitre de ce rapport décrit l'environnement international. Le deuxième et le troisième chapitre se consacrent respectivement à l'évolution de l'économie djiboutienne et les secteurs sociaux. Le quatrième chapitre traite des activités du secteur financier.

CHAPITRE I. EVOLUTION DE L'ECONOMIE MONDIALE EN 2020

L'économie mondiale en 2020 a été fortement influencée par la pandémie de Covid-19. La Covid-19 et les blocages qui en ont résulté ont réduit la consommation et la production, entraînant une réduction de l'emploi et du commerce. Le commerce mondial est estimé avoir chuté de 9,5 %. Le PIB mondial s'est contracté de 4,3%, ce qui représente la pire récession depuis la Grande Dépression des années 1930, presque tous les pays ayant enregistré une croissance négative.

Malgré le fait que **la chine** ait été le premier pays touché par la pandémie, l'économie de l'empire du milieu a été une exception notable, étant la seule grande économie mondiale à avoir connu une croissance en 2020. La croissance du PIB de la Chine est estimée à 2,0 %, bien qu'il s'agisse du plus faible taux de croissance de la Chine depuis 1976. La Chine a ressenti les effets de la pandémie au début de 2020 et a rebondi rapidement. Les exportations ont rebondi rapidement, mais les importations ont été lentes à reprendre. L'économie chinoise a en outre été affectée par les tensions commerciales avec les États-Unis.

Aux **États-Unis**, il est estimé que le PIB a baissé de 3,6 % en 2020. Le pays a été fortement impacté par le Covid-19, avec plus de deux fois de cas que tout autre pays. Les dépenses de consommation, qui représentent 70 % de l'économie américaine, ont chuté d'environ 4 %, principalement en raison d'une réduction des dépenses en services.

Le PIB de la **zone euro** s'est contracté de 7,4 % en 2020. La reprise potentielle vers la fin de l'année a été freinée par une deuxième vague du virus. La pandémie a touché plusieurs des secteurs vitaux de l'économie de la zone euro, notamment le tourisme. Toutefois, l'industrie manufacturière a poursuivi sa reprise au cours des deux derniers trimestres de 2020.

L'économie **française** s'est également contractée de 8,3 % en 2020. Les secteurs du tourisme et des services ont été particulièrement touchés par la pandémie, mais les exportations françaises ont repris en fin d'année.

Le PIB des pays émergents a diminué de 5,0 % suite à la crise sanitaire (hors Chine). Les économies qui ont subi les plus fortes baisses sont celles qui dépendent fortement des services et notamment du tourisme (Cap-Vert, Maldives, Monténégro, Caraïbes, Seychelles), celles qui ont connu des épidémies nationales importantes (Argentine, Inde, Mexique, Pérou) et celles qui ont été confrontées à de fortes baisses des exportations de produits industriels en raison de la chute de la demande extérieure (Équateur, Oman).

1.1. PERFORMANCES ECONOMIQUES EN AFRIQUE

L'Afrique subsaharienne a été durement touchée par la pandémie de Covid-19, avec une contraction de l'activité dans la région estimée à 3,7 % en 2020, soit la plus forte contraction jamais enregistrée. Les pays les plus touchés ont été ceux qui ont connu des épidémies de grande ampleur comme l'Ébola. Toutefois, même ceux où le nombre de cas est limité ont été lourdement affectés par les mesures de confinement et le déclin de l'activité économique mondiale. En conséquence, le niveau de vie risque de reculer d'une décennie et il est estimé que des dizaines de millions de personnes auraient basculé dans l'extrême pauvreté en 2020.

Au **Nigeria** et en **Afrique du Sud**, les deux plus grandes économies de la région, la production a fortement chuté l'année dernière. Selon les estimations, l'économie du Nigeria s'est contractée de 4,1 % en 2020. La croissance de l'agriculture a ralenti en raison des difficultés de transport des intrants et des produits vers les marchés, tandis que la chute de l'activité du secteur pétrolier reflétait la faiblesse des prix internationaux du pétrole. L'économie sud-africaine était faible au début de l'année 2020, et a été encore affaiblie par la pandémie de Covid-19, entraînant une baisse du PIB estimée à 7,8 % en 2020.

La croissance du PIB de l'**Éthiopie** s'est ralentie à 2 % en 2020, contre 9 % en 2019, mais elle a réussi à éviter une récession. L'Éthiopie a bien réussi à contenir le virus dans un premier temps, mais a vu le nombre de cas augmenter au cours du second semestre 2020. L'économie éthiopienne a été particulièrement touchée par une réduction complète de l'activité touristique, ainsi que par la hausse des prix des denrées alimentaires. L'invasion de criquets, ainsi que la guerre civile au dernier trimestre de 2020, ont encore affecté l'économie éthiopienne.

L'**Érythrée** a subi le double choc de la pandémie de Covid-19 et de l'invasion de criquets en 2020, entraînant un recul du PIB à 0,6 %, contre une croissance de 3,8 % en 2019. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement et des heures de travail liées à la pandémie, ainsi que les mesures de confinement telles que les restrictions de voyage, ont nui à la croissance. La consommation privée et l'investissement en demi-teinte, ainsi que la réduction des exportations nettes, ont également contribué à la baisse du PIB.

L'économie **Somalienne** a également été touchée par les invasions de criquets et la pandémie de Covid-19. En conséquence, le PIB, qui a augmenté de 2,9 % en 2019, s'est contracté de 1,5 % en 2020. La Covid-19 a entraîné des mesures de confinement et a perturbé la chaîne d'approvisionnement et de valeur. La croissance a également été affectée par la réduction des investissements directs étrangers, les investisseurs ayant boudé les élections controversées qui ont été reportées, par la diminution des envois de fonds en raison de la récession mondiale et par l'interdiction des exportations de bétail par les pays du Golfe.

1.2. PERFORMANCES ECONOMIQUES DANS LES ETATS DU GOLFE

Les importantes perturbations subies par les économies des États du Golfe ont été aggravées par une forte baisse des prix et de la demande du pétrole. On estime que le PIB des exportateurs de pétrole de la région MENA s'est contracté de 5,7% en 2020. Cette contraction s'ajoute à une croissance déjà ralentie dans la région.

L'économie **Saoudienne** s'est contractée de 5,4% en 2020, sous l'effet des défis composés de la pandémie et du marché pétrolier. Le secteur non pétrolier a montré quelques signes de reprise au cours des deux derniers trimestres de 2020, alors que les mesures d'endiguement s'atténaient, mais les dépenses de consommation restent faibles.

La pandémie du Covid-19 a été un choc majeur pour l'économie des **Émirats arabes unis**, car les services sont le pilier de son économie non pétrolière, et ont été fortement affectés par les perturbations du commerce mondial et des voyages. On estime que le PIB a diminué de 6,3 % en 2020.

Le **Yémen** est en proie à une crise humanitaire sans précédent, qui a été exacerbée par le Covid-19. De nombreux Yéménites sont tributaires de l'aide internationale et des envois de fonds. Les conditions économiques se sont rapidement détériorées, sous l'effet de la dépréciation de la monnaie, des perturbations commerciales, de la hausse des prix des denrées alimentaires, des graves pénuries de carburant et de la réduction des opérations humanitaires.

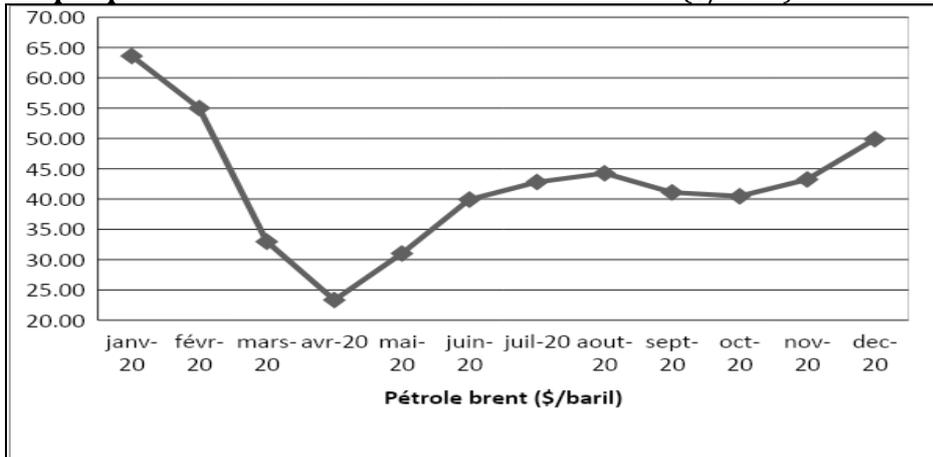
1.2.1. Evolution des cours des matières premières

Cette section traitera les cours des matières premières à savoir : le maïs, le pétrole, le sucre, l'or et le riz qui sont les principales matières premières consommées à Djibouti.

1.2.1.1. Le cours du pétrole

En 2020, le cours du pétrole Brent a enregistré une hausse considérable en début d'année et a grimpé jusqu'à 63.60 dollars le baril en raison de la baisse de la production suite aux inquiétudes suscitées par les tensions au moyen orient. Toutefois, la propagation du Covid 19 et la chute de la consommation mondiale de pétrole qu'il a engendré ont vite dégradés le prix du Brent qui a entamé alors une baisse progressive, et au mois de mars, la guerre des prix que se livrait la Russie et l'Arabie saoudite a accéléré la baisse graduelle des prix. En avril, le prix du Brent s'est vu plombé à 23,34 dollars le baril, un prix qui n'a pas été vu depuis longtemps. Et sur le reste de l'année le cours du pétrole est remonté, mais n'a pas retrouvé son niveau d'avant la pandémie et a ainsi fini l'année 2020 avec une perte de plus de 20% de sa valeur sur un an.

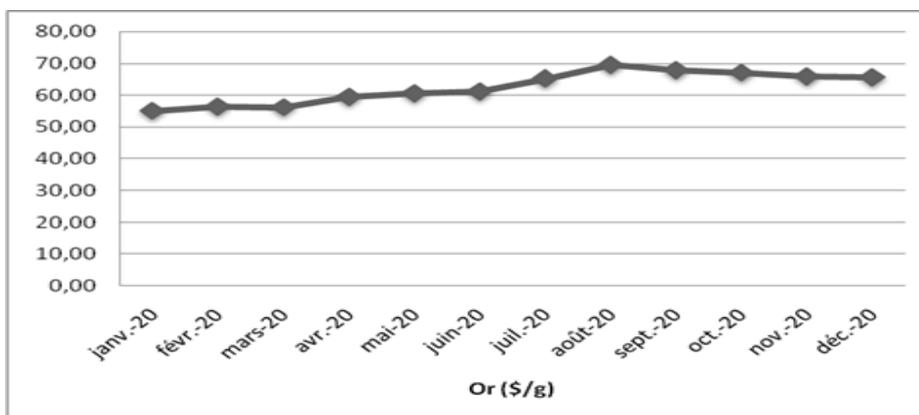
Graphique 1: Evolution du Cours du Pétrole en 2020 (\$/Baril)



1.2.1.2. Le cours de l'or

L'or a été une valeur de refuge face à l'inquiétude suscitée par la pandémie du Covid 19 en 2020, et n'a pas été impacté de ce fait. Son prix n'a cessé d'augmenter durant presque les trois premiers trimestres de l'année, et a atteint les 70 dollars le gramme en août. Toutefois avec l'annonce du vaccin anti-Covid vers la fin de l'année, le cours du métal jaune a commencé à fléchir et son prix a fini l'année à environ 65 dollars le gramme.

Graphique 2 : Evolution du cours de l'Or 2020 (\$/g)

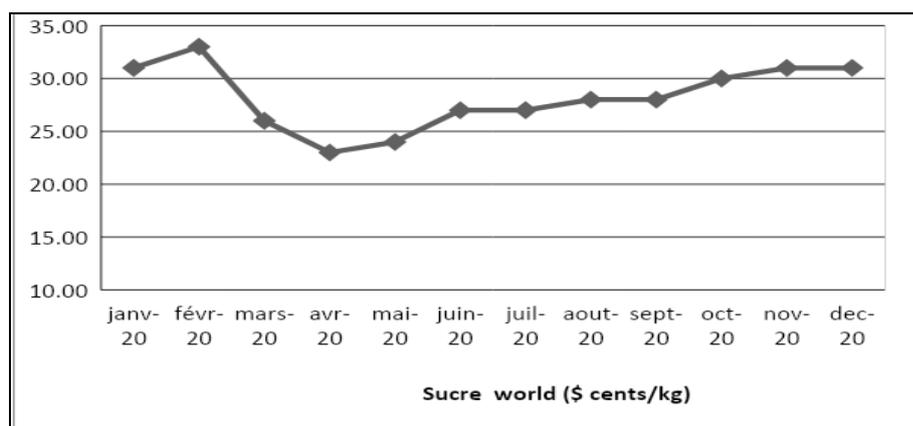


1.2.1.3. Le cours du sucre

En février 2020, le prix du sucre était monté à 33 \$ cents/kg, mais les effets de la crise sanitaire ont vite pesé sur les prix des matières premières sur la période de grand confinement dans le monde et le prix du sucre est tombé à 23 \$ cents/kg en avril.

Après la levée des restrictions, la baisse de la production et des stocks ainsi que la demande croissante ont tiré le cours du sucre progressivement à la hausse sur le reste de l'année et son prix a fini à 31 \$ cents/kg en décembre.

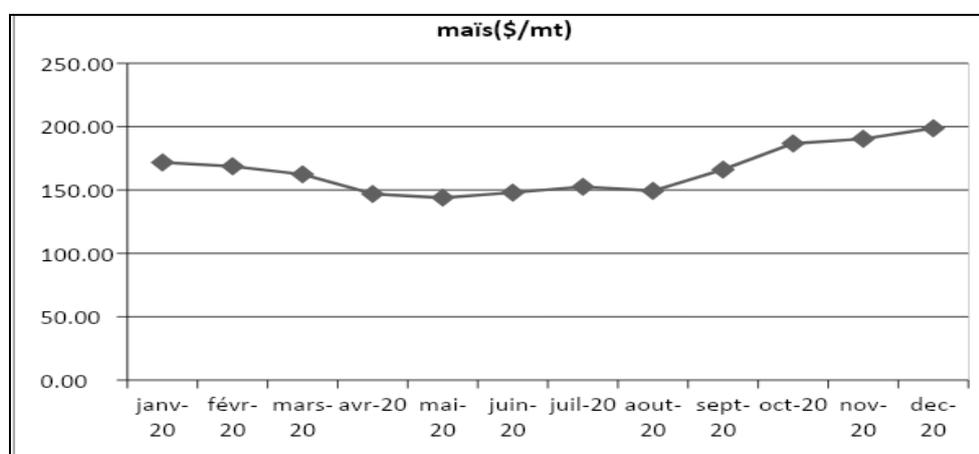
Graphique 3: Evolution du Cours du Sucre en 2020



1.2.1.4. Le cours du Maïs.

Comme pour la majeure partie des céréales ou des matières premières d'une manière générale, le cours du maïs avait baissé à la fin du premier trimestre et durant le deuxième trimestre 2020 avec la propagation de l'épidémie du coronavirus devenu une pandémie, mais sans connaître une véritable chute et n'a pas baissé en deca de 143.91 \$/mt. Dès le mois de mai le prix du maïs est remonté pour garder une tendance haussière jusqu'à la fin de l'année et a même dépassé son niveau du début de l'année pour avoisiner les 200 \$/mt en décembre

Graphique 4 : Evolution du cours du maïs en 2020

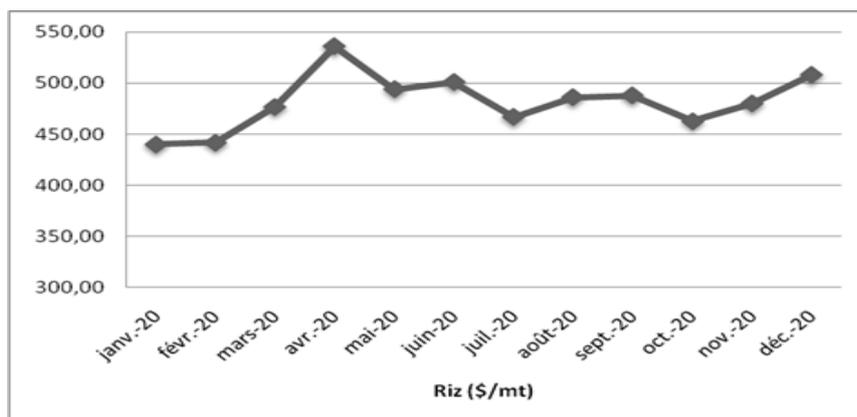


1.2.1.5. Le cours du riz

Le riz fait également partie de ces matières premières qui n'ont pas été impactées par les effets du coronavirus en 2020, même si sa production mondiale a augmenté cette année, et a même vu son prix augmenté considérablement pendant la période des grandes restrictions pour atteindre les 536 \$/mt en avril alors s'affichait à 440 \$/mt en janvier.

Le prix du riz a connu une période de volatilité jusqu'en octobre ou il est tombé à 463 \$/mt, puis il a fini le dernier trimestre à la hausse pour s'afficher à 508 \$/mt en décembre.

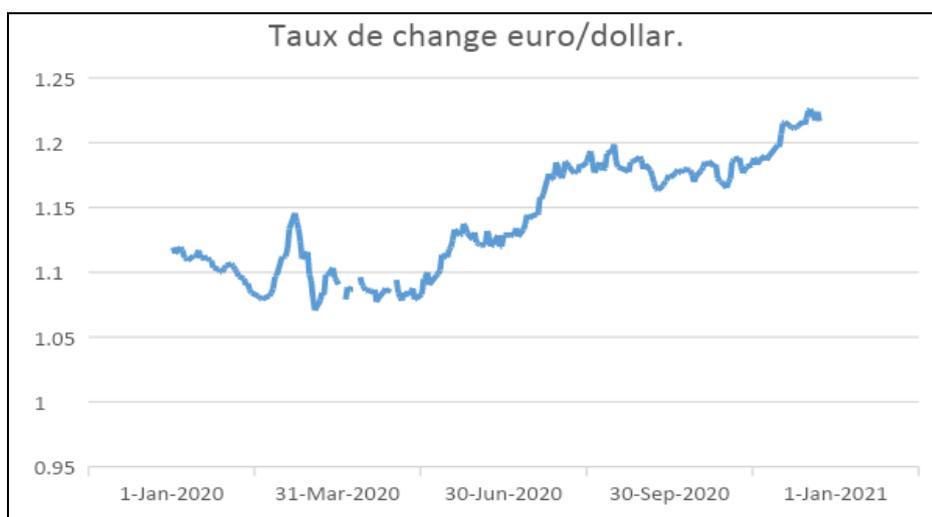
Graphique 5 : Evolution du cours du riz en 2020



1.2.2. Evolution du marché des changes

En 2020, l'euro s'est apprécié de plus de 6 % par rapport au dollar du fait de la meilleure réaction des pays de la zone euro face à la pandémie, ce qui a permis aux économies du vieux continent de se rattraper plus rapidement. La crise sanitaire a plus impacté l'économie américaine que les pays européens sur l'ensemble de l'année. A cet effet, le dollar a reculé face à l'euro, mais ce recul ne peut pas être expliqué seulement par la meilleure gestion de la crise du covid-19 en Europe. D'autres facteurs ont aussi contribué de près ou de loin à l'appréciation de l'euro face au dollar en 2020. Les pays européens ont prévu d'émettre une dette commune suite à la formulation du plan de relance, ce qui a renforcé le rôle de l'euro comme monnaie de réserve. Parallèlement, le déficit public s'est davantage creusé aux Etats unis qu'en Europe sous l'effet de la crise. La demande en dollar a été affaiblit par la baisse de l'épargne des non-résidents aux Etats unis du fait des taux d'intérêts bas voire même négatif, de 1.11 dollar en janvier, l'euro a fini à environ 1,21 dollar en décembre.

Graphique 6 : Evolution du marché des changes en 2020 (Euro/Dollar)



CHAPITRE II. ETAT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE EN 2020

2.1. LE SECTEUR RÉEL

Ces dernières années, l'activité économique a été dynamique et soutenue par un vaste programme d'investissement dans les infrastructures et le développement rapide des activités commerciales et logistiques.

En moyenne sur la période 2015-2019, la croissance est estimée à 7 % avec une contribution importante de la zone franche dans le PIB de 20%.

En 2020, suite au COVID-19, l'économie nationale a été touchée à l'instar des autres pays du monde avec une perte de croissance de 5,4 points de pourcentage par rapport à 2019 (1,2% en 2020). Cette situation allait s'empirer si le gouvernement n'avait pas agi rapidement en mettant en place le Pacte Nationale Solidaire qui comportait des mesures sanitaires, économiques et sociales en vue d'atténuer les effets de la pandémie.

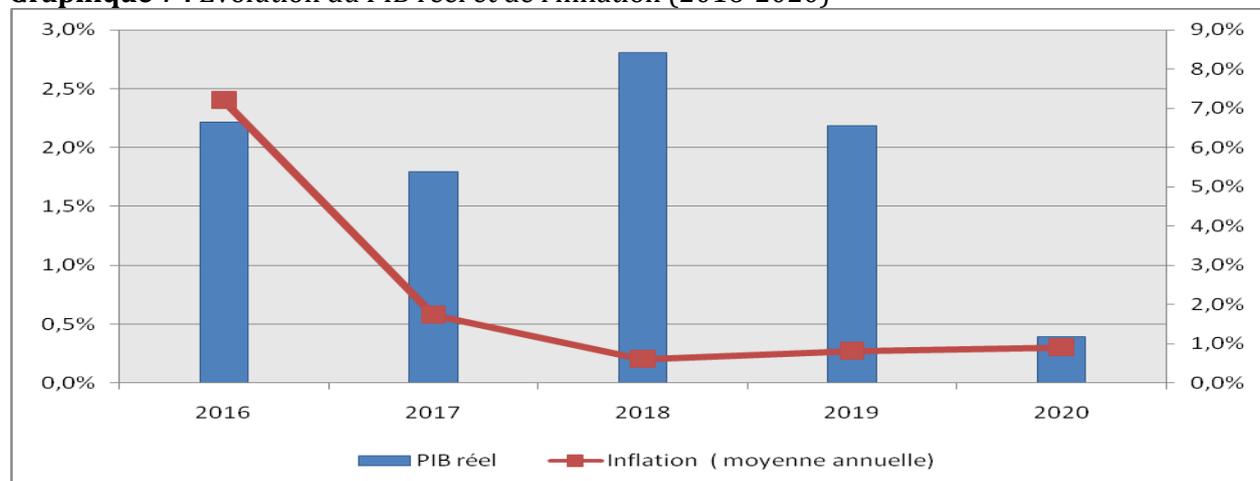
Les principaux secteurs qui ont été impactés sont le transport, le tourisme, le commerce et le bâtiment. L'ensemble des secteurs, qui tirent traditionnellement la croissance, ont enregistré des baisses en 2020.

Le total des investissements (privé et public) en 2020 a reculé à 17,06% contre 26,3% du PIB en 2019 et est dominé par les investissements du secteur privé qui enregistrent une baisse de 8,5% par rapport à 2019.

Par ailleurs, malgré que les secteurs traditionnels de production aient poursuivi leurs activités durant le confinement, ils ont enregistré un ralentissement de leur production notamment les secteurs du commerce, de la télécommunication et de l'électricité.

L'inflation est en stagnation à 0,3% en 2020 par rapport à 2019.

Graphique 7 : Evolution du PIB réel et de l'inflation (2016-2020)



2.1.1. Le secteur primaire

La contribution du secteur primaire dans le PIB national a représenté 1,3% en 2020 dont ses principaux sous-secteurs sont repartis comme suit : Agriculture et Sylviculture (0,3% et 0,7% du PIB), Pêche (0,2% du PIB) et Elevage (0,1% du PIB).

2.1.1.1. L'élevage

La consommation de viande à Djibouti a augmenté de 0,37% en 2020 après avoir diminué de plus de 20% entre 2018 et 2019. En raison de la sécheresse en Ethiopie, le nombre des camelins a significativement baissé de 45% mais les ovins et les bovins sont en augmentation.

Tableau 1 : Evolution des produits d'origine animale inspectés à l'abattoir (2016-2020)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Ovins	32 311	76 945	127 199	164 167	131 189	132 469	0,98%
Camelins	245	283	1 653	2 313	2 855	1 570	-45,01%
Bovins	36 650	30 466	41 673	47 903	36 667	37 303	1,73%
Total	69 206	107 694	170 525	214 383	170 711	171 342	0,37%

Source : Direction de l'Elevage, unité : nombre

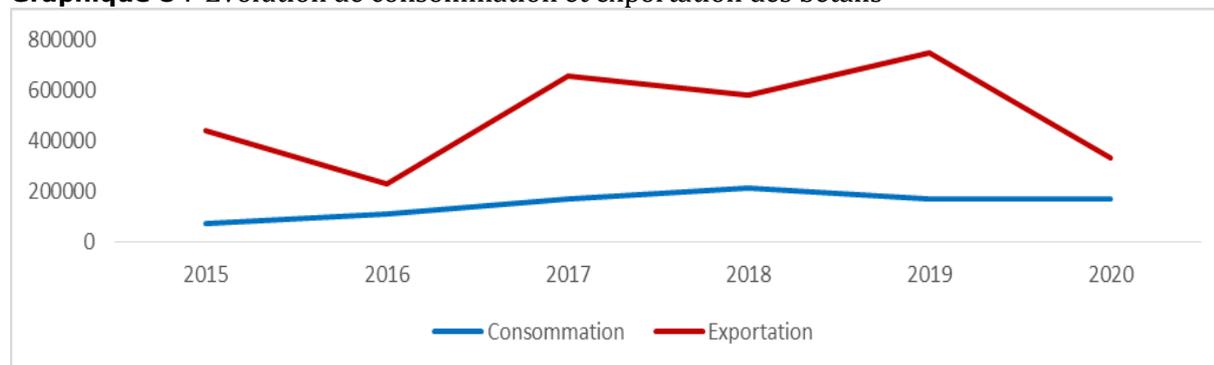
La Covid-19 et les mesures restrictives qui ont suivi ont entraîné une forte baisse (-56%) des exportations d'animaux en 2020 par rapport à l'année dernière. Le nombre d'ovins et de camelins exportés a chuté à des niveaux jamais vu depuis 2016 (une baisse de 57% et 62% respectivement). Cependant, le nombre de bovins exportés a presque triplé, inversant une tendance à la baisse pendant les trois années précédentes. Les bovins constituent toutefois la plus petite proportion des exportations d'animaux.

Tableau 2 : Evolution des exportations par espèces (2015-2020)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Ovins	350 147	156 772	595 396	528 087	666 139	288 274	-56,72%
Camelins	37 444	16 285	40 909	48 046	79 410	29 795	-62,48%
Bovins	55 470	55 825	14 040	5 317	4 915	12 951	163,50%
Total	443 061	228 882	650345	581 450	750 464	331 020	-55,89%

Source : Direction de l'Elevage, unité : nombre

Graphique 8 : Evolution de consommation et exportation des bétails



2.1.1.2. La production agricole

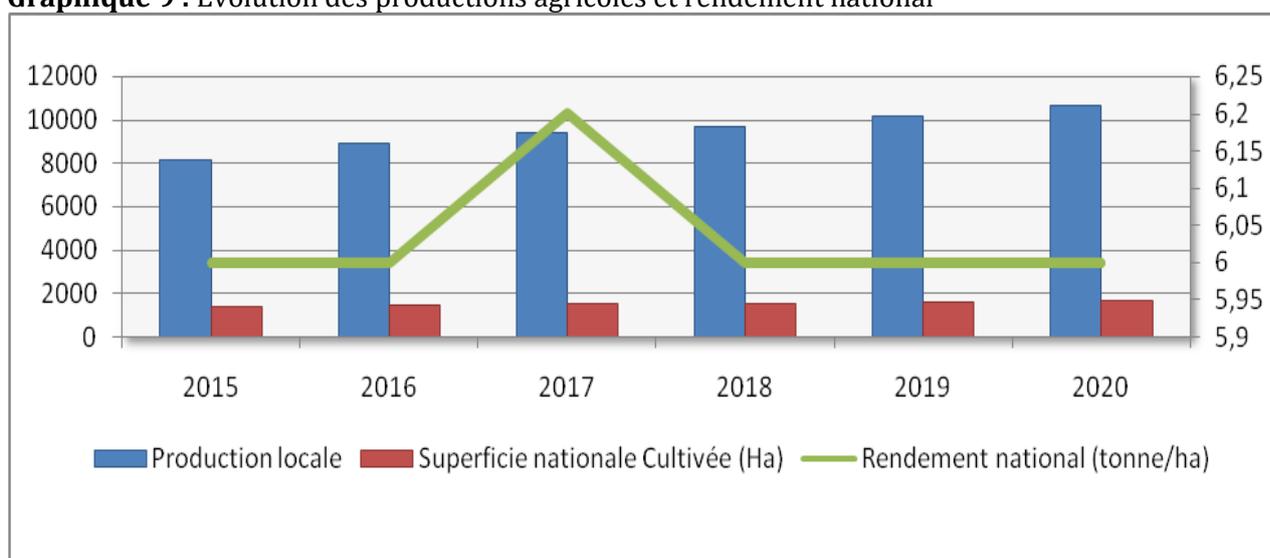
En dépit des conditions climatiques et environnementales difficiles, Djibouti s'est engagé dans un processus d'amélioration de la gestion et de la communication des informations stratégiques et opérationnelles dans le domaine agricole.

Le sous-secteur de l'agriculture fait partie des secteurs de l'économie nationale qui n'ont pas été touchés directement par la COVID-19. En 2020, le secteur agricole a enregistré une augmentation de 104 exploitations internes correspondant à une augmentation de superficie nationales cultivées de 82ha soit +5% sur un an. Suite à cette augmentation, la production agricole a augmenté dans la même proportion soit plus de 509 tonnes en un an. Chaque exploitation correspond à une superficie 0,78 ha et produit 4,87 tonnes par an et par conséquent le rendement annuel demeure constant à 6,3 tonnes par hectare.

Tableau 3 : Evolution de la production agricole (2016-2020)

	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2020/2019
Production agricole (Tonnes)	9 243	9 412	9 694	10 179	10 688	5%
Production locale	8 964	9 412	9 694	10 179	10 688	5%
Productions (Ethiopie-Soudan)	279	-	-	-	-	-
Superficie nationale Cultivée (Ha)	1 441	1 543	1 548	1 625	1 707	5%
Superficies exploitées à l'extérieur Ethiopie/Soudan (Ha)	840	-	-	-	-	-
Nombres d'exploitations internes	1 953	1 982	1 992	2 092	2 196	5%
Rendement national (tonne/ha)	6,2	6,1	6,3	6,3	6,3	-

Graphique 9 : Evolution des productions agricoles et rendement national



2.1.1.3. La Pêche

Le ministère de l'agriculture a organisé au niveau de la cellule du programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêches côtières (PRAPEV), un atelier de formation sur les fondamentaux de la micro finance avec l'appui technique de l'ADDS. Le programme envisage de mettre à la disposition des CPEC une ligne de crédit dédiée aux pêcheurs en vue d'améliorer les conditions de vie des acteurs de la pêche.

La Covid-19 ne semble pas avoir particulièrement affecté le secteur de la pêche, puisque le taux de croissance de celui-ci par rapport au PIB est à peu près semblable à celui des années précédentes. Ceci est probablement dû au fait que la contribution du secteur n'est pas significative dans le PIB et que les produits sont principalement consommés localement.

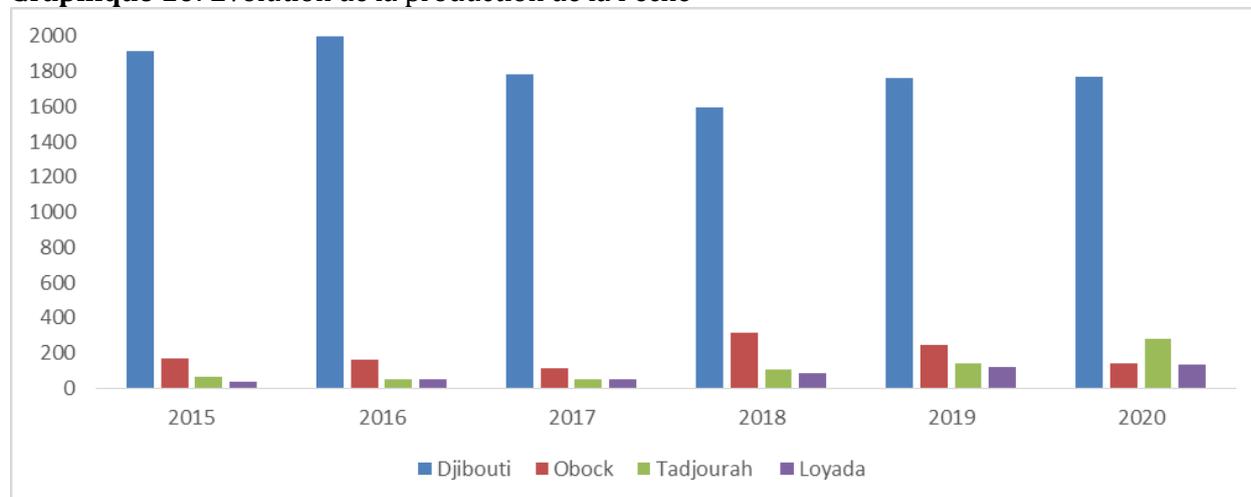
En 2020, le secteur de la pêche a enregistré 2 326 tonnes de poisson pêchés soit une légère augmentation (+2,4%), par rapport à 2019. Cette évolution est notamment portée par la pêche dans la région de Tadjourah, qui a presque doublé, par rapport à l'année dernière. Cependant, cette augmentation a été atténuée par une forte baisse de la production à Obock de 42,5%. Les pêches enregistrées à Djibouti ville et à Loyada ont légèrement augmenté en 2020.

Tableau 4 : Evolution de la production de la Pêche (2015-2020)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Djibouti	1 918	1 998	1 787	1 596	1 760	1 769	0,51%
Obock	172	161	110	315	245	141	-42,45%
Tadjourah	62	53	54	105	144	283	96,53%
Loyada	39	50	53	84	123	133	8,13%
Total	2 191	2 262	2 004	2 100	2 272	2 326	2,38%

Source : Direction de la Pêche, unité : tonnes

Graphique 10: Evolution de la production de la Pêche



2.1.2. Le secteur secondaire

2.1.2.1. Production de l'énergie

Dans l'atteinte de l'objectif de l'ODD 7 et pour répondre au besoin énergétique croissant dans le pays, le gouvernement s'est engagé à mettre à la disposition de la population une énergie durable, abondante, diversifiée et à moindre coût. Une multitude de projets sont en cours d'exécution à l'aide des partenaires au développement. Par ailleurs pour atténuer les conséquences sociales de la pandémie, le gouvernement avait pris certaines initiatives pendant le confinement notamment une baisse du tarif pour la tranche sociale et la subvention du paiement de la facture de l'électricité d'un montant de 30 000 fdj.

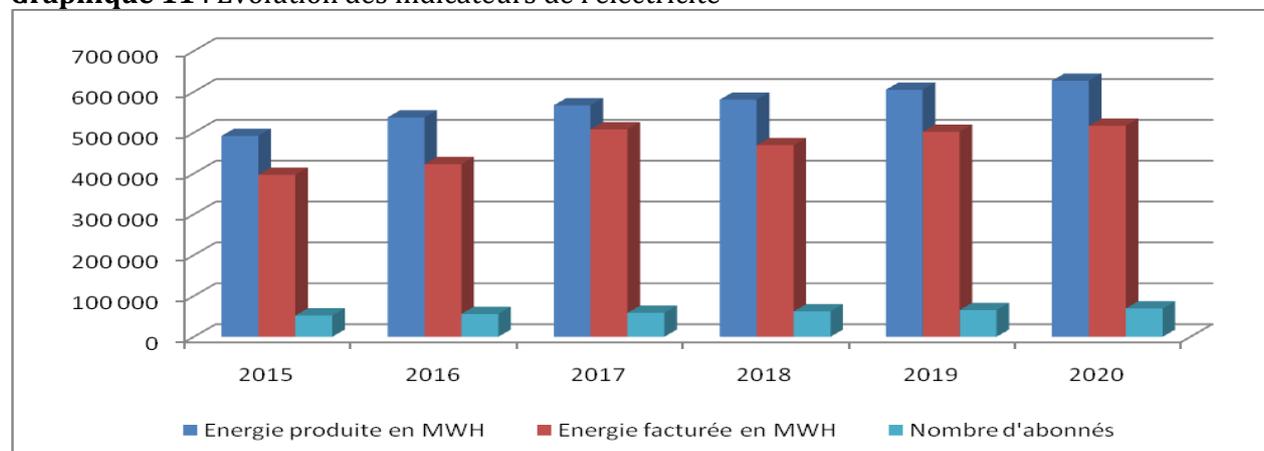
Le secteur de l'énergie s'est maintenu sur une tendance haussière. La production électrique a connu une hausse de 3,6% en 2020, soit un accroissement de la production de près de 21 961MWH. La consommation d'électricité facturée a augmenté de 2,9% par rapport à l'année 2019, avec une augmentation du nombre d'abonnés (+5,7%) combinée à une baisse du prix moyen du KWh de 2 FDJ. La hausse globale de la production de l'énergie pourrait s'expliquer par la baisse du prix moyen et aussi par l'augmentation du nombre des logements à Djibouti.

Tableau 5: Evolution du secteur de l'Energie

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2020/2019
Energie produite en MWH	492 088	537 340	566 859	580 856	605 150	627 111	3,63%
Energie facturée en MWH	396 754	422 808	508 198	469 358	502 244	517 035	2,94%
Taux de rendement commercial (%)	80	79	90	81	83	82	(-1point)
Prix moyen du KWh (en FDJ)	58	56	59	41	39	37	-5,13%
Nombre d'abonnés	52 021	56 062	58 708	62 177	65 568	69 315	5,71%

Source : EDD

Graphique 11 : Evolution des indicateurs de l'électricité



2.1.2.2. Production d'eau

Pour assurer d'ici 2035, un accès équitable à l'eau potable à un coût abordable, le gouvernement a approuvé une série de projets dont un projet de gestion intégrée des ressources en eau en Août 2020 afin d'équilibrer et de soutenir les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable.

La production d'eau a poursuivi sa trajectoire à la hausse en 2020, en augmentant de 9 %, par rapport à 2019. Cette évolution est entièrement due à une augmentation de la production à Djibouti-ville notamment en raison de l'opérationnalisation de la deuxième unité de production, la production dans les régions de l'intérieur étant restée constante.

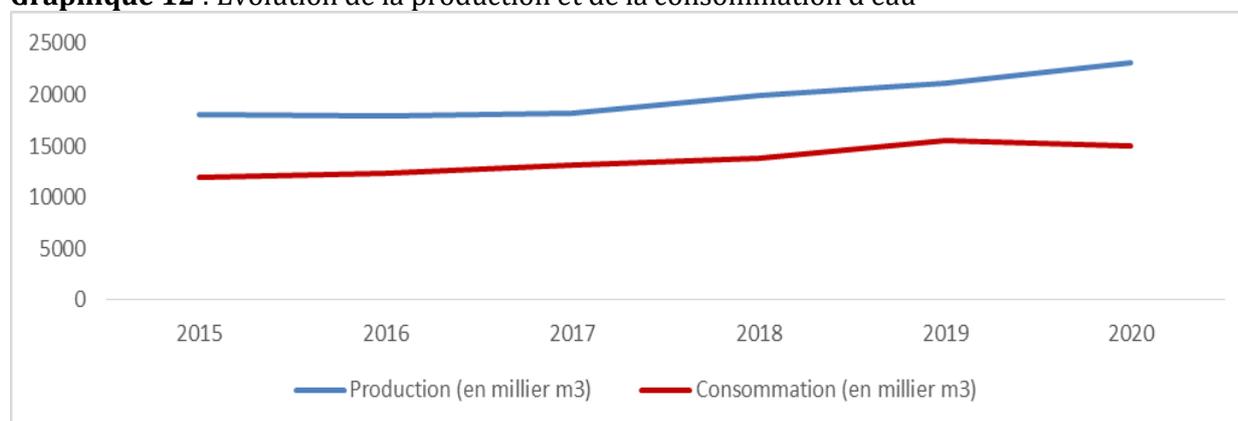
En revanche, la consommation d'eau a diminué de 4%. Cette baisse est due à une diminution de la consommation d'eau à Djibouti-ville, qui a diminué de 5 %, tandis que la consommation dans le reste du pays a augmenté de 4 %. Cette baisse semble être particulièrement causée par une diminution de 2 370 abonnés en 2020 par rapport à 2019. Ainsi, les pertes sur le réseau ont enregistré une hausse significative de 35% en 2020 par rapport à 2019.

Tableau 6: Evolution du secteur de l'eau (2016-2020)

	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Production (en millier m³)	17 920	18 213	19 912	21 116	23 106	9%
Djibouti-ville	15 474	15 533	16 722	17 462	19 452	11%
Districts	2 446	2 679	3 048	3 652	3 652	0%
Consommation (en millier m³)	12 335	13 154	13 740	15 596	14 998	-4%
Djibouti-ville	10 853	11 508	12 181	13 567	12 864	-5%
Districts	1 482	1 646	1 522	2 057	2 131	4%
Pertes sur le réseau	31%	31%	22%	17%	35%	
Nombre d'abonnés	39 945	41 201	45 825	51 216	48 846	-5%

Source : ONEAD

Graphique 12 : Evolution de la production et de la consommation d'eau



2.1.3. Secteur tertiaire

2.1.3.1. Les télécommunications

Djibouti a réalisé des investissements conséquents dans la modernisation des infrastructures de télécommunication afin de répondre au besoin croissant dans le pays. Les besoins en TIC sont devenus plus pressants avec la crise du COVID-19 et le gouvernement pour répondre également aux enjeux dans le domaine du numérique, ambitionne de faire de Djibouti un hub régional en TIC.

En 2020, les lignes téléphoniques fixes et le nombre d'abonnés à Internet ont connu une forte baisse par rapport à 2019 respectivement de 29% et 24%. Cette baisse significative est due à l'accroissement du GSM avec l'utilisation répandue de la 4G. Le nombre de cabines téléphoniques a également connu une baisse de 22,9%, et d'ailleurs il n'existe plus de cabines téléphoniques dans les zones rurales.

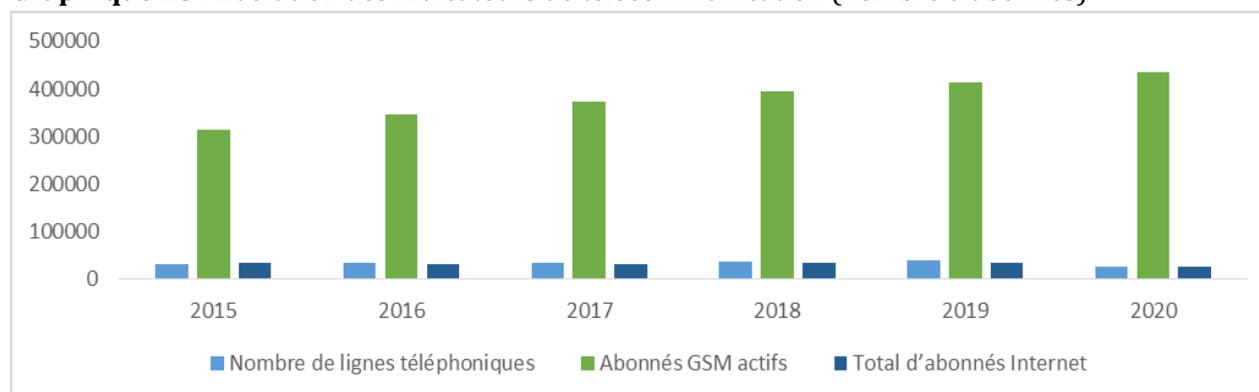
En revanche, le nombre d'abonnés GSM, est resté sur une tendance haussière de 4,6% en 2020 par rapport à 2019. L'utilisation du téléphone portable reste le moyen de communication le plus utilisé et explique la tendance baissière de l'utilisation des lignes téléphoniques fixes et de l'internet fixe.

Tableau 7 : Evolution de services de télécommunications (2016-2020)

	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Nombre de lignes téléphoniques	33 601	35 381	36 855	38 408	27 341	-28.8%
Lignes fixes	24 925	24 069	25 508	26 908	15 980	-40.6%
Téléphonie rurale (GSM fixe)	8 676	11 312	11 347	11 500	11 361	-1.2%
Cabine téléphonique privée	3 206	3 176	2 979	3 100	2 391	-22.9%
Dont régions	0	0	0	0	0	0%
Abonnés GSM actifs	345 246	373 052	395 037	414 809	434 035	4,6%
Total d'abonnés Internet	32 455	31 783	33 140	33 488	25 402	-24.1%
Abonnés Internet bas débit	0	0	0	0	0	0%
Abonnés Internet haut débit	32 455	31 783	33 140	33 488	25 402	-24.1%

Source : Djibouti Télécom

Graphique 13 : Evolution des indicateurs de télécommunication (nombre d'abonnés)



2.1.3.2. Les transports

Djibouti ambitionne de développer les infrastructures de transport notamment ceux du secteur aérien avec la construction des nouveaux aéroports dont un sera dédié aux activités cargo et de faire du pays un hub multimodal (terre-air-mer). L'année 2020 est une année exceptionnelle marquée par la crise sanitaire du covid-19 qui a impacté le secteur de transport en plus des troubles politiques en Ethiopie. Le sous-secteur du transport maritime qui demeure le principal moteur de l'économie Djiboutienne a ainsi connu un recul de son activité.

✓ *Transport Maritime*

A l'Entrée

En 2020, le volume du transport maritime a enregistré une baisse de 6% par rapport à l'année précédente en passant de 14,241 millions de tonnes en 2019 à 13,334 millions de tonnes en 2020. Le volume total des marchandises sèches traitées aux Ports de Djibouti, s'est établi à près de 9,134 millions de tonnes métriques en 2020, contre 9,809 millions de tonnes métriques l'année précédente et affiche une régression annuelle de 7%. Ce résultat est le produit de la baisse conjointe du trafic de marchandises Ethiopienne (-14%) et du transbordement (-25%) qui ont été impactés par la crise sanitaire covid-19 alors que le trafic djiboutien maintenait une hausse de 40%. Les importations des hydrocarbures ont enregistré une baisse de 5% en 2020 par rapport à 2019 en raison de la baisse des importations Ethiopiennes.

Les activités de transbordements ont connu des baisses au cours de cinq dernières années passant de 1,1 million tonnes en 2016 à 585 265 tonnes en 2020 suite à une concurrence accrue des ports de la région (Port de Mombassa et Dubai).

Tableau 8 : Volume des marchandises traitées à l'entrée (en tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Marchandises sèches (SGTD/DMP/PDSA)	11 668 383	9 554 444	10 011 649	9 809 136	9 134 558	-7%
Djibouti	1 691 354	1 546 622	1 925 287	1 475 698	2 060 472	40%
Ethiopie	8 880 298	7 054 194	7 208 281	7 549 020	6 488 821	-14%
Transbordement	1 096 731	953 628	878 081	784 418	585 265	-25%
Hydrocarbure(T. Horizon)	3 765 198	4 213 636	4 197 758	4 432 172	4 199 671	-5%
Djibouti	545 360	518 692	370 693	401 499	410 727	2%
Ethiopie	3 113 340	3 576 083	3 714 327	3 913 408	3 689 525	-6%
Transbordement	106 498	118 861	112 738	117 265	99 419	-15%
TOTAL	15 433 581	13 768 080	14 209 407	14 241 308	13 334 229	-6%

Source : Département statistique du DMP-(SGTD/DMP/PDSA)

A la sortie

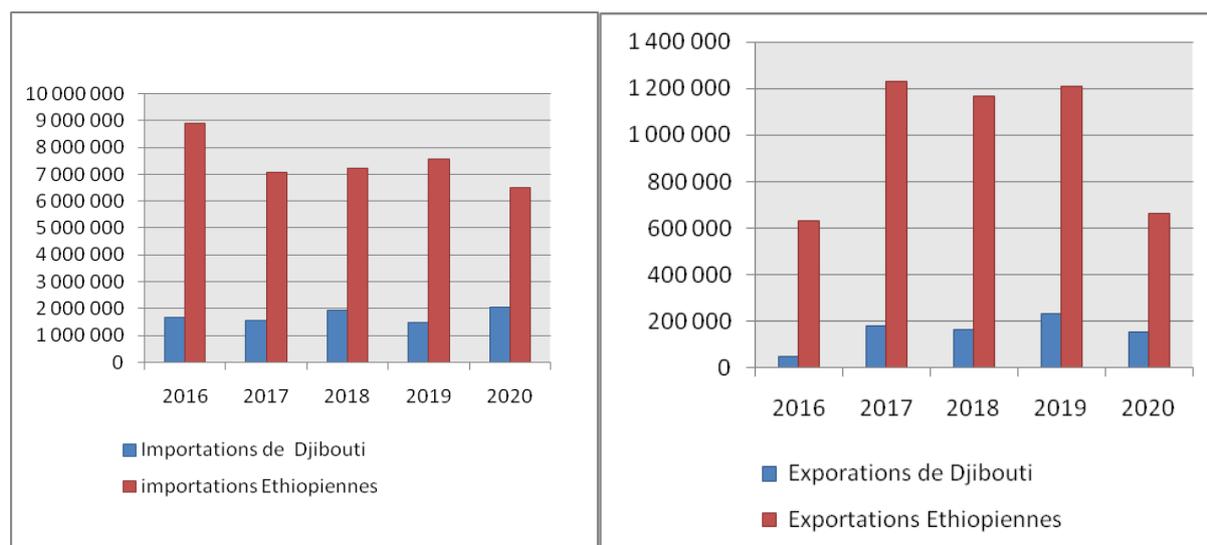
Le volume des marchandises sèches a chuté à 936 931 tonnes, soit une baisse considérable de 55% en 2020 par rapport à 2019. Cela s'explique par la diminution des exportations locales (-34%) et éthiopiennes (-45%). De même, le transbordement a enregistré un recul significatif et record de (-81%) en variation annuelle.

Ces baisses des marchandises et des transbordements sont liées à la crise sanitaire de la Covid-19 et l'instabilité politique en Ethiopie.

Tableau 9 : Volume des marchandises traitées à la sortie (en Tonnes)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation Annuelle 20/19
Marchandises sèches	2 368 618	2 248 009	2 167 616	1 989 462	2 083 176	936 931	-55%
Djibouti	46 713	47 126	179 299	162 317	233 127	154 224	-34%
Ethiopie	680 403	629 705	1 232 885	1 166 644	1 208 915	660 565	-45%
Transbordement	1 641 502	1 571 178	755 432	660 501	641 134	122 142	-81%

Sources : Département statistique du DMP.



✓ *Transport Aérien*

Le transport aérien a été fortement touché par la pandémie de la Covid-19. Djibouti a fermé ses frontières aériennes durant quatre mois, ce qui explique la chute de 29,8% du nombre des vols commerciaux et la baisse significative de 57% entre 2019 et 2020 du nombre total des passagers. Cette diminution a touché aussi bien les passagers hors transit (-56 %) qu'en transit (-91%).

Tableau 10: Evolution des Indicateurs de l'activité aéroportuaire (2016-2020)

	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Vols commerciaux	7 798	8 589	8 788	8 332	5 844	-29,86%
Total passagers	316 818	315 412	301 836	345 674	149 931	-56,63%
Passagers hors transit	270 547	271 051	284 819	340 193	149 438	-56,07%
Passagers en transit	46 271	44 361	17 017	5 481	493	-91,01%

Source : Aéroport International de Djibouti (AID)

✓ *Transport Routier*

Le transport routier a suivi la même tendance que le transport maritime auquel il est lié. Les mouvements des camions ont enregistré une légère baisse de 2,4%, ce secteur ayant déjà connu une baisse d'activité suite à la reprise des activités de la ligne ferroviaire.

Tableau 11 : Evolution des Mouvements des Camions (2015-2020)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Mouvement des camions	368 329	438 015	422 673	387198	397 442	387 588
Variation (%)	13,9%	18,9%	-3,5%	-8,4%	2,6%	-2,4%

Source : DPCR, unité en mouvements des camions

✓ *Transport ferroviaire*

Le chemin de fer Ethio-Djibouti a commencé à transporter des passagers et du fret en 2017. En 2020, les services du transport de passagers ont été temporairement suspendus en raison de la covid-19, ce qui a entraîné une baisse de 70 % du nombre de passagers. Malgré la crise sanitaire, le nombre de tonnes de frets (conteneur 20 pieds et 40 pieds) transportées par le chemin de fer a connu une hausse de 52% par rapport à 2019.

Tableau 12 : Evolution du trafic ferroviaire

	2018	2019	2020	Var 20/19
Nombre de passagers	128 546	71 330	21 357	-70%
Fret (tonnes)	43440	64 734	98 375	52%

Source : Société de chemin de fer (Ethio-Djibouti Railway)

2.1.3.3. *Le secteur du tourisme*

Avec sa stratégie globale de développement, l'Etat vise à développer le secteur du tourisme et plus particulièrement l'industrie du tourisme. Dans cette optique, en 2020 un projet de loi procédant à la transformation institutionnelle de l'office national du tourisme en agence nationale du tourisme a été adopté.

Le secteur du tourisme fait partie des secteurs de l'économie djiboutienne qui ont été les plus touchés par les mesures barrières engagées contre la pandémie de la covid-19 en 2020 notamment la fermeture de l'aéroport.

Le nombre de voyageurs touristes débarqués a enregistré une baisse considérable de 55% par rapport à l'année précédente.

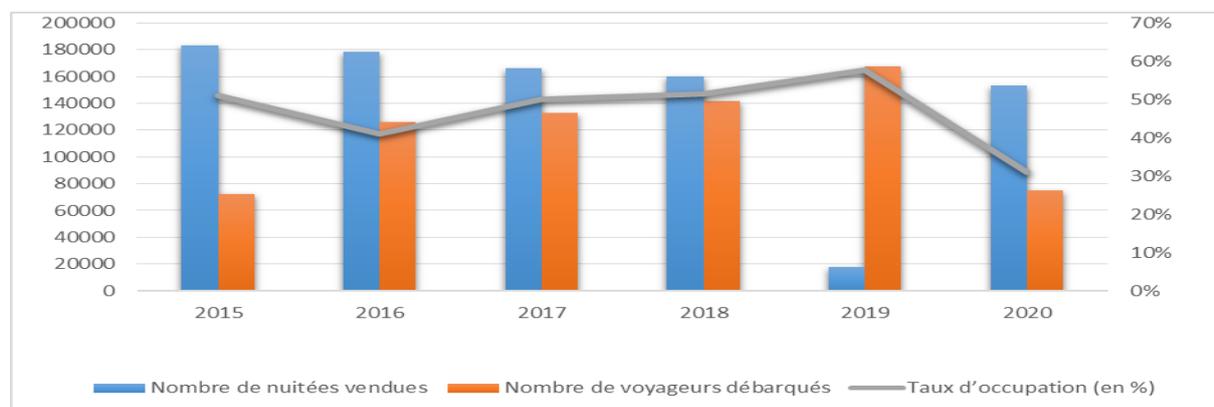
Suite à cela, le nombre de nuitées vendues a baissé de 14,82% par rapport en 2019 et les nuitées disponibles sont passées de 802 270 en 2019 à 489 100 en 2020 soit une baisse de 39.04% à cause des fermetures des hôtels.

Tableau 13 : Situation du Secteur de l'hôtellerie et du Tourisme (2016-2020)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2020/2019
Nombre de nuitées vendues	183218	178 747	166 065	160 152	179 610	153 035	-14,82%
Nombre de nuitées disponibles	571 225	676 345	704 085	709 195	802 270	489 100	-39,04%
Taux d'occupation (en %)	51%	41%	50%	51,6%	57,8%	31,0%	-46,37%
Nombre de voyageurs débarqués	72 378	126 179	132 829	141 941	167474	74 894	-55,28%

Source : ONTD

Graphique 13 : Evolution annuelle des nuitées dans les Hôtels



2.2. LES EMPLOIS DU PIB

Suite à la crise sanitaire, le PIB réel s'est affiché à 550,0 milliards FDJ en 2020 contre 543,677 milliards FDJ en 2019 soit une croissance de 1,2%. C'est le secteur tertiaire qui porte essentiellement la croissance de l'économie djiboutienne avec 74,60% en 2020, suivi du secteur secondaire qui représente 18,20% et du secteur primaire à 1,30%.

Rapportés au PIB, les parts du secteur primaires et secondaire ont légèrement augmenté en 2020 alors que celle du secteur tertiaire a baissé.

Tableau 14 : Les contributions sectorielles au PIB (en %) (2016-2020)

	2016	2017	2018	2019	2020	Moyenne
Primaire	0,90%	1,20%	1,30%	1,20%	1,30%	1,15%
Secondaire	11,50%	12,40%	16,60%	17,20%	18,20%	14,43%
Tertiaire	80,70%	79,30%	75,40%	75,30%	74,60%	77,68%
Valeur Ajoutée totale	93,10%	92,90%	93,30%	93,80%	94,00%	93,28%
Impôts & Taxes Indirects nets de Subvention	6,90%	7,10%	6,70%	6,20%	6,00%	6,73%
Produit intérieur brut (PIB) au prix du marché	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : MED (Direction de l'économie et du Plan)

2.3. L'INFLATION

Au 31 décembre 2020, l'Indice Global des Prix a affiché une légère hausse en moyenne annuelle faisant ressortir un niveau d'inflation de 0,3%. Cette hausse est principalement tirée par le renchérissement des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et des « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » qui se sont accrus respectivement de 1,2% et de 1,6%. Les prix des « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer » enregistrent une hausse de 2,4%. De même, le transport et bien et services divers ont connu une hausse respectivement de 0,7% et 2,6%.

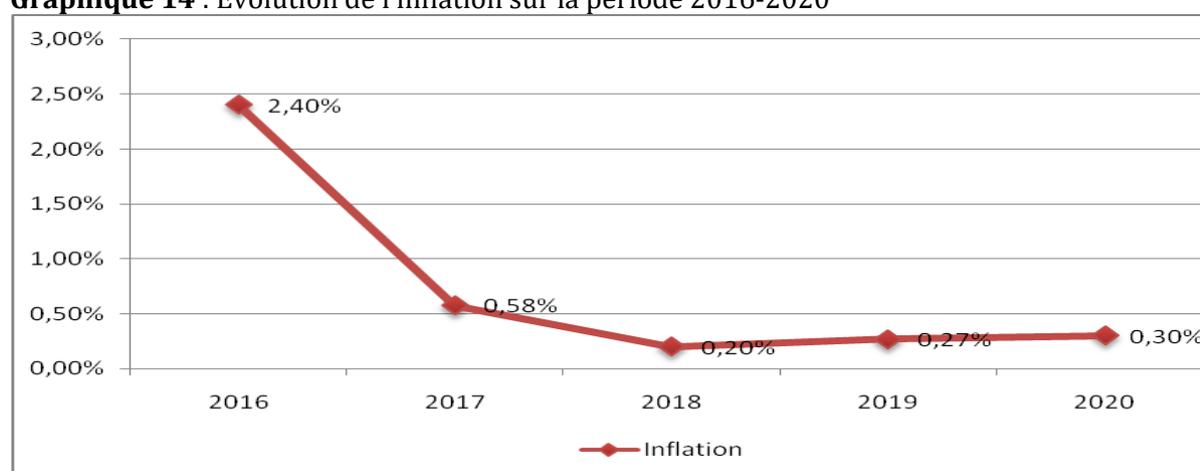
Seuls les prix de « Logement, eau, électricité, gaz et autres » et « Loisirs et cultures » ont connu des baisses respectives de 1,7% et 0,2% en 2020.

Tableau 15 : Indice des Prix à la Consommation (IPC)

Libelle des fonctions	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 20/19
Alimentation et boisson non alcoolisée	106,6	114,8	113,3	116,6	124,5	126	1,2%
Boisson Alcoolisées, tabac et stupéfiant	90,8	87,9	81,5	88,2	92,4	93,9	1,6%
Articles d'habillement et chaussures	98,6	100	101,3	101,3	104,6	105,2	0,6%
Logement, eau, électricité, gaz et autres	101,7	100,6	99,4	101,6	101,3	99,6	-1,7%
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	99,3	99,7	97,4	97,8	98,1	100,5	2,4%
Santé	98	100,1	100,1	100,1	98,3	98,4	0,1%
Transport	99,8	100	100,4	100,8	102	102,7	0,7%
Communication	98,3	95,7	92,8	93,5	94	94	0%
Loisirs et cultures	98,9	100	102,6	102,6	112,7	112,5	-0,2%
Enseignements	101,7	92	97	97	97	97	0%
Restaurant et hôtels	99,8	100,4	100,6	100,6	100,6	100,6	0%
Biens et service divers	108,7	99,9	101,6	102,5	104	106,7	2,6%
ENSEMBLE INDICE GLOBALE	102,6	105	104,1	106,2	109,7	110	0,3%

Source : INSD

Graphique 14 : Evolution de l'inflation sur la période 2016-2020



2.4. FINANCES PUBLIQUES

Les finances publiques ont été affectées par la Covid-19 et cela a eu des incidences budgétaires notamment une baisse des recettes fiscales de 8% par rapport à 2019.

2.4.1. Analyse des recettes Totales

En 2020, les recettes et dons se sont établis à 131,056 milliards FDJ en légère baisse de 0,2% par rapport à 2019. Les dons et prêts, qui sont des ressources mobilisées provenant de l'extérieur, ont diminué de 3,197 milliards de FDJ pour atteindre 18,964 milliards FDJ.

Les dépenses totales ont connu une hausse de 7,390 milliards de FDJ pour s'établir à 144,139 milliards de FDJ par rapport à l'année 2019 principalement en raison des dépenses additionnelles induites par la gestion de la pandémie soit 14,3 milliards FDJ (2,5% PIB).

Le déficit du solde global base ordonnancement (dons compris) est estimé à 13,083 milliards de FDJ soit -2,2% du PIB en fin d'année 2020.

2.4.1.1. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales ont baissé de 5,406 milliards FDJ passant de 71,712 milliards de FDJ en 2019 à 65,866 milliards de FDJ en 2020. Cette baisse s'explique essentiellement par la diminution des impôts directs, des impôts indirects et aussi par des autres taxes qui ont baissé de 12% par rapport à l'année dernière.

2.4.1.1.1. Les impôts directs

Les impôts directs à fin décembre 2020 se sont inscrits en diminution de 6% pour atteindre un montant de 28,646 milliards de FDJ contre 30,468 milliards en FDJ en 2019.

Les impôts directs comprennent entre autres les postes suivants : les Impôts sur les traitements et les Salaires (14,419 milliards FDJ), l'impôt sur les sociétés (6,623 milliards FDJ), les patentes-licences (3,577 milliards FDJ) et l'impôt foncier (2,038 milliards FDJ).

2.4.1.1.2. Les impôts indirects et autres taxes

Les impôts indirects ont baissé de 3,219 milliards de FDJ pour s'établir à 34,581 milliards FDJ en 2020 contre 37,800 milliards de FDJ en 2019, soit une régression annuelle de 9%.

Ce recul s'explique essentiellement par celui de la composante Taxe Intérieure de Consommation (TVA indirecte et TVA directe) dont le montant a baissé de 13% (soit 3,865 millions FDJ) en 2020 et la contribution de la surtaxe du tabac, alcool et produits pétroliers qui a baissé respectivement de 24%, 5% et 5%.

En 2020, les autres taxes ont enregistré une baisse de 366 millions FDJ du fait de la baisse des recettes liées à l'enregistrement des vignettes de 17% et les timbres de 4%.

2.4.1.2. Les recettes non fiscales

En 2020, Les recettes non-fiscales se sont établies à 46,226 milliards FDJ contre 37,927 milliards FDJ à la même période de l'année 2019, soit un accroissement de ressources pour l'Etat de 8,299 milliards FDJ (+22%).

Cette augmentation s'explique par la hausse des recettes non fiscales intérieures de 6,8% (soit 1,135 milliards FDJ) du fait de l'accroissement des revenus des domaines fonciers (+78%) et des taxes et redevances sur les services rendus (+42%) et des dividendes versés par les sociétés portuaires.

En outre, les recettes non-fiscales extérieures de 2020, composées de redevances payées par les pays amis de la République de Djibouti, ont enregistré 22,205 milliards FDJ contre 21,328 milliards FDJ en 2019. Cette légère hausse est liée à l'accroissement de la contribution Française de 4% par rapport à l'année 2019. Les contributions reçues de la part de la Chine, de l'Italie, des USA et du Japon sont restées constantes.

2.4.1.3. Les dons

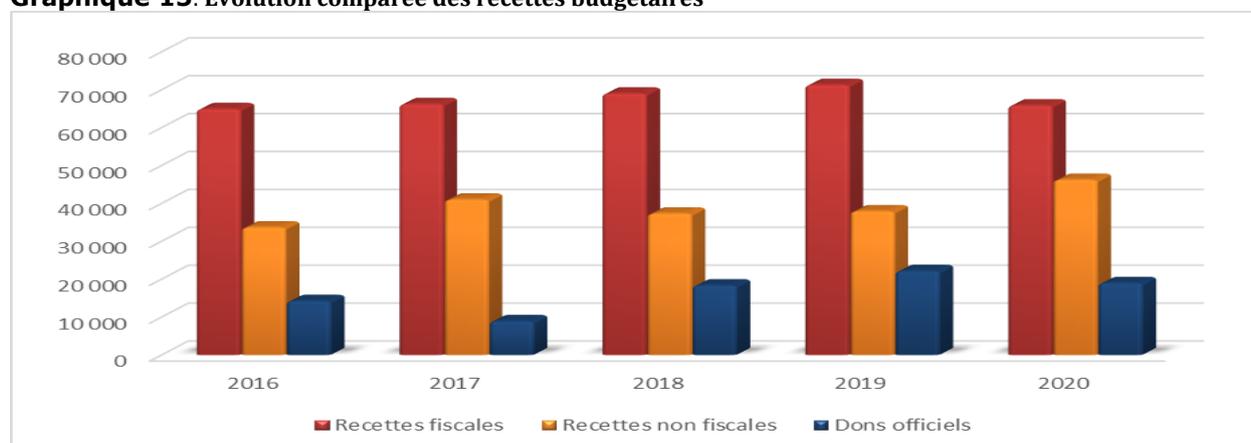
En 2020, les dons ont baissé de 3,197 milliards FDJ pour s'établir à 18,964 milliards de FDJ, soit une variation annuelle de -14% par rapport à l'année précédente. Cette baisse est essentiellement due aux dons projets (PIP) provenant de la part du Fonds Arabe pour le Développement Economique et Sociale (FADES) de près de 2,444 milliards FDJ. Les dons affectés aux dépenses sociales et ceux de l'AMISOM ont diminué de 100%.

Tableau 16 : Situation des recettes budgétaires (en million FDJ)

	2016	2017	2018	2019	2020	Var 2020/2019
Recettes et dons (recettes budgétaires)	112 809	116 139	124 668	131 360	131 056	-0,2%
Recettes fiscales	64 894	66 209	69 003	71 272	65 866	-8%
Impôts directs	27 761	27 418	28 779	30 468	28 646	-6%
Impôts indirects	32 320	34 805	36 621	37 800	34 581	-9%
Autres taxes	4 813	3 986	3 604	3 005	2 639	-12%
Recettes non fiscales	33 671	41 003	37 308	37 927	46 226	22%
Dons officiels	14 244	8 927	18 357	22 161	18 964	-14%
Dons projets	5 560	5 026	12 711	10 005	7 561	-24%

Source : Direction du Budget

Graphique 15: Evolution comparée des recettes budgétaires



2.4.2. Analyse des dépenses publiques

L'état d'exécution des dépenses publiques à fin décembre 2020 indique une hausse de 5,4% par rapport à 2019. Elles se sont établies à 144,139 milliards FDJ contre 136,749 milliards de FDJ en décembre 2019. Cette hausse des dépenses publiques s'explique principalement par l'accroissement des dépenses liées au COVID-19 qui se chiffrent à 14,354 milliards FDJ.

2.4.2.1. Les dépenses courantes

Les dépenses courantes ont baissé de 2,5% passant de 91,927 milliards FDJ en 2019 à 89,629 milliards FDJ en 2020. Les dépenses courantes sont composées de dépenses salariales, de dépenses de matériels, de dépenses de transferts, d'entretien et des paiements d'intérêts de la dette publique.

- *Les dépenses de personnel* : Les salaires avec une proportion de 40%, constituent la principale composante des dépenses courantes. Ce poste est resté constant par rapport à l'année dernière, soit 35,413 milliards de FDJ en 2019 contre 35,764 milliards de FDJ en 2020.
- *Les dépenses de matériels* : Les dépenses de matériels arrêtées au 31 décembre 2020 se sont établies à 30,332 milliards FDJ contre 29,686 milliards FDJ une année auparavant, soit une hausse de 2%.
- *Les dépenses de transfert* : Le montant total des dépenses de transfert s'est élevé à 18,783 milliards de FDJ en 2020 contre 18,433 milliards de FDJ en 2019 soit une hausse de 2% par rapport à l'année passée.

2.4.2.2. Les dépenses d'investissement

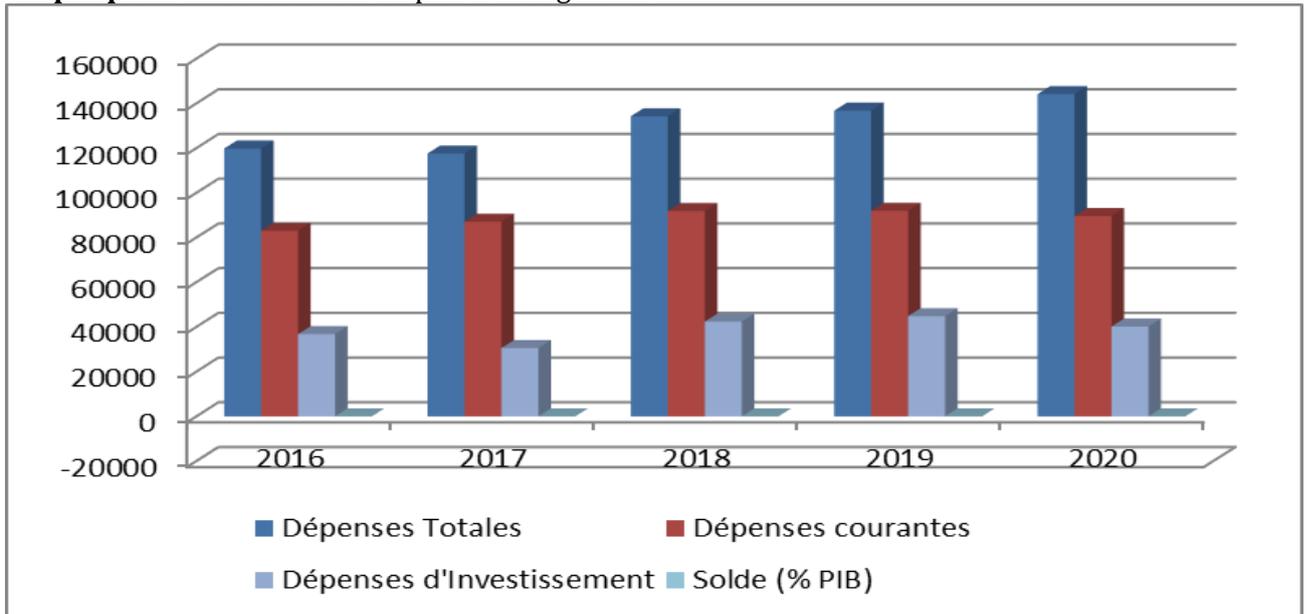
Les dépenses d'investissement se sont établies à 40,157 milliards FDJ en 2020 contre 44,822 milliards FDJ en 2019, et sont en baisse de 10,4 % en glissement annuel. Cette diminution est essentiellement tirée par les investissements financés sur ressources extérieures qui se sont décrues de 20% pour s'établir à 17,659 milliards FDJ en 2020.

Tableau 17 : Situation des Dépenses Budgétaires (en Millions FD)

	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2020/2019
Dépenses Totales	119 781	117 554	134 201	136 749	144 139	5,40%
Dépenses courantes	83 013	87 024	91 842	91 927	89 629	-2,50%
Salaires	31 073	33 579	35 504	35 413	35 764	0,99%
Matériels	29 984	29 775	29 975	29 686	30 332	2,18%
Transferts	16 122	16 562	17 544	18 433	18 783	1,90%
Dép. sociales sur fin ext.	623	383	738	380	0	-100,00%
Dépenses d'investissement	36 768	30 530	42 359	44 822	40 157	-10,41%
Budgétaire	22 173	18 225	17 243	22 839	22 498	-1,49%
Extérieur	14 595	12 305	25 116	21 983	17 659	-19,67%
Solde ordo.(dons inclus)	-6 972	-1 415	-9 533	-5 389	-13 083	142,77%
Solde (% PIB)	-1,90%	-0,40%	-1,40%	-0,4%	-2,20%	122,22%

Source : Direction du Budget

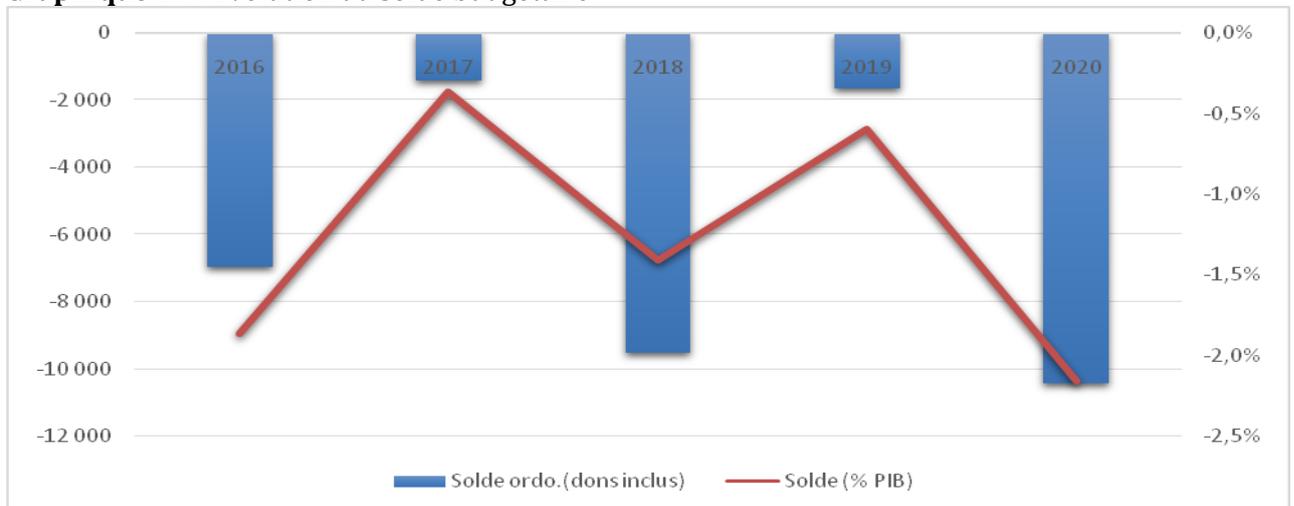
Graphique 16: Evolution des dépenses budgétaires



2.4.3. Evolution du déficit budgétaire

Le solde des finances publiques est déficitaire en 2020 avec un déficit estimé à 2% du PIB contre 0,4% en 2019. Cette situation de déficit budgétaire s'explique par la crise sanitaire qui a baissé les recettes mais aussi par l'augmentation des dépenses publiques.

Graphique 17 : Evolution du solde budgétaire



2.4.4. Analyse de la dette

A la fin de 2020, l'encours de la dette de l'Etat (dette publique directe et dette publique garantie) s'élevait à 427 Milliards FDJ. Le ratio de l'encours total de la dette par rapport au PIB a augmenté passant de 68% en 2019 à un ratio de 74% en 2020.

2.4.4.1. Evolution de l'encours de la dette

Le gouvernement a contracté des prêts auprès des bailleurs bilatéraux et multilatéraux. A la fin de 2020, l'encours de la dette de l'Etat (dette publique directe et dette publique garantie) s'élevait à 427,1 milliards FDJ soit une hausse de 11% en un an.

La dette directe de l'Etat a augmenté de 16% entre 2019 et 2020 pour atteindre 100,23 milliards FDJ. Cette hausse montre que le gouvernement a contracté de nouveaux prêts en 2020. De même, la dette avalisée des établissements publiques a augmenté de 10% en un an pour atteindre 326,9 milliards FDJ en 2020.

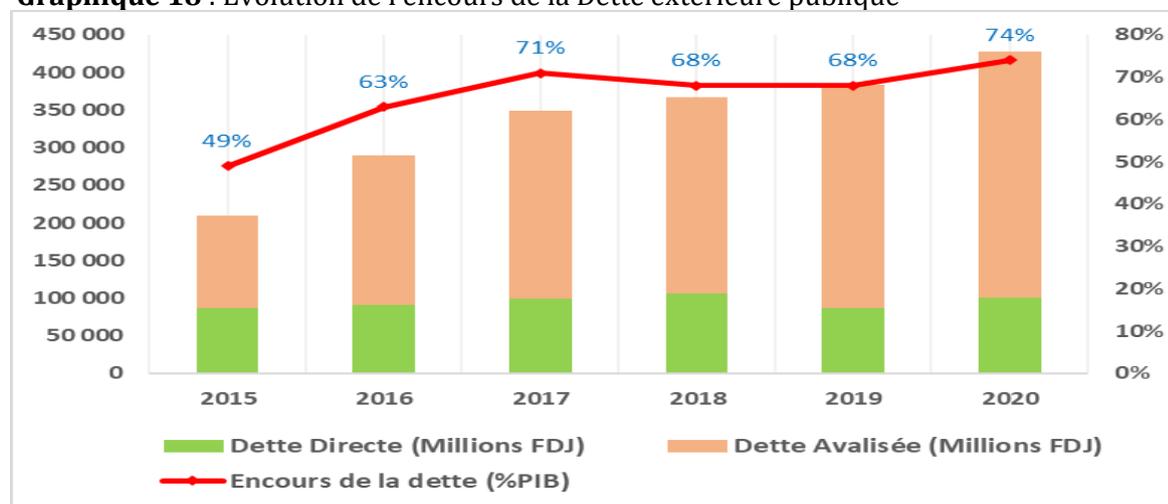
Cette évolution est due au financement de grands projets d'investissements publics sur emprunts extérieurs, notamment la seconde ligne du chemin de fer Djibouti-Éthiopie et le projet l'adduction d'eau.

Tableau 18: L'encours de la Dette extérieure publique

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours de la dette (Millions FDJ)	209 980	289 244	349 471	366 404	383 206	427 137
<i>Dette Directe (Millions FDJ)</i>	<i>86 551</i>	<i>90 744</i>	<i>99 318</i>	<i>106 138</i>	<i>86 701</i>	<i>100 234</i>
<i>Dette Avalisée (Millions FDJ)</i>	<i>123 429</i>	<i>198 500</i>	<i>250 153</i>	<i>260 266</i>	<i>296 505</i>	<i>326 903</i>
Encours de la dette (%PIB)	49%	63%	71%	68%	68%	74%

Source : Direction de la dette publique

Graphique 18 : Evolution de l'encours de la Dette extérieure publique



2.4.4.2. La structure de la dette extérieure

Dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD), Djibouti a soumis une requête pour en bénéficier et a obtenu l'accord du G20.

Compte tenu des effets du COVID, cette initiative vise à reporter le paiement du service de la dette et d'utiliser le surplus financier dégagé pour couvrir les dépenses supplémentaires liées à cette pandémie. Plusieurs créanciers bilatéraux et multilatéraux de notre pays participent à cette initiative (club de Paris, FSD, etc...).

Le service de la dette extérieure publique connaît une augmentation progressive jusqu'en 2019 mais diminue de 27% à 13,7 milliards FD en 2020 en raison du report d'une partie du service de la dette dans le cadre de cette initiative du G20.

En 2020, le service de la dette directe a baissé de 44% en passant de 11,6 milliards FDJ en 2019 à 6,6 milliards FDJ en 2020 de même que celui des entreprises et établissements publics qui diminue de 0,3% à 7,12 milliards en 2020 contre 7,14 milliards FDJ en 2019.

Tableau 19 : service de la dette extérieur au 31 Décembre 2020

<i>En millions de FDJ</i>	Service de la dette extérieure à fin 2019		Service de la dette extérieure à fin 2020	
	Directe	Avalisée	Directe	Avalisée
Dettes bilatérales	7 776	3 444	3 151	4 564
Dettes multilatérales	3 907	3 696	3 415	2 552
Total	11 683	7 139	6 566	7 116
Total général (dette directe +avalisée)	18 822		13 682	

Source : Direction de la Dette publique

2.5. LA BALANCE DE PAIEMENTS

La pandémie du COVID 19 et les mesures prises pour l'endiguer ont perturbé la chaîne d'approvisionnement mondiale et entraîné de vastes répercussions négatives sur le commerce et l'investissement direct étranger.

Notre pays dont l'essentiel de la richesse créée provient de l'activité portuaire a pâti des conséquences de cette crise sanitaire.

Le compte de transactions courantes affiche une baisse de 35% avec un solde excédentaire de 65,10 milliards FDJ contre 100,229 milliards FDJ en 2019.

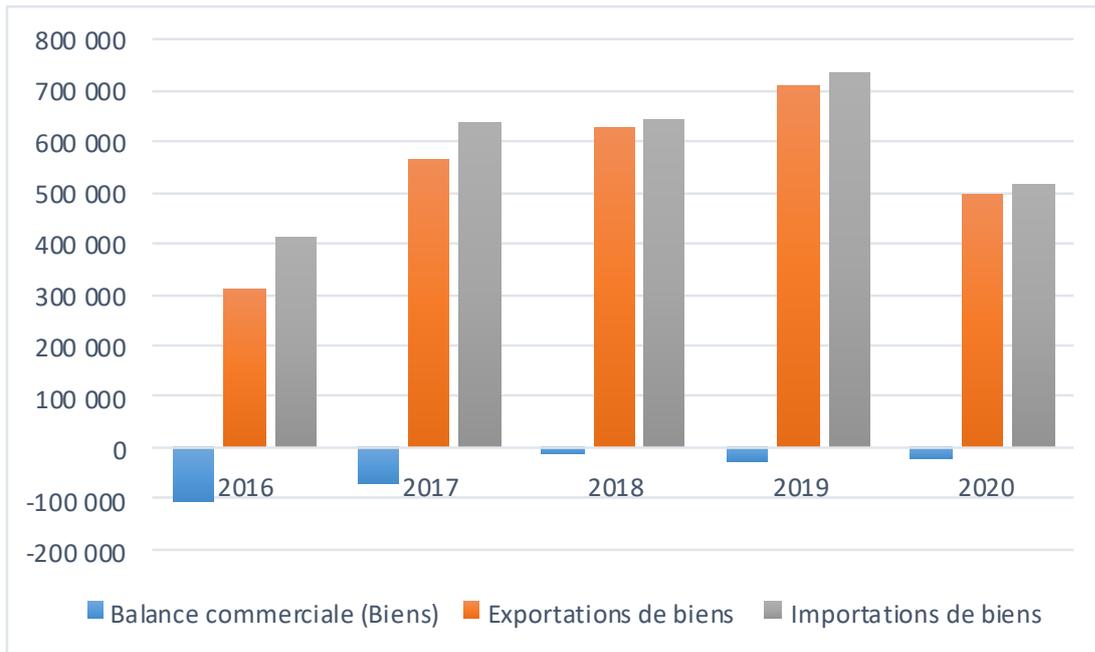
Le compte de Capital et des opérations financières s'est contracté de 88% à 7,6 milliards FDJ à la suite d'une forte régression du compte des opérations financières.

2.5.1. La balance commerciale (Biens)

Le solde de la balance commerciale des biens a affiché un déficit de 22,5 milliards FDJ contre 25,29 milliards FDJ en 2019. Cette situation résulte des baisses constatées dans le volume des échanges de l'économie domestique (-30% pour les exportations et -30% pour les importations) et celles de l'économie de la zone franche (-35% pour les importations et -31% pour les exportations) destinée principalement à l'Éthiopie.

Cette tendance se serait détériorée davantage si d'une part les conséquences de la pandémie ne se s'étaient pas limités qu'à deux trimestres 2020 et que d'autre part le Gouvernement n'ait décidé d'épargner le secteur portuaire des mesures de confinement imposées pour les autres secteurs.

Graphique 19 : Evolution de la Balance commerciale



2.5.2. La balance des services et des revenus

La balance des services qui comptabilise les revenus issus du transit des marchandises (transports et assurances) et les paiements relatifs au tourisme (restauration, hébergement, etc.) fait ressortir un solde de 70,501 milliards FDJ en 2020 contre 93,83 milliards FDJ en 2019 soit une contraction de 25%.

Cette contreperformance proviendrait entre autres du secteur de l'hospitalité qui a été impacté par la fermeture de l'aéroport international de Djibouti dès le 18 mars 2020 à la suite des premiers cas de contamination du covid sur le territoire national.

La balance des revenus qui enregistre les rémunérations octroyées par les non-résidents aux salariés nationaux et les revenus des investissements et les intérêts des crédits, s'est dégradée de 839 millions FDJ par rapport à 2019 et affiche un déficit de 17,51 milliards FDJ en 2020.

2.5.3. La balance des transferts courants sans contrepartie

La balance des transferts nets sans contrepartie est composée des transferts aux administrations publiques et des transferts privés de fonds. Le solde de cette balance est ressorti en baisse de 28% à 34,62 milliards FDJ en 2020 contre 48,31 milliards FDJ. Cette diminution provient d'une baisse constatée pour les transferts à l'administration publique qui passent de 50,6 milliards FDJ en 2019 à 37,48 milliards FDJ (-26%) mais aussi des transferts effectués pour les autres secteurs qui baissent de 23%.

2.5.4. Le compte de capital et des opérations financières

Les comptes de capital et des opérations financières qui évaluent les contreparties financières des transactions courantes ont chuté brutalement de 88% durant cette année de crise avec un excédent de 7,7 milliards FDJ en 2020 contre 65,07 milliards FDJ en 2019.

Cette baisse significative est provoquée par les comptes des opérations financières qui sont passés d'un solde excédentaire de 55,4 milliards FDJ à un excédent de 0,4 milliard FDJ en 2020. Le compte des opérations de capital a pour sa part affiché un solde excédentaire de 7,2 milliards FDJ qui correspond aux appuis budgétaires reçus dans le cadre de la réponse au COVID 19.

Les investissements directs étrangers (IDE) ont baissé de 10% à 28 milliards FDJ contre 31,1 milliards FDJ en 2019. Cette réduction est en-deçà des projections de baisse de 30% établies courant l'année 2020 pendant la pandémie.

Tableau 20 : Synthèse de la Balance des paiements (en millions FD)

	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Solde des transactions courantes	-4 631	-23 543	76 176	100 229	65 108	-35%
Balance commerciale (Biens)	-105 674	-73 514	-14 363	-25 229	-22 500	-11%
<i>Exportations de biens</i>	307 834	561 954	625 926	710 204	494 884	-30%
<i>Importations de biens</i>	413 508	635 468	640 289	735 433	517 384	-30%
Balance des services	80 008	45 179	80 852	93 829	70 501	-25%
Balance des revenus	-14 215	-22 511	-25 267	-16 678	-17 517	6%
Balance des transferts nets	35 250	27 303	34 954	48 307	34 624	-28%
Comptes de Capital et Financier	85 153	21 606	78 962	65 071	7 679	-88%
Compte de Capital	6 020	4 643	12 361	9 655	7 238	-25%
Compte des Opérations Financières	79 133	16 963	66 601	55 416	441	-99%
<i>Investissements Directs Etrangers (IDE)</i>	28 435	29 312	30 213	31 101	28 121	-10%

Source : Banque Centrale de Djibouti

2.6. LA MASSE MONÉTAIRE

2.6.1. Evolution de la Masse Monétaire

La situation monétaire au 31 décembre 2020 a enregistré une forte hausse de 19,4% de la masse monétaire qui est passée de 380,602 milliards de FDJ en 2019 à 454,410 milliards de FDJ en 2020.

L'évolution de la masse monétaire sur la période de 5 ans est décrite dans le tableau suivant :

Tableau 21 : Evolution de la masse monétaire (en millions FD)

	2016	2017	2018	2019	2020
MASSE MONETAIRE	308 806	370 565	349 879	380 602	454 410

Source : Banque Centrale de Djibouti

2.6.2. Evolution des principaux agrégats monétaires

a- La monnaie fiduciaire : Elle correspond aux billets et pièces mis en circulation.

Le stock de la monnaie fiduciaire en circulation a connu une croissance annuelle de 15,2% pour atteindre 43,389 milliards FDJ en 2020 contre 37,667 milliards FDJ en 2019. Cette croissance correspond à une augmentation de 6 milliards FDJ en un an.

En 2020, la monnaie fiduciaire représente 10% de la masse monétaire et 11,2% de la monnaie au sens large.

Tableau 22: Evolution des composantes de la masse monétaire (en millions FDJ)

	2016	2017	2018	2019	2020
MASSE MONETAIRE	308 805	370 565	349 879	380 602	454 410
Monnaie	250 284	303 015	288 476	308 736	385 534
<i>Monnaie fiduciaire</i>	32 918	35 542	36 626	37 667	43 389
<i>Dépôts à vue et autre dépôts</i>	217 366	267 473	251 850	271 070	342 145
Quasi-Monnaie	58 521	67 550	61 403	71 864	68 879
<i>Dépôts à terme en FDJ</i>	22 414	33 975	34 060	39 414	37 068
<i>Dépôts à terme en devises</i>	36 107	33 575	27 343	32 451	31 811

Source : Banque Centrale de Djibouti

b- Les dépôts

En 2020, le total des dépôts des ménages s'est élevé à 411,021 milliards FDJ contre 342,933 milliards FDJ en 2019, enregistrant une croissance annuelle de 20% par rapport à 2019.

Les dépôts se répartissent en "dépôts à vue et autres dépôts" et en "dépôts à terme". Les dépôts à vue en franc Djibouti s'élèvent à 164 485 milliards de FDJ en 2020, soit une hausse de 5,3% par rapport à 2019. Les dépôts à vue en devise ont connu une forte augmentation de 54,7 % sur une année à 177,7 milliards FDJ.

La ventilation des dépôts par nature et par type de monnaie est donnée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 23 : Dépôts par type de monnaie (Djiboutienne et devises)

En million FDJ	2019			2020			Variation
	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Total Dépôts	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Total dépôts	20/19
Franc Djiboutien	156 230	39 413	195 643	164 485	37 065	201 550	3%
Devises	114 839	32 451	147 290	177 660	31 811	209 471	42%
Total dépôts	271 069	71 864	342 933	342 145	68 876	411 021	20%

Source : BCD

2.6.3. Les contreparties de la masse monétaire

Masse Monétaire = Avoirs Extérieurs Nets + Crédits Intérieurs - Autres Postes Nets

Au 31 Décembre 2020, la situation monétaire a eu des contreparties monétaires qui ont évolué comme suit :

- Les Avoirs extérieurs nets du système bancaire pour un montant de 348,247 milliards FDJ.
Ces Avoirs ont connu une augmentation de 26% par rapport à 2019. Cette hausse des avoirs extérieurs nets est due à celle des Avoirs des Autorités monétaires (+29%) et des banques commerciales (+25%).
- L'encours des crédits intérieurs s'est élevé à 157, 654 milliards FDJ et a augmenté de 7% sur un an, soit plus de 10,6 milliards de FDJ, essentiellement en raison de la hausse des crédits à l'économie. Il est composé des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie. Les créances sur l'Etat ont enregistré une hausse de 23% par rapport à l'année 2019 et les crédits à l'économie, emprunts réalisés par les entreprises publiques et le secteur privé, se sont situés à 149,013 milliards FDJ et ont connu une augmentation de 6% sur une année, soit 9 milliards FD de hausse en valeur absolue.

Tableau 24: Contreparties de la Masse Monétaire (en millions FDJ)

Composantes	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Avoirs extérieurs nets	236 481	297 956	273 800	275 834	348 297	26%
<i>Autorités monétaires</i>	65 604	94 021	75 217	84 953	109 767	29%
<i>Banques commerciales</i>	170 877	203 935	198 583	190 881	238 530	25%
Crédits intérieurs	110 128	122 487	130 800	147 052	157 654	7%
<i>Créances sur l'Etat</i>	8 713	8 994	3 572	7 016	8 641	23%
<i>Crédits à l'économie (y compris les entreprises publiques)</i>	101 415	113 493	127 228	140 036	149 013	6%
Autres postes nets	-37 554	-49 879	-54 722	-42 286	-51 541	22%
Total Masse monétaire	308 806	370 564	349 878	380 600	454 410	19%

Source : Banque Centrale de Djibouti

En 2020, en raison de l'impact de la crise du covid-19 sur le secteur bancaire, les créances accordées par les banques de la place au secteur privé ont baissé de 3,66%. En revanche, les prêts aux entreprises publiques ont connu une croissance de 77,7%.

Rapportés au PIB, malgré la crise sanitaire, les crédits à l'économie sont en hausse à 26% en 2020 et se situent à 25% en moyenne sur les trois dernières années.

Tableau 25: Evolution de crédit à l'économie (en millions FDJ)

	2017	2018	2019	2020	Var20 /19
Créances sur les entreprises publiques	9 541	15 215	17 337	30 811	77,72%
Crédits au secteur privé	103 952	112 013	122 699	118 202	-3,66%
Crédit à l'économie	113 493	127 228	140 036	149 013	6,41%
<i>PIB</i>	488,99	535,438	567 112	575 430	1,47%
<i>Taux CE / PIB</i>	23%	24%	25,00%	26,00%	-

CHAPITRE III. LES SECTEURS SOCIAUX

3.1. DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

3.1.1. Education

En 2020, le ministère de l'éducation et de la formation professionnelle en collaboration avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche a achevé une analyse du système éducatif qui avait été lancée en 2019.

Parmi les principaux résultats obtenus de cette étude, il est ressorti qu'au cours des vingt dernières années, le système éducatif s'était significativement développé en termes d'offre à travers l'amélioration de l'accès grâce à l'intensification des infrastructures d'accueil. Mais que toutefois, dans un marché du travail très étroit dominé par le secteur tertiaire, et où les secteurs primaire et secondaire sont faiblement développés, la production scolaire a augmenté plus vite que le nombre d'emplois. Cela a contribué à la persistance d'un taux de chômage très élevé, et cela d'autant plus que le développement de la formation professionnelle n'a pas significativement influé sur ce défi. Les formations générales constituent toujours l'essentiel de l'offre du système éducatif. Une autre conséquence a été que cela a accentué la concurrence pour l'emploi avec des niveaux de plus en plus élevés de diplôme. Les diplômés de l'enseignement supérieur ont tiré avantage de ce contexte, mais cela a poussé au chômage un bon nombre de jeunes formés à des niveaux inférieurs, et qui auparavant avaient un meilleur accès au marché du travail.

L'analyse a montré par ailleurs que plus de 75 % des étudiants de l'enseignement supérieur sont issus des deux quintiles de niveau de vie les plus élevés (45 % pour le quintile le plus élevé), alors que ce n'est le cas que pour moins de 2 % de ceux du quintile socialement le plus défavorisé. Des chiffres presque comparables sont enregistrés pour le secondaire général. En réalité, la très grande majorité des jeunes du quintile 1 et la majorité des jeunes du quintile 2 n'ont pas accès à ces niveaux d'études. Le fait que beaucoup aient fait une scolarité primaire complète et qu'ils échouent au cycle moyen, parce qu'ils abandonnent en cours de cycle (c'est beaucoup le cas des jeunes les plus pauvres) ou qu'ils n'obtiennent pas le BEF, n'aura que très peu de valeur pour obtenir une activité rémunérée, encore moins un emploi protégé et bien rémunéré dans les secteurs modernes.

Mais ces scolarisations plus courtes des jeunes de milieu défavorisés tiennent d'abord au fait que la qualité de l'éducation est globalement faible au niveau primaire et moyen (assez nettement inférieure à celle observée dans des pays de niveau de développement comparable à Djibouti) et qu'en outre, les populations socialement défavorisées pâtissent plus que les autres de telles circonstances.

Par ailleurs, les analyses pointent sans ambiguïté que si les apprentissages au primaire sont faibles et marqués par de fortes disparités, cela a aussi des répercussions négatives majeures sur le fonctionnement du cycle moyen, caractérisés par des abandons trop fréquents et socialement très typés, et des chances relativement faibles de réussite au Brevet de l'Enseignement Fondamental. Les raisons pour lesquelles le niveau des apprentissages des élèves est insuffisant au niveau primaire sont forcément multiples. On pourrait certes mentionner un sous-financement public relatif assez net de la partie basse du système éducatif. Les choix budgétaires implicites à l'intérieur du secteur ont de fait été plutôt favorables à la partie haute du système (secondaire et supérieur). Mais les analyses conduites amènent à retenir que la qualité insuffisante des apprentissages ne tient sans doute pas en premier lieu à l'insuffisance des ressources, mais à des lacunes notables dans la façon elles sont utilisées dans les établissements au niveau local. Il ressort en effet que des établissements comparables du point de vue des caractéristiques sociales de leur public d'élèves, des ressources dont ils disposent et des dispositions pour les mettre œuvre, peuvent avoir des niveaux d'apprentissage effectifs très différents de leurs élèves. Certains nombres d'établissements performant beaucoup moins que ce qu'il est techniquement possible d'attendre. Et ceci manifeste que les efforts et les pratiques des acteurs (enseignants, chefs d'établissement) au niveau local, diffèrent de façon sensible d'une école à une autre et qu'ils sont insuffisants dans certaines d'entre elles.

En outre, le fonctionnement du système éducatif djiboutien dans la décennie passée et actuelle a été abordée de façon séquentielle selon divers angles thématiques afin d'identifié les domaines dans lesquels il apparaît intéressant d'engager une réflexion sur l'action de politique éducative pour les prochaines années. Dans cette perspective, il pourra ultérieurement se révéler utile d'envisager l'estimation d'un modèle global de simulation financière du secteur de l'éducation pour faciliter les choix qui devraient alors être faits pour anticiper les évolutions au cours des années à venir. Pour la construction de cette politique éducative future, la réflexion se situera nécessairement à l'intersection du diagnostic de la situation présente, qui identifie des réussites certes, mais aussi des difficultés. Il s'agira à la fois de viser à corriger tant que possible les dysfonctionnements systémiques et spécifiques identifiés et à prendre en compte les objectifs sociaux actuels du pays pour son avenir. Par ailleurs, cette politique devra aussi être financièrement soutenable, ce qui impliquera des choix forcément difficiles.

- Ecoles d'enseignement primaire : on dénombre 204 écoles primaires en 2020 dont 152 publiques, 26 privés francophones et 18 privés arabophones. A cet effectif, il faut ajouter 3 écoles de réfugiés et 5 centres LEC (Lire-Ecrire -compter) ;
- Collèges d'enseignements moyen compte au total 77 collèges dont 43 sont publiques, 31 sont privés et 3 collèges pour les réfugiés ;

➤ Ecoles d'enseignements secondaire : sur les 43 écoles 19 sont publiques et 21 sont privées

Tableau 26: Evolution du nombre d'écoles selon le niveau d'enseignement

Année	Primaire	Moyen	Secondaire
2004-2005	111	32	17
2005-2006	122	31	18
2006-2007	128	35	19
2007-2008	127	36	20
2008-2009	134	44	23
2009-2010	148	53	25
2010-2011	146	50	25
2011-2012	156	54	25
2012-2013	159	55	26
2013-2014	166	56	28
2014-2015	165	58	28
2015-2016	161	57	28
2016-2017	165	58	28
2017-2018	187	68	34
2018-2019	194	68	37
2019-2020	202	72	39
2020-2021	204	77	43

L'année scolaire 2020-2021, le taux brut de scolarisation a progressé à 95,95% pour l'enseignement primaire et suivi par l'enseignement moyen (76,41%).

Tandis que pour l'enseignement secondaire, nous observons un léger recul du taux brut de scolarisation durant la période scolaire 2020-2021 à 46,02%.

Tableau 27: Evolution du taux brut de scolarisation

Année	Primaire	Moyen	Secondaire
2011-2012	78,20%	56%	36,50%
2012-2013	78,50%	57,50%	38,70%
2013-2014	80,20%	58%	39,60%
2014-2015	79%	59,40%	36,60%
2015-2016	78%	61%	42,20%
2016-2017	81,50%	59,70%	44,30%
2017-2018	89,01%	63,40%	47,10%
2018-2019	93,53%	70,92%	46,86%
2019-2020	94,05%	72,49%	47%
2020-2021	95,95%	76,41%	46,02%

La formation professionnelle : En 2020-2021, le nombre des élèves formés sur le plan technique et professionnel a diminué de 19,6%, après avoir connu hormis l'année scolaire 2018-2019, une hausse remarquable ces dix dernières années, en raison aux efforts du gouvernement pour augmenter l'offre de formation technique et professionnelle.

Cette baisse ne s'expliquerait pas par des fermetures d'établissements de formations, mais probablement par le choix et la préférence des élèves pour l'enseignement générale.

Année	Primaire
2006-2007	1 711
2007-2008	2 212
2008-2009	2 433
2009-2010	2 399
2010-2011	1 866
2011-2012	2 289
2012-2013	2 338
2013-2014	2 728
2014-2015	2 865
2015-2016	3 339
2016-2017	3 590
2017-2018	3 840
2018-2019	3 664
2019-2020	3 980
2020-2021	3 198

En 2020, le MENFOP a lancé sa stratégie sectorielle de riposte à la pandémie du COVID-19, dans laquelle, il a été décidé de fermer les établissements scolaires en avançant de 2 semaines les vacances scolaires du mois d'avril et pour assurer la continuité des cours. A cet effet, le ministère s'est organisé et a créé un comité composé d'un quartier général, d'une équipe pédagogique, du CRIPEN, et du LIC. Le quartier général était un lieu où étaient prises toutes les décisions relatives à la constitution de l'équipe pédagogique qui assurerait les cours. Et la majeure partie des élèves ont profité ainsi de séances d'apprentissages télévisés et enregistrés pour les trois niveaux d'enseignement que sont le primaire, le moyen et le secondaire. Le CRIPEN disposait déjà d'un studio de montage pour la RTE (radiotélévision éducative), mais afin de couvrir la demande de 3 niveaux d'enseignement (enregistrement pour l'enseignement de base, du moyen et du secondaire), le centre a dû multiplier rapidement ses efforts. Le LIC a également servi de studio d'enregistrement pour les séances du tertiaire et celui de la filière technique.

Toutefois, le manque de stage professionnelle en entreprise constituerait un handicap pour les étudiants et un défi à surmonter pour le MENFOP. Au final, le nombre d'élèves et d'étudiants ayant visionnés les séances d'apprentissages télévisées a été de plus de 68 000. La crise sanitaire a également impacté les examens de fin d'années le ministère a dû prendre des mesures gérer les admissions.

Par ailleurs, les établissements scolaires du secondaire se sont dotés des dispositifs anti COVID (lavage des mains, distanciation sociale dans les salles de classe, distribution de masques lavables à raison de 2 par étudiants) pour accueillir les étudiants dans les conditions optimales.

Après le passage de la pandémie, le ministère a mis en place une stratégie post COVID-19 destinée à la continuité des cours. Le nombre d'élèves (public et privé) étant de **150 000**, afin d'éviter la propagation du COVID dans les établissements scolaires publics et privés, le MENFOP a pris certaines mesures pour l'enseignement de base dont le lavage des mains systématique, la distanciation sociale dans les salles de classes de Djibouti ville et la division en deux de la salle de classe à Balbala en raison d'effectifs élevés pour respecter la distanciation sociale. Le port du masque n'a pas été imposé à l'enseignement de base.

3.1.2. Santé

En 2020, Djibouti a connu à l'instar du reste du monde la crise sanitaire de la covid-19. Pour faire face à cette maladie contagieuse, le gouvernement avait dès le mois de mars décrété un état de confinement sur tout le territoire et avait mis en place un plan pour la prévention et la réponse à cette maladie.

Ce plan d'action était porté sur la sensibilisation de la population sur le contexte, l'épidémiologie, et les aspects cliniques de la maladie. Aussi, il était porté également sur la prise en charge des cas et la prévention comme la fermeture des postes d'entrée telle que les aéroports et les frontières terrestres, l'instauration de directives pour les centres de soins.

Le ministère de la santé a également mis en place pour prévenir et lutter contre la pandémie des programmes d'hospitalisation, d'hébergement des patients et de gestion des visiteurs ainsi que des services de nettoyages de l'environnement, équipement compris.

La prévention et les mesures barrières contre la COVID-19 ont également mis l'accent sur les pratiques individuelles et collectives en milieu communautaire tel le lavage des mains à l'eau propre, au savon ou la friction des mains avec la solution hydroalcoolique, le maintien d'une distanciation sociale d'au moins un mètre ou encore le port d'un masque/cache nez en cas de symptômes respiratoires.

Des procédures complémentaires avaient également été mises en place comme par exemple le fait d'éviter l'automédication et de se rendre au plus tôt dans un centre de santé devant les symptômes évocateurs, le fait d'éviter autant que possibles les lieux publics ou encore l'appel du numéro vert 1517 en cas de soupçons d'un cas de coronavirus. A titre préventif aussi le ministère de la santé a présenté une liste de conseils à la population portant sur les modes et les milieux de propagations rapide du virus, mais portant également sur des mesures que doivent respecter les visiteurs et les patients dans les centres de soins afin de prévenir et de contrôler efficacement la propagation de la maladie.

Ce plan pour la prévention et la réponse à la covid-19 constituait un document de référence pour la prise en charge standardisée des cas de cette maladie à tous les

niveaux du système de santé à Djibouti. Il s'inspirait des recommandations de l'OMS en matière de lutte anti-infectieuse des coronavirus. Et il a fait l'objet de réactualisations en fonction de l'évolution de la situation et de la disponibilité de nouvelles informations.

En octobre, le ministère de la santé avait initié un projet de riposte à la pandémie du covid-19, un projet qui portait sur les procédures de gestion du personnel pour la santé et la sécurité au travail et financé par la Banque Mondiale à hauteur de 5 millions de dollars.

L'année 2020 a vu par ailleurs, l'entrée en vigueur du plan de développement sanitaire (PNDS) 2020-2024. Ce nouveau PNDS qui est le résultat d'un processus participatif, inclusif et consensuel de l'ensemble des acteurs du secteur de la santé, traduit la volonté du gouvernement d'apporter des réponses efficaces aux problèmes de santé des populations, notamment des niveaux élevés de morbidité, de mortalité et de malnutrition touchant plus particulièrement les femmes et les enfants. Les poids du paludisme, de la tuberculose et du VIH/SIDA restent importants et les risques de décès d'une maladie non transmissible et surtout des maladies cardio-vasculaires, sont en hausse. Ces problèmes reflètent les faiblesses du système de santé au niveau de l'offre de soins en termes de ressources humaines, de matérielles, d'infrastructures, de médicaments et d'intrants essentiels.

Par ailleurs, la disponibilité des statistiques sanitaires demeure un défi majeur et le niveau de financement du secteur de la santé reste encore insuffisant.

Ce nouveau plan est fondé sur les orientations stratégiques sanitaires retenues dans la vision 2035 qui vise à atteindre un état de santé optimal pour toute la population Djiboutienne et à faire du slogan « la santé pour tous et partout » une réalité sur laquelle pourra se fonder les ambitions du pays en termes de croissance et de développement durable. Ce nouveau document stratégique s'attachera à l'accélération des progrès vers la couverture sanitaire universelle pour l'atteinte des objectifs de développement durable dans le domaine de la santé. Le tout s'intègre dans un cadre de performance qui fixe les cibles à atteindre d'ici 2024, et qui vise :

- La réduction de la morbidité, de la mortalité et de la malnutrition ;
- L'augmentation des couvertures effectives des interventions à haut impact ;
- Le renforcement des piliers du système de santé à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

Dans cet optique, cinq priorités stratégiques ont été retenues afin de mettre en œuvre et de suivre rigoureusement leur mise en œuvre, avec un rapport annuel de performance durant les cinq prochaines années :

- une offre équitable de soins de qualité disponible pour tous et partout dans le pays et qui répond aux besoins des populations, en particulier les plus démunis et les plus vulnérables.

- l'intégration des prestations des soins promotionnels, préventifs et curatifs de qualité axées sur les soins de santé primaire et adaptés au contexte épidémiologique et socio- culturel du pays.
- une bonne gouvernance dans la gestion des services de santé renforcés à travers une recevabilité accrue vis-à-vis des résultats du PNDS à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.
- un financement adéquat et durable pour assurer la couverture sanitaire universelle et la protection sociale des populations vulnérables.
- un système d'information sanitaire performant avec de données de qualité disponible et utilisées en temps réel pour faciliter la prise de décisions adéquates.

La mise en œuvre de l'actuel PNDS se réalisera à tous les niveaux de la pyramide avec la contribution de principaux acteurs des secteurs public et privé, de la société civile, des communautés et des partenaires au développement. Un cadre de mise en œuvre a été élaboré pour faciliter son suivi et afin de faciliter également la bonne coordination multisectorielle dans l'esprit de la déclaration de Paris.

Un système de suivi évaluation qui prend en compte les enquêtes de 2020 et 2024, a été conçu afin de permettre un suivi rapproché de la mise en œuvre et une évaluation rigoureuse de l'impact de ce PNDS 2020-2024 vers la progression des objectifs de la vision 2035 et les ODD.

3.1.3. Le Genre

En 2020, le Ministère de la femme et de la famille a entrepris diverses actions qui ont porté essentiellement sur les quatre objectifs stratégiques du plan de travail annuel 2020 à savoir :

- ✓ la consolidation de l'autonomie des jeunes filles et des femmes,
- ✓ la promotion de l'égalité de genre,
- ✓ la contribution à l'amélioration des conditions de vie des familles et du bien-être de l'enfant,
- ✓ le renforcement des capacités institutionnelles et managériales du ministère.

Le ministère a organisé notamment en étroite collaboration avec l'UNFD et le ministère du commerce au Bawadi Mall, une Semaine commerciale sous le thème « Valorisons nos savoir-faire locaux » dédiée aux coopératives de l'artisanat des femmes rurales. Cette semaine commerciale a permis aux femmes des coopératives artisanales issues des 5 régions d'améliorer leurs conditions socio-économiques et de mettre en valeur les produits artisanaux locaux en se rapprochant des clients potentiels afin d'écouler leurs produits aux meilleurs prix.

En collaboration avec l'UNFD, le Ministère a organisé également une foire d'exposition des produits artisanaux agricoles et agroalimentaires des coopératives et cela simultanément dans les 5 régions de l'intérieur du 12 au 14 mars 2020. Cette activité est le premier pas pour la mise en place des maisons artisanales dans les chefs-lieux.

Dans le cadre de l'Autonomisation économique des femmes Djiboutiennes en situation de vulnérabilité, le ministère a organisé une cérémonie de distribution de matériels d'autonomisation à 117 Femmes au siège de l'UNFD. Les matériels distribués étaient composés des machines à coudre, d'ustensiles de cuisines, de mini boutiques et de vêtements qui leurs permettront de lancer leurs Activités Génératrices des Revenues (AGR). L'objectif est de permettre à ces femmes d'accéder à une plus grande autonomie économique grâce aux AGRs.

Dans le cadre du projet Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêches côtières (PRAREV) financé par le FIDA, le Ministère a organisé une cérémonie de remise des chariots aux femmes mareyeuses et revendeuses de poissons au Centre d'Action Sociale et d'Autonomisation des Femmes (CASAF). 22 femmes ont pu recevoir chacune un chariot où elles pourront vendre leurs poissons à l'abri du soleil et de manière à respecter l'hygiène ainsi que les normes optimales de conservation du poisson.

Parmi les actions réalisées dans le cadre de la protection des femmes contre les **violences fondées sur le genre**, le Ministère et l'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes, avec l'appui technique du PNUD, ont organisé les 11 et 12 mars 2020 dans le camp de la gendarmerie nationale à PK 23 un atelier de formations à l'endroit des femmes des différents corps (Armée, Gendarmerie, Police et Garde des Côtes) œuvrant dans le processus du maintien de la Paix et de la sécurité sur la résolution 1325. **Pour l'alphabétisation** des adultes, une nouvelle stratégie nationale de l'alphabétisation a été élaborée en collaboration avec l'UNFD et financé par le PNUD. La Direction de la promotion du genre s'est approchée de l'équipe de coordination du programme d'alphabétisation à l'échelle nationale pour la réalisation de cette stratégie. Les points focaux genre des départements sectoriels ont validé la nouvelle stratégie nationale d'alphabétisation.

En ce qui concerne l'entrepreneuriat des jeunes, le Ministère a reçu les doléances et organisé des séances d'échanges avec les jeunes demandeurs d'emplois chaque mercredi et jeudi de la semaine, le traitement des dossiers sont organisés en trois catégories : les dossiers des jeunes souhaitant uniquement avoir un emploi, ceux souhaitant bénéficier des formations en entrepreneuriat et ceux souhaitant développer des Activités Génératrices des Revenues-AGR. Pour renforcer les compétences en entrepreneuriat des jeunes, le Ministère a signé une convention de partenariat avec le CLE pour la formation et l'appui aux jeunes porteurs de projets. A l'issue de ces formations, l'octroi d'un fond de démarrage à ces jeunes filles est prévu afin de soutenir leurs entreprises.

Comme il est de coutume, le Ministère en collaboration avec l'UNFD a organisé une semaine nationale dédiée à la femme Djiboutienne du 08 au 14 mars 2020, une série d'activités a été organisée sur le territoire national. Cette année la journée était placée sous le thème de : « **Je suis de la Génération Égalité : Levez-vous pour les droits des femmes** ».

Parmi les formations, la direction du centre d'action sociale et d'autonomisation des femmes, opérationnelle depuis 2007, dispense des programmes de formation en cuisine, coiffure et esthétique, couture et broderie dans le but de valoriser les potentialités des jeunes filles et femmes non scolarisées et/ou déscolarisées de la commune de Balbala, d'acquérir une connaissance et une capacité permettant de lutter contre l'analphabétisme et la pauvreté. Depuis 2011, le centre offre l'enseignement préscolaire au profit des enfants issus des familles défavorisées dans la commune de Balbala. Le bilan de formation dispensée par le centre au cours de l'année 2020 est regroupé dans le tableau suivant :

Tableau 28 : Effectifs des apprenantes inscrites pour la rentrée 2020/2021

Filières de formation	1 ^{ère} Année	2 ^{ème} Année	TOTAL
Couture	29	16	45
Coiffure	32	19	51
Cuisine	32	28	60
Préscolaire	37	11	48
Total	130	74	204

Au total 204 apprenantes ont suivi les différentes formations. Pour chaque section, les filles du centre ont bénéficié des séances de cours théoriques et pratiques pendant leur programme de formation.

Pour la réalisation des études et des données statistiques, au début de l'année, le Ministère a notamment lancé une étude socio-économique des femmes migrantes à Djibouti-ville avec l'appui financier de l'OIM pour pouvoir analyser d'une manière plus approfondie la situation des femmes migrantes résidentes à Djibouti ville en vue de mettre en place des politiques et stratégies aidant à une meilleure prise en charge des besoins de ces femmes migrantes.

L'étude est menée conjointement avec le Ministère de Commerce et l'INSD. Le lancement de l'étude a eu lieu le 19 octobre. Une méthodologie et un questionnaire harmonisé sont administrés. La validation de l'étude est prévue en janvier 2021.

3.1.4 La pauvreté en 2020

Le taux d'extrême pauvreté pour l'ensemble du pays est estimé à 21,1% selon la dernière enquête auprès des ménages réalisée en 2017. Dans la ville de Djibouti le taux d'extrême pauvreté s'estime à 13,6%, alors que dans les autres régions il est estimé à 45%, il est plus de deux fois plus élevé que le taux national. Si l'on considère le seuil de pauvreté général, la proportion de la population considérée comme pauvre s'accroît considérablement, d'autant plus qu'en 2020, Djibouti a connu comme le reste du monde, la crise sanitaire de la covid-19 qui a sur le plan socio-économique aggravé temporairement la pauvreté. Dans l'ensemble du pays, 35,8% de personnes sont incapable de couvrir leur besoins alimentaires et non alimentaires. Dans les ménages des autres régions, ce taux est encore plus élevé, à 59,8%.

Tableau 29 : Indicateurs de pauvreté à Djibouti.

	National	Djibouti ville	Autres régions	Autres zone urbaines	Rural
Extrême pauvreté	21,1% (0,90)	13,6 % (1,10)	45,0 % (1,25)	14,8 % (2,04)	62,6 % (1,33)
Écarts de pauvreté	7,1% (0,34)	3,5 % (0,38)	18,6 % (0,68)	5,2 % (1,07)	26,4 % (0,80)
Gravité de la pauvreté	3,4% (0,19)	1,3 % (0,49)	10,1 % (0,19)	2,6 % (0,78)	14,4 % (0,60)
Pauvreté générale	35,8% (1,08)	28,2 % (1,37)	59,8 % (1,24)	27,6 % (2,32)	78,4 % (1,07)

Source : Calculs basés sur l'EDAM4-IS. Note : Écarts types entre parenthèses.

La lutte contre la pauvreté.

En 2020, le Ministère de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie en collaboration avec le PNUD, la Banque mondiale et la BAD a mené une étude pour l'évaluation de l'impact socio-économique du COVID-19.

Cette étude était basée sur des enquêtes numériques auprès des ménages et des petites et moyennes entreprises, a mis l'accent sur l'emploi et le secteur informel et était destinée à servir de base à la préparation d'un plan de relance économique qui atténuerait au passage l'impact potentiellement dévastateur du coronavirus sur les populations et les économies vulnérables. Cette évaluation confirmait les résultats préliminaires élaborés pour mettre en place le Pacte national Solidaire qui consiste les premières réponses économiques sociale et sanitaire apportés par le Gouvernement.

Dans le cadre de l'appel mondial à la solidarité et en soutien à la réponse socio-économique du gouvernement, le PNUD a lancé une campagne qui avait pour objectif de mobiliser et d'allouer des micro-subventions à 30 000 ménages défavorisés pour qu'ils puissent se redresser économiquement. Cette campagne était destinée également à donner des plans de relance à 15 000 propriétaires de micro ou petites entreprises pour revigorer l'économie locale. Il était prévu de distribuer des équipements et du matériel de production à 20 000 travailleurs indépendants afin de pérenniser leurs entreprises. Des micro-subventions étaient destinés à 100 associations locales pour soutenir leurs communautés.

Cette campagne avait en outre pour objectif d'encourager la solidarité et l'unité nationale. Le gouvernement avait de son côté, après avoir collecté des fonds, organisé une campagne de distribution de denrées alimentaires dans les quartiers populaires de la capitale et dans les régions de l'intérieur, pour soutenir les ménages les plus défavorisés qui ont été impactés économiquement par les mesures de confinement.

Par ailleurs, en vue du renforcement du programme de lutte contre la pauvreté, Djibouti a décidé en 2020 de se doter de son premier indice de la pauvreté multidimensionnelle (IPM). Le ministère des affaires sociales et des solidarités et l'institut national de la statistique de Djibouti (INSD) ont validé conjointement la restitution de l'étude pour ce projet. L'IPM a été réalisé sur tout le territoire du pays et vise à enrichir les instruments statistiques de référence actuels sur la mesure de la pauvreté. Ce premier IPM djiboutien, produit et calculé sans composante monétaire à la différence de la banque mondiale, prend en compte les privations de valeurs relatives à l'éducation, à la santé, aux conditions de vie des ménages et à l'environnement. Il doit cependant être amélioré, car il manque certaines données, comme celles de la nutrition, selon l'INSD. Cet indice apportera de nouvelles données et de nouvelles informations concernant la cartographie de la pauvreté et facteur d'approfondissement. Sur cette base, les acteurs de la lutte contre la pauvreté disposeront finalement d'un véritable tableau de bord qui sera un support à la prise de décision.

CHAPITRE IV. ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE EN 2020

C'est dans un contexte de crise sanitaire mondiale de Covid-19 que l'année 2020 a démarré à Djibouti touchant directement le secteur sanitaire, social, économique et financier.

Le Gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour éviter une catastrophe avec la mise en place du pacte national solidaire et un plan de relance socio-économique.

La Banque Centrale a entrepris plusieurs actions afin d'assurer la continuité des activités bancaires durant toute la période de confinement tels que les dépôts et retraits aux guichets, l'approvisionnement des distributeurs, les reports des échéances de 3 mois sans pénalités, négociation des accords, des lignes des crédits additionnelles... etc.

De son côté, le Fonds de Garantie Partielle des Crédits de Djibouti a mis en place un nouveau produit « le découvert exceptionnel » à disposition des entreprises impactées par le Covid.

C'est dans cet environnement que la croissance économique du pays est passée de 6,6% en 2019 à 1,2% en 2020. Le secteur financier a réalisé des légères performances contribuant à au développement économique hauteur de 19,9 milliards FD soit 3,6% du PIB de 2020.

Le rapport du secteur financier présente les évolutions récentes de l'environnement bancaire et de la microfinance de Djibouti en 2020 en intégrant une analyse de la finance islamique au niveau des banques commerciales et de la microfinance.

Le secteur bancaire s'est élargi avec l'arrivée de la nouvelle banque de Chine en 2019 et de la Banque Burkinabé en 2021.

4.1. EVOLUTION DU SECTEUR FINANCIER DANS LE PIB

La structure du PIB au 31 décembre 2020, telle décrite par le Modèle Economique de Djibouti (MED), par secteur sur la période 2015 à 2020 est donnée dans le tableau suivant. Le secteur financier étant un secteur des services, fait partie du secteur tertiaire.

La part contributive du secteur financier qui regroupe les banques, les assurances et les intermédiaires financiers, est restée quasiment stable à environ 3,6% du PIB en 2019 et 2020.

Tableau 30 : Les contributions sectorielles au PIB (en %)

Part dans le PIB	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Primaire	1,03%	0,92%	1,19%	1,35%	1,2%	1,36%
Secondaire	11,53%	11,47%	12,42%	16,6%	17,2%	18,2%
Tertiaire	80,10%	80,66%	79,34%	75,4%	75,35%	74,6%
<i>Dont Banques et assurances</i>	3,34%	3,45%	3,42%	3,43%	3,57%	3,63%

Source : Modèle Economique de Djibouti, DEP/MEFI

Le secteur financier se compose actuellement comme suit :

- 13 banques dont 3 islamiques (SABA, SAB et EAB) ;
- 3 sociétés d'assurances dont une islamique (TAMINI) ;
- 4 institutions de microfinance (CPECD/CPECN/CPECS et UPMFI), l'UPMFI étant une Unité Pilote de Microfinance Islamique ;
- 2 institutions financières spécialisées (FDED et FGPCD);
- 18 auxiliaires financiers (bureaux de change et de transfert).

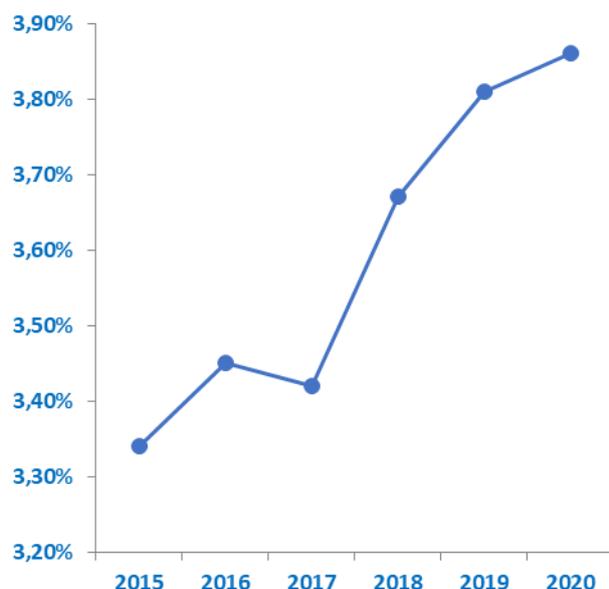
En valeur, l'ensemble du secteur financier contribue au PIB à hauteur de 19,98 milliards de FD en 2020 contre 19,40 milliards de FD en 2019 soit une augmentation de 582 millions FD.

Le secteur financier contribue plus que le secteur primaire (1,4% du PIB), l'électricité (3,5% du PIB) et les industries (3,3% du PIB) entre autres en 2020 et il égale le secteur du TIC qui représente 3,9% du PIB.

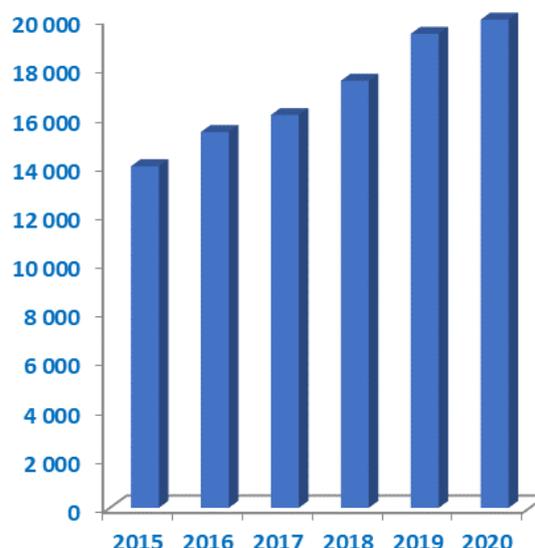
En 2020, le secteur financier a vu la création d'une nouvelle banque à Djibouti, l'International Business Bank, qui est une banque d'affaires Burkinabé. Cette initiative confirme la place importante de Djibouti comme hub financier international avec un rôle important du secteur privé dans le développement du pays mais aussi dans la coopération économique Sud-Sud.

Dans le cadre de l'innovation et du développement du secteur des assurances, l'année 2020 a également vu l'octroi d'un agrément à une nouvelle société d'assurance Islamique, Tamini assurance, dont l'activité a démarré en début d'année 2021. Ceci va permettre non seulement l'élargissement du système financier national mais de manière générale contribuera à l'inclusion financière.

**Evolution du secteur financier
par rapport au PIB**



**Valeur ajoutée du secteur financier
(en millions FD)**



4.2. LA MONNAIE NATIONALE FACE AUX AUTRES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Le Franc Djibouti est librement convertible et son taux de change avec les principales autres devises se présente comme suit au 24/05/2021 :

	EUR	JPY	GBP	AED	SAR	ETB
24/05/2021	217,64	1,64	252,78	48,62	47,62	4,15

Source : site de la Banque Centrale de Djibouti

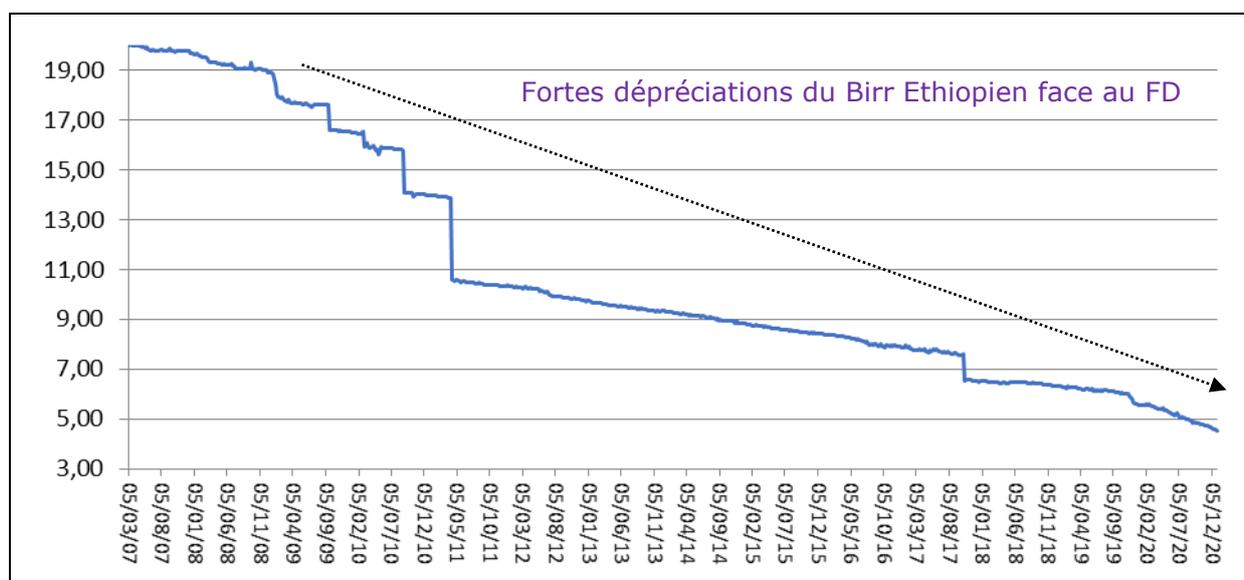
4.2.1. L'Euro et le Franc Djibouti

En 2020, l'Euro a évolué mieux qu'en 2019 et a atteint son bas niveau au mois de mars à 189,56 FDJ et son maximum le 30 décembre à 218,63 FDJ. En 2019, il avait fluctué entre 193,73 FDJ et 205,3 FDJ.



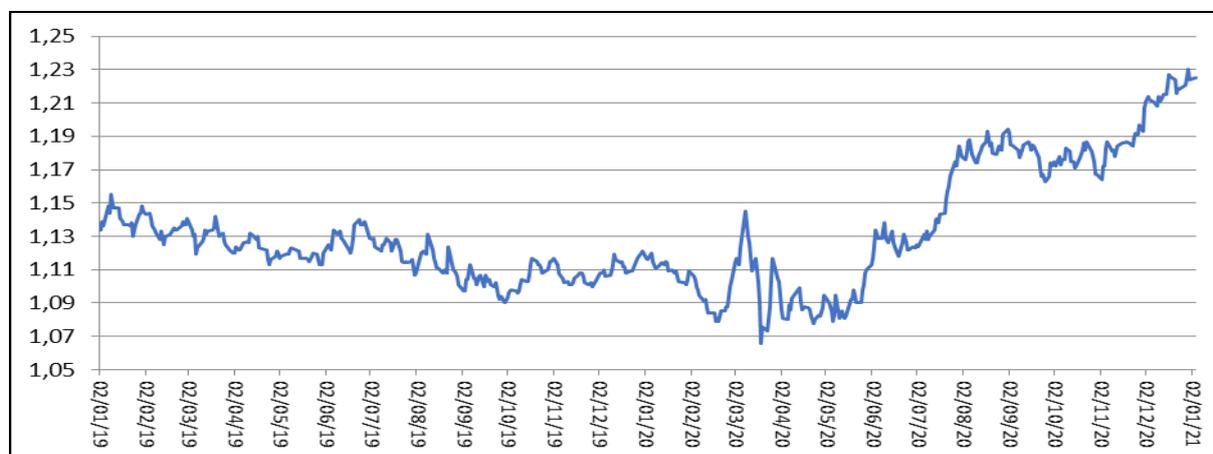
4.2.2. Le Birr Ethiopeen et le Franc Djibouti

Le Birr éthiopien s'est beaucoup déprécié durant la dernière décennie et continue encore en 2020. Il est passé de 13 FDJ l'unité à 10 FDJ l'unité en un mois en 2010 (août à septembre 2010). Il a poursuivi sa descente jusqu'en octobre 2017 avec 7,6 FDJ le birr puis à 6,6 en octobre 2017. En 2020, il est passé de 5,6 FDJ en février à 4,5 FDJ en décembre. En 2021, il se situe à 3,7 FDJ le birr (1 USD= 47,2 birr).



4.2.3. La guerre des monnaies

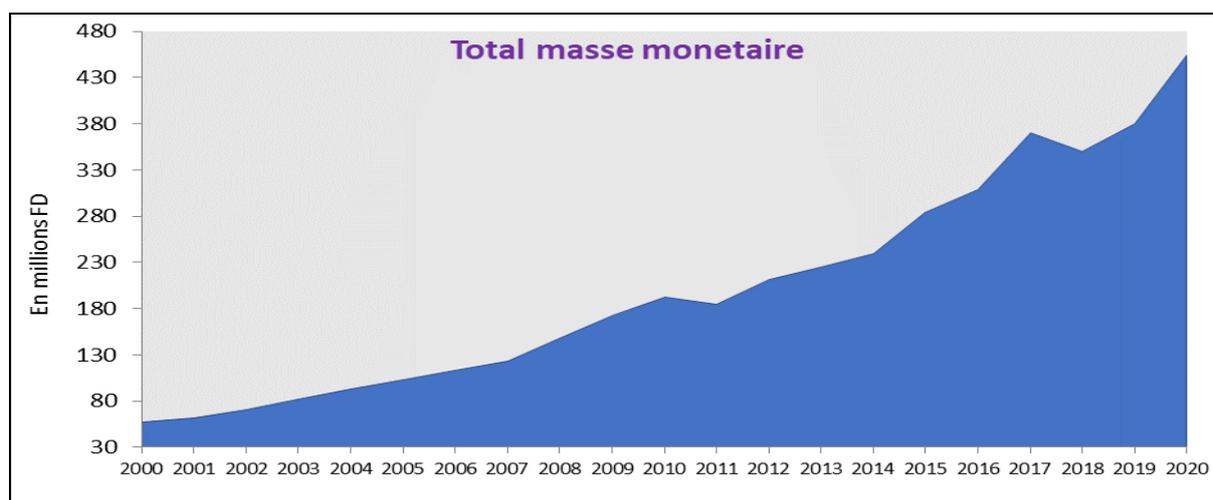
En 2020, alors que débute la crise économique liée au Covid-19, le dollar américain s'est déprécié face à la monnaie européenne, renforçant les craintes d'une déflation dans la zone euro puisque cette hausse handicape la compétitivité des entreprises exportatrices européennes. C'est à partir de fin mai 2020 que la monnaie unique européenne a connu une amélioration suivie d'une hausse très rapide face au billet vert pour se fixer à 1,22 en fin d'année.



4.3. EVOLUTION DE LA MASSE MONÉTAIRE

Au 31 décembre 2020, la Masse Monétaire s'est fixée à 454,410 milliards FDJ contre 380,601 milliards FDJ au 31 décembre 2019, soit une augmentation de 19,4%.

L'évolution de la masse monétaire sur la période de 10 ans est décrite par le graphique suivant :



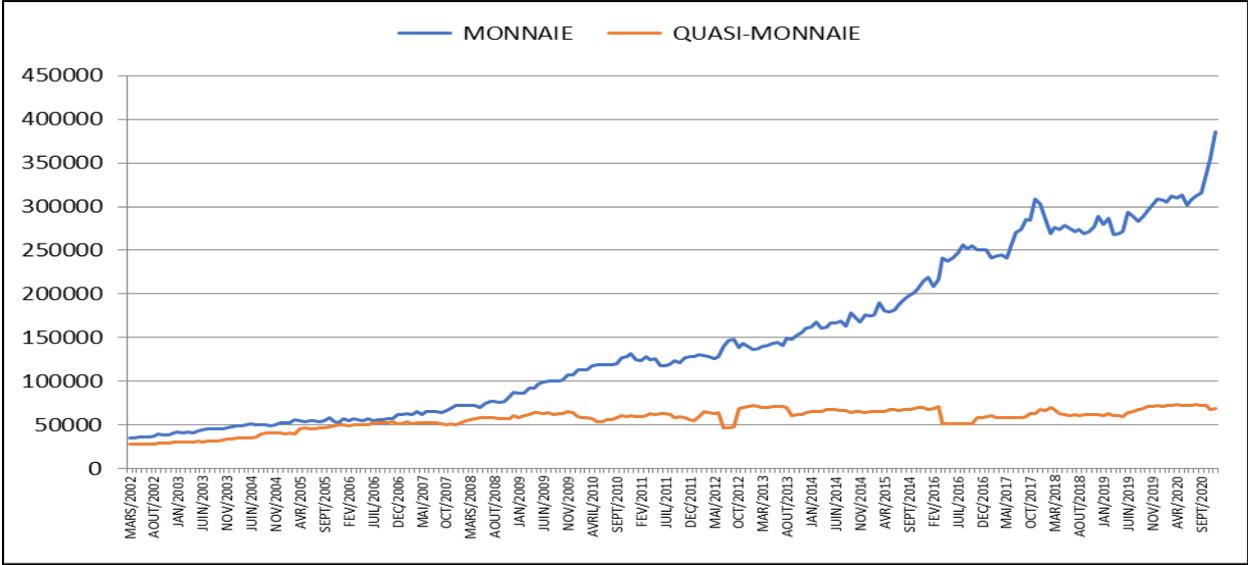
Après la baisse de la masse monétaire de 5,6% en 2018, elle a augmenté en 2019 et 2020 respectivement de 8,8% et 19,4%. En valeur monétaire, elle a augmenté de 73,7 milliards FD en un an. Une telle hausse rappelle celle de l'année 2017 avec 62 milliards FDJ.

Millions FD	2016	2017	2018	2019	2020	Var 19/20
Monnaie	250 285	303 015	288 476	308 736	385 534	+25%
Quasi-monnaie	58 521	67 550	61 403	71 865	68 876	-4,2%
MASSE MONÉTAIRE	308 806	370 565	349 879	380 601	454 410	19,4%

Alors que la quasi monnaie (dépôts à termes) a baissé de 4,2%, c'est la monnaie (dépôts à vue et monnaie fiduciaire) qui a tiré la masse monétaire vers le haut avec une hausse de 25% sur un an.

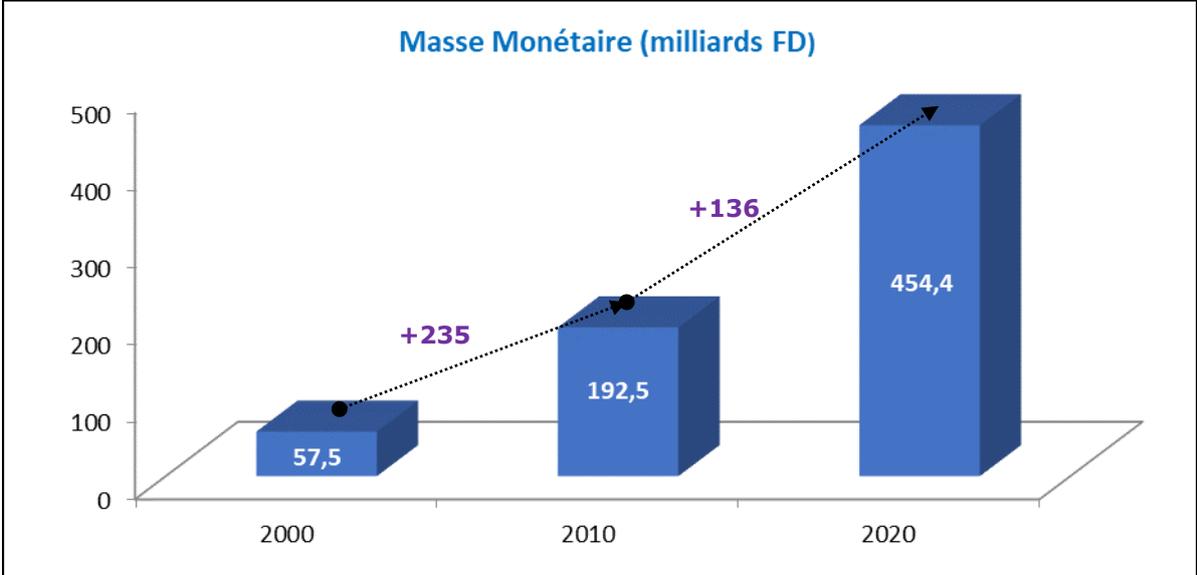
Le graphique ci-dessous montre la divergence entre la monnaie proprement dite et la quasi-monnaie. En effet, la Monnaie évolue très rapidement à la hausse alors que la quasi-monnaie reste légèrement stable ou baisse et l'écart entre les deux se creuse fortement et ceci depuis l'arrivée des nouvelles banques au pays.

C'est d'une part la faible rémunération des dépôts à termes qui est à l'origine de cette faible croissance de la quasi-monnaie mais aussi la culture de l'épargne des consommateurs qui est limitée.

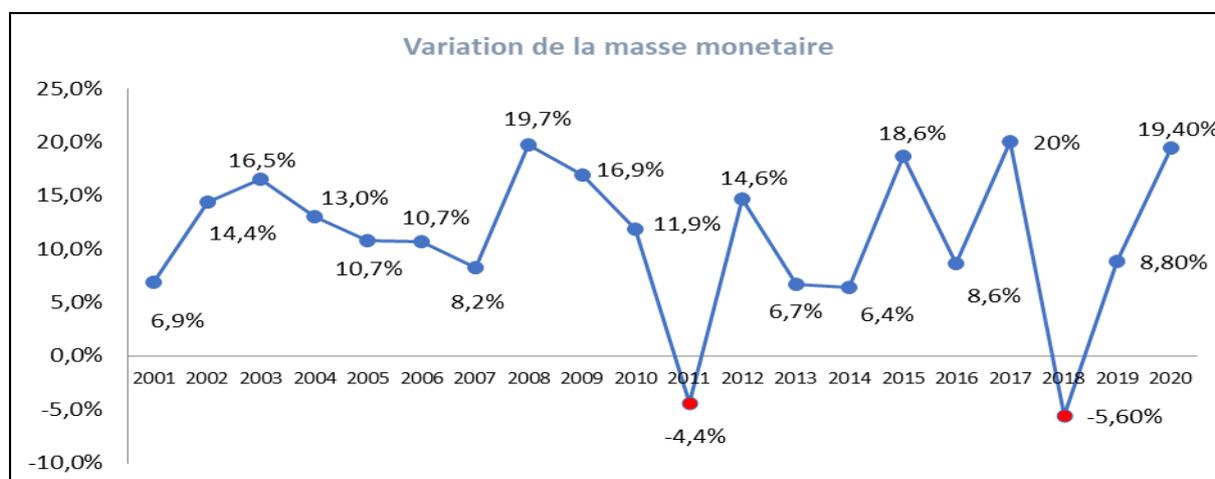


C'est au dernier trimestre de l'année 2020 que la monnaie a connu une forte hausse de 73,2 milliards FDJ alors que la quasi monnaie a connu sa forte baisse au mois de novembre 2020 de presque 5 milliards FD.

Cependant, la masse monétaire a bien évolué sur une longue période (deux décennies) avec une forte augmentation de 235% à la première décennie, 2000-2010, puis une augmentation de 136% à la dernière décennie, 2010-2020.



Le graphique suivant illustre l'évolution des variations de la masse monétaire depuis 2001 à 2020 avec deux pics négatifs constatés en 2011 et 2018 (-4,4% et -5,6%) :



En valeur, la masse monétaire a connu sa plus grande baisse en mars 2019 de 20,6 milliards FD et sa plus forte hausse en décembre 2020 de 31,6 milliards FD.

La quantité de monnaie en circulation est mesurée par les agrégats monétaires donnés dans le tableau suivant du plus liquide au moins liquide :

En décembre 2020, la masse monétaire est composée comme suit :

M1 = Monnaie Fiduciaire + Dépôts à vue en FD = 190,974 milliards FD

M2 = M1 + Dépôts sur Livrets = 207,874 milliards FD

M3 = M2 + Dépôts à Terme + Dépôts en Devises = 454,410 milliards FD

Evolution de la masse monétaire par rapport à la croissance économique

La croissance du PIB nominal a marqué une légère hausse en s'établissant à 575,477 milliards FD en 2020 contre 567,160 milliards FD en 2019 soit une croissance annuelle de 1,2% alors que la masse monétaire a connu une hausse de 19,4% sur la même période.

Pour voir le comportement de la masse monétaire face à l'évolution du PIB, il est nécessaire de calculer le ratio « masse monétaire/PIB » et voir son évolution dans le temps.

Le tableau ci-après donne leurs évolutions sur les sept dernières années :

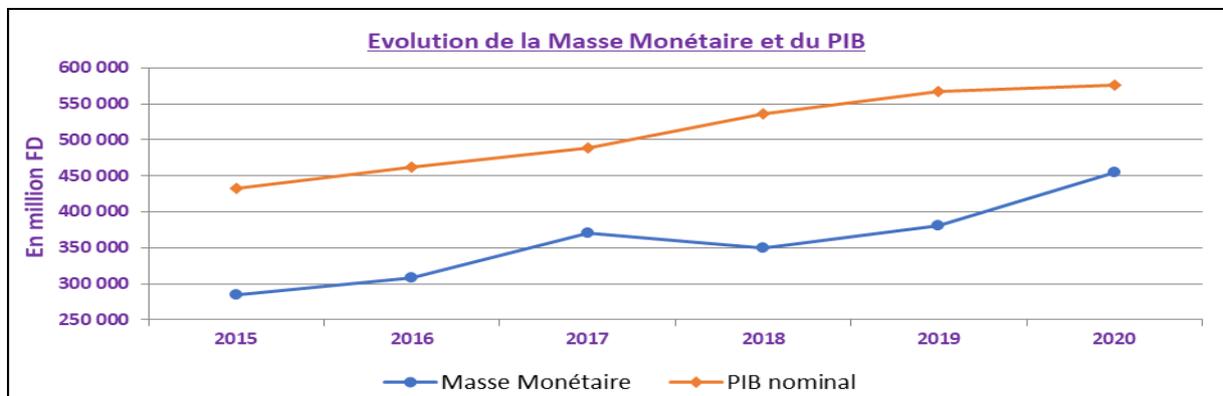
(En millions FD)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Masse Monétaire	239 695	284 364	308 806	370 564	349 879	380 601	454 410	19,4%
PIB nominal	393 595	431 911	462 704	488 990	535 438	567 160	575 477	1,2%
Ratio MM/ PIB	60,90%	65,84%	66,74%	75,78%	65,34%	67,11%	78,97%	17,6%

Au 31 décembre 2020, le ratio MM/PIB se situe autour de 78,9% en hausse par rapport à 2019 de 17,6%.

Cette hausse du ratio a été provoquée par la forte augmentation de la masse monétaire de 19,4% en 2020 et une faible croissance du PIB de 1,2% provenant de l'ensemble des secteurs (+3,6% du secteur primaire, +7% du secteur secondaire et + 0,2% du secteur tertiaire).

Le graphique ci-dessous montre que d'une manière générale, ces deux variables ont évolué positivement dans une même tendance à l'exception de l'année 2018 avec un effet inverse provoqué par la situation exceptionnelle de la masse monétaire de 2017 qui a très fortement augmenté.



Taux de liquidité de l'économie

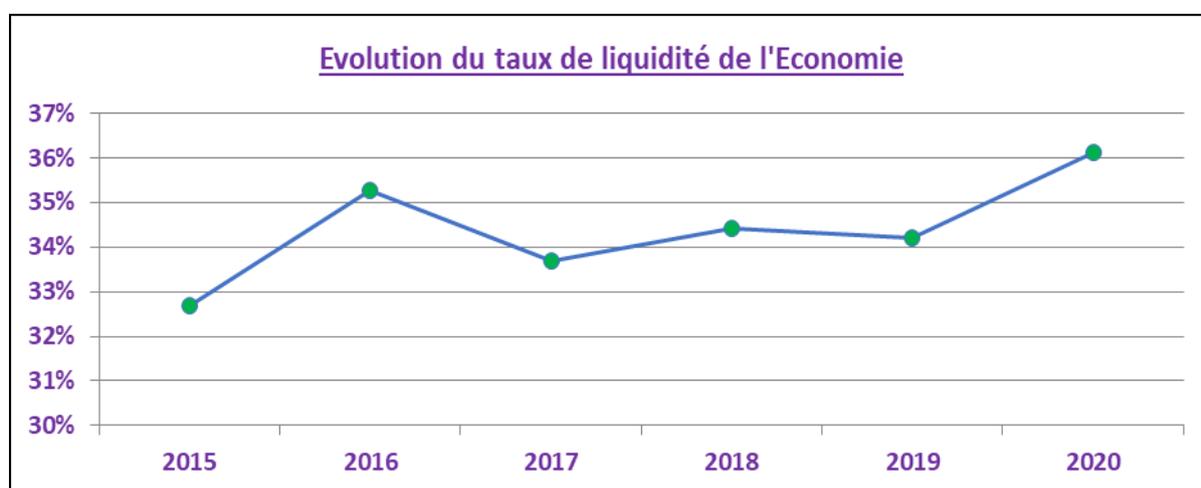
La liquidité de l'économie est basée sur la disponibilité rapide de la monnaie par rapport au revenu national du pays. Sachant que les dépôts à termes et les dépôts en devises ne sont pas très liquides (leur disponibilité n'est pas immédiate), ils ne seront pas pris en compte pour le calcul du taux de liquidité.

Par contre M2 est liquide et le ratio M2/PIB met en exergue le rôle des banques dans le financement du tissu productif et donne une idée sur l'état de liquidité de l'économie, avec M2 représentant la monnaie fiduciaire plus les dépôts à vue en franc djiboutien (y compris les dépôts sur livrets).

En millions FDJ

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 19/20
M2	141 184	163 134	164 731	184 248	193 898	207 874	7,2%
PIB	431 911	462 704	488 990	535 438	567 160	575 477	1,2%
M2/PIB	32,69%	35,26%	33,69%	34,41%	34,19%	36,12%	5,6%

En 2020, la monnaie liquide a augmenté de 7,2%, plus que proportionnellement au PIB qui a cru de 1,2%. Ainsi, le taux de liquidité s'est fixé à 36,12% en 2020 contre 34,19% un an auparavant, soit une hausse de 5,6%. Le secteur bancaire détient 36,12% du revenu national sous la forme la plus liquide en monnaie nationale. Ce taux demeure compris dans l'intervalle [30%-40%] sur les cinq dernières années et montre une certaine stabilité.

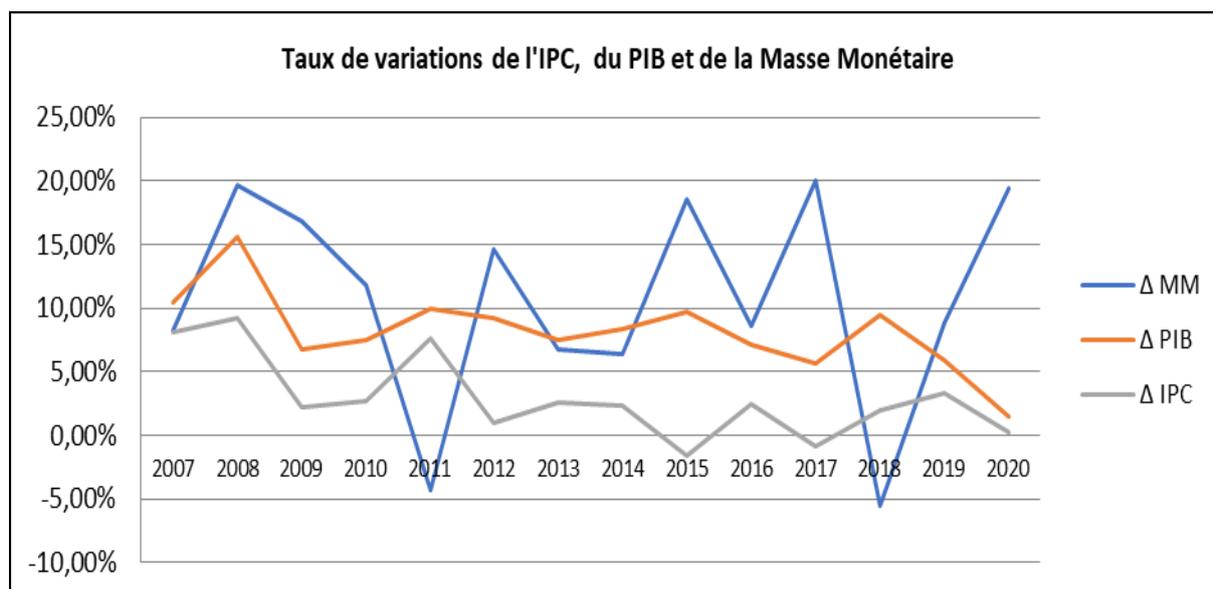


Relation entre la masse monétaire, le PIB et l'indice des prix (IPC)

Le tableau et le graphique suivants donnent l'évolution de ces trois indicateurs macroéconomiques:

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
MM	239 695	284 364	308 806	370 564	349 879	380 601	454 410
Δ MM	6,4%	18,6%	8,6%	20%	-5,6%	8,8%	19,4%
PIB	393 595	431 911	462 704	488 990	535 438	567 160	575 477
Δ PIB	8,4%	9,7%	7,1%	5,7%	9,5%	5,9%	1,5%
IPC	104,24	102,56	105,03	104,14	106,19	109,67	109,99
Δ IPC	3,43%	-1,61%	2,41%	-0,85%	1,97%	3,28%	0,29%

Une corrélation apparait entre la variation du PIB et celle de l'IPC sur la période analysée.



Les variations de la masse monétaire sont aléatoires sur toute la période et n'ont pas de corrélations avec les variations du PIB et de l'IPC. Par contre, il existe une forte corrélation entre les variations du PIB et de l'IPC.

La vitesse de la circulation de la monnaie (intensité d'utilisation de la masse monétaire)

La vitesse de circulation de la monnaie est un indicateur clé du rythme des transactions monétaires. Pour son calcul, on appliquera la théorie quantitative de la monnaie, avec la formule $M V = P Y$ (V étant la vitesse de circulation de la monnaie) et M , P et Y sont connus (masse monétaire, indice de Prix et PIB).

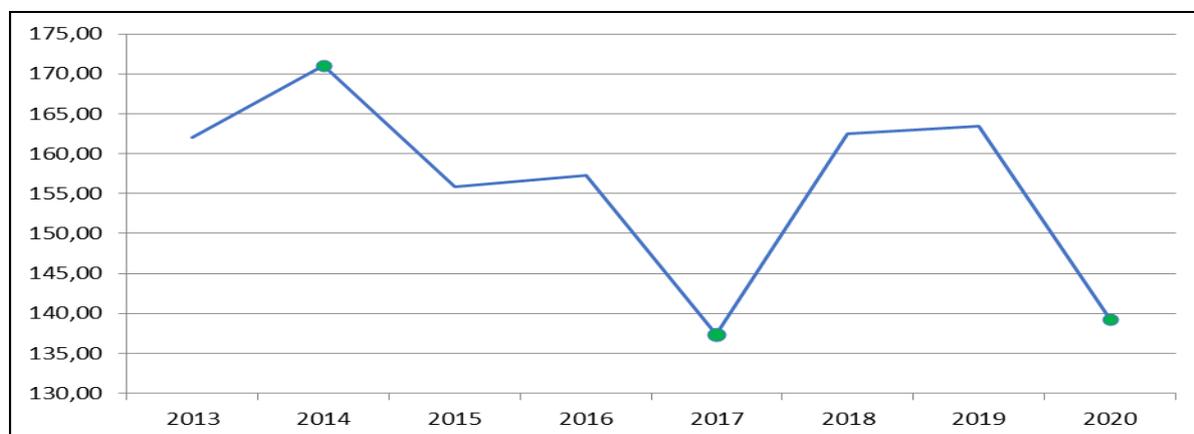
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
V=	162,00	171,10	155,84	157,33	137,37	162,52	163,46	139,30

(Avec IPC base 100 en 2013)

La vitesse de circulation réagit inversement aux épargnes. Lorsque la vitesse de circulation augmente, cela signifie que les billets et pièces monétaires ont été utilisés plusieurs fois et entraîne moins d'épargne telle qu'en 2019 ou inversement comme en 2017 et en 2020.

En effet, en 2020 comme en 2017, la masse monétaire a fortement augmenté grâce à des forts dépôts à vue entraînant ainsi une forte baisse de la vitesse de circulation. Les légères hausses de l'IPC (+0,3%) et du PIB (1,2%) n'ont pas réussi à faire augmenter la vitesse de circulation monétaire.

Conséquence d'une faible augmentation de M2 et d'une forte augmentation de M3: un taux de liquidité légèrement à la hausse et une forte baisse de la circulation de la monnaie. Mais cette situation vient d'une forte injection en 2020 des devises étrangères dans la masse monétaire et n'est pas le fait des dépôts en monnaie nationale.



4.4. EVOLUTION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS MONÉTAIRES

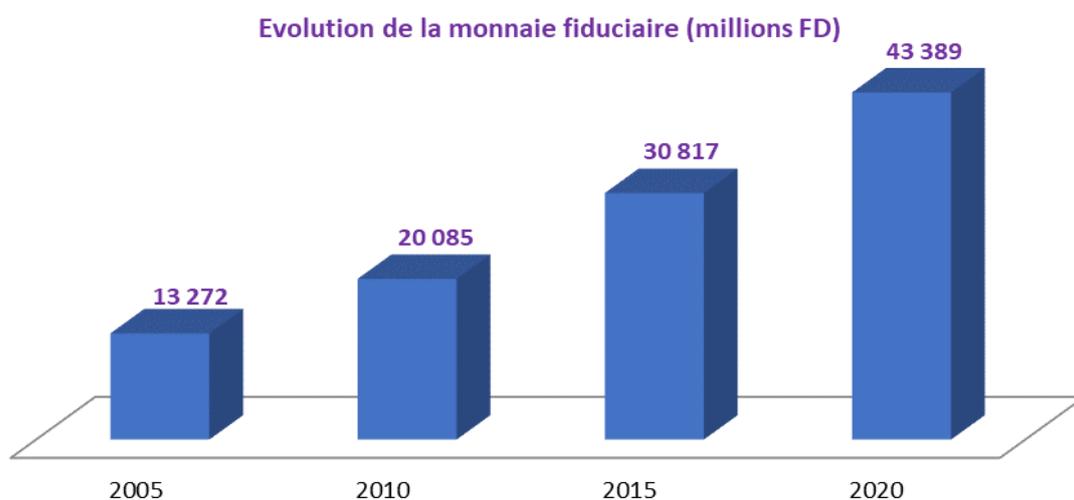
L'évolution des composantes de la masse monétaire est donnée dans le tableau suivant :

Composantes (En millions FD)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Monnaie Fiduciaire	30 817	32 918	35 542	36 626	37 667	43 389	15,20%
Dépôts à vue en FD	101 538	117 193	116 270	132 860	139 045	147 585	6,10%
Dépôts sur livrets en FD	8 829	13 022	12 919	14 762	17185	16 900	-1,70%
Dépôts à terme en FD	29 331	22 414	33 975	34 060	39 413	37 065	-6%
Total Dépôts en FD	139 698	152 629	163 164	181 682	195 643	201 550	3%
Dépôts à vue en devises	73 720	87 151	138 284	104 228	114 839	177 660	54,70%
Dépôts à terme en devises	40 129	36 107	33 575	27 343	32 451	31 811	-2%
Dépôts en devises	113 849	123 258	171 859	131 571	147 290	209 471	42,20%
Total Masse Monétaire	284 364	308 806	370 564	349 879	380 602	454 410	19,40%

Source : Banque Centrale de Djibouti

La masse monétaire est composée des pièces et billets en circulation et des dépôts bancaires. La monnaie fiduciaire représente généralement à Djibouti entre 9-10% de la masse monétaire alors que les dépôts en font 90%.

- a- **La monnaie fiduciaire** : Elle correspond aux billets et pièces émis, moins les encaisses des banques et du Trésor. C'est elle qui facilite les échanges entre les agents économiques.



La monnaie fiduciaire a fortement évolué depuis sa création :

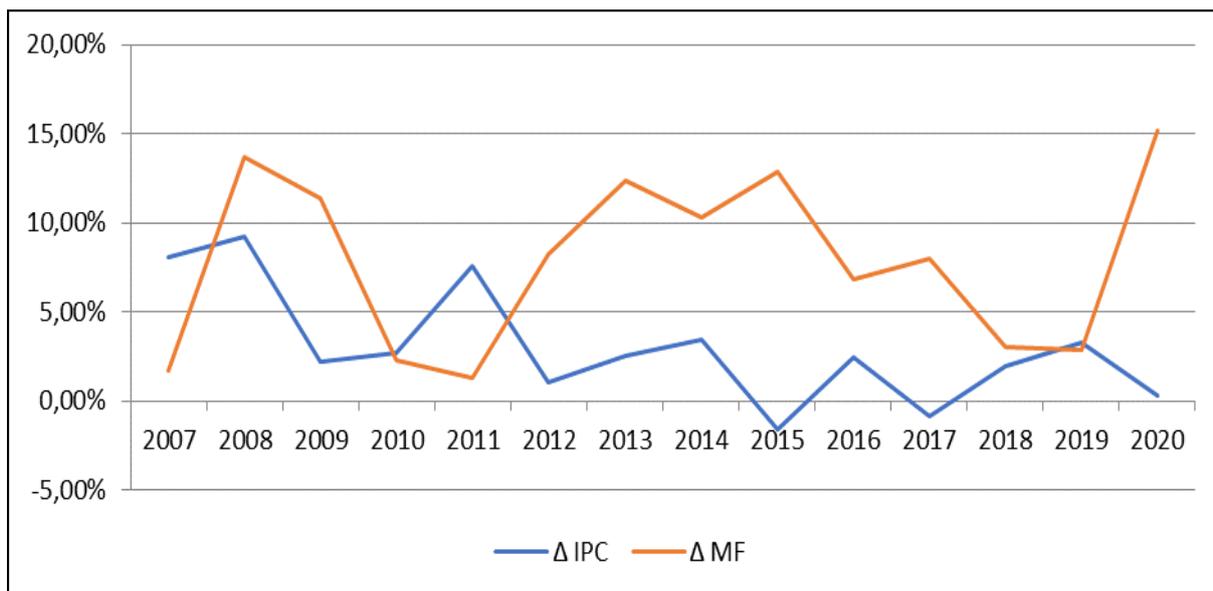
	Glissement annuelle	Glissement quinquennal	Glissement décennal
Variation de la Monnaie fiduciaire	+15,2%	+ 31,8%	+ 113,2%

Au 31 décembre 2020, la monnaie fiduciaire atteint 43,389 milliards FD contre 37,667 milliards FD en 2019, soit une création monétaire liquide de 5,722 milliards FD sur un an correspondant à une augmentation annuelle de 15,2%. Sur une période de 10 ans, elle a augmenté de 113,2%, soit une création monétaire de 23 milliards FD.

En 2020, elle représente 9,5% de la masse monétaire et 20,8% de la monnaie liquide (M2).

La variation de la monnaie fiduciaire est expliquée d'une part par l'accélération de l'inflation donc un renchérissement du coût de la vie et d'autre part de l'accroissement de la population donc du besoin financier. L'arrivée de la monnaie virtuelle va progressivement éliminer physiquement la monnaie fiduciaire puisque les secteurs financiers et commerciaux se mettront au numérique.

Le graphique ci-dessous montre bien le lien entre l'indice des prix et la monnaie fiduciaire, une parfaite symétrie : quand l'indice des prix augmente fortement alors la monnaie fiduciaire augmente mais faiblement et inversement.



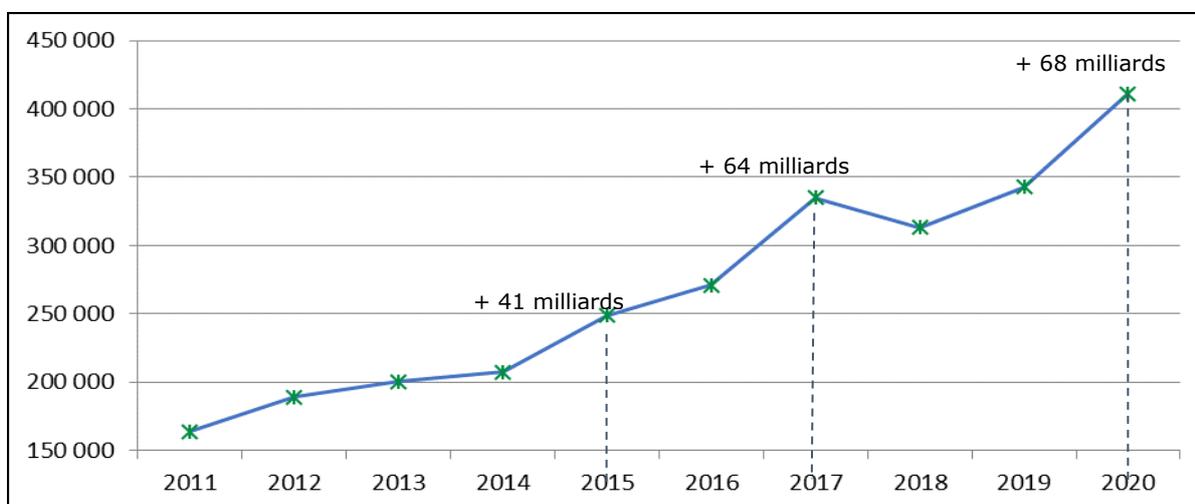
b- Les dépôts

Ils sont constitués par des dépôts en devises et des dépôts en monnaie nationale avec une répartition en dépôts à vue et à termes.

Après la hausse de 30 milliards FDJ en 2019, les dépôts ont augmenté en 2020 de 68,1 milliards FDJ (+5,9 milliards FDJ en monnaie nationale et +62,2 milliards FDJ en devises) soit une croissance annuelle de 20%.

	Glissement annuelle	Glissement quinquennal	Glissement décennal
Variation des dépôts	20 %	+51,7%	+151%

A l'exception de l'année 2018 qui a vu les dépôts baissés, toutes les autres années ont connu une forte augmentation.



Sur une période de 10 ans, ils ont augmenté de 151%, soit une injection de 247 milliards FDJ dans l'économie du pays.

La ventilation des dépôts par nature et par type de monnaie, données indiquées dans les tableaux ci-dessous, nous permettra d'identifier l'origine des variations observées dans les dépôts.

b-1 Les dépôts par type de monnaie (Djiboutienne et devises):

(En millions FD)	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 20/19
Dépôts en devises	123 258	171 858	131 571	147 290	209 471	42,2%
Dépôts en FD	147 709	163 164	181 682	195 643	201 550	3%

Source : BCD

Les dépôts en devises ont fortement augmenté en 2020 de 42% pour atteindre 209,471 milliards FD alors que ceux en monnaie nationale n'ont augmenté que de 3% pour se fixer à 201,55 milliards FD. La préférence des dépôts en monnaie nationale a dominé à partir de 2009 jusqu'en 2019 en variant dans la fourchette [50%-58%]. En 2020, ces derniers représentent 49% de l'ensemble des dépôts.

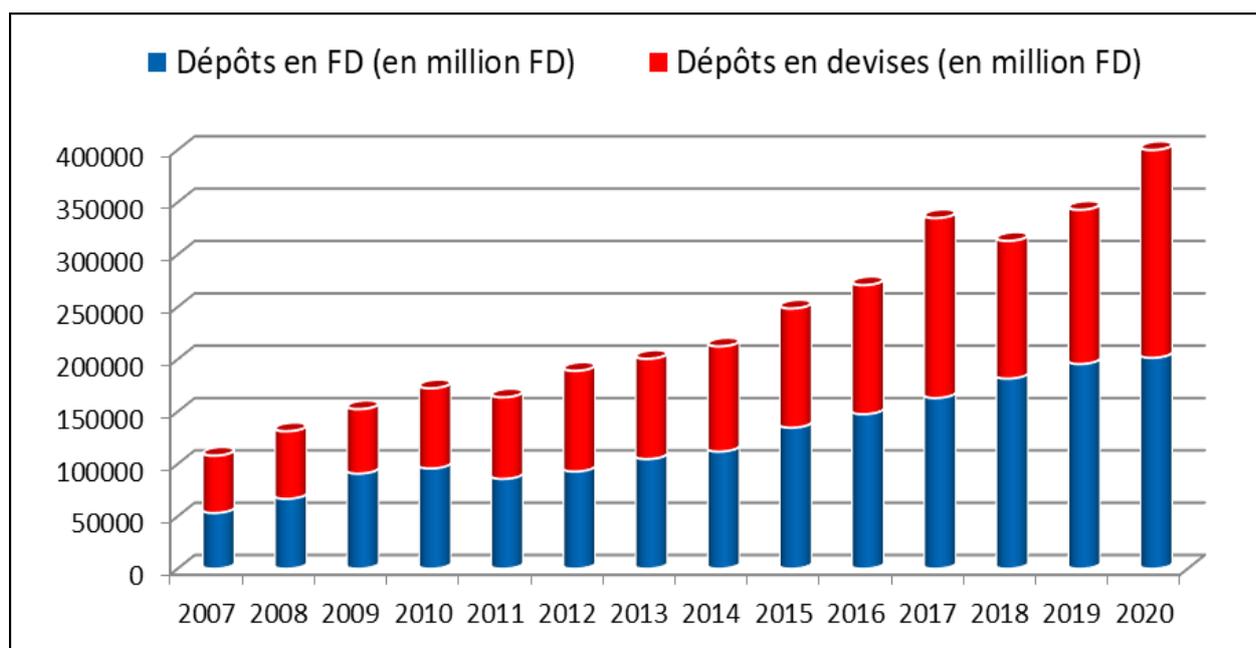
Les deux types des placements avaient fortement contribué à la croissance des dépôts depuis longtemps avec des forts glissements sur une période de 15 ans.

Ces dépôts peuvent être sous ventilés en placements à court terme et à long terme :

En millions FD	2019				2020				Variation 2019/2020
	Dépôts à vue	Dépôts sur livrets	Dépôts à termes	Total Dépôts	Dépôts à vue	Dépôts sur livrets	Dépôts à termes	Total Dépôts	
Franc djiboutien	139 045	17 185	39 413	195 643	147 585	16 900	37 065	201 550	3%
Devises	114 839	-	32 451	147 290	177 660	-	31 811	209 471	42,2%
Total dépôts	253 884	17 185	71 864	342 933	325 245	16 900	68 876	411 021	19,9%

Source : BCD

L'augmentation des dépôts en 2020 de 20% provient d'une forte augmentation des dépôts en devises de 42,2% (avec +62,8 milliards FD à court terme) et d'une légère hausse des dépôts en monnaie nationale de 3% (avec + 8,5 milliards FD à court terme).



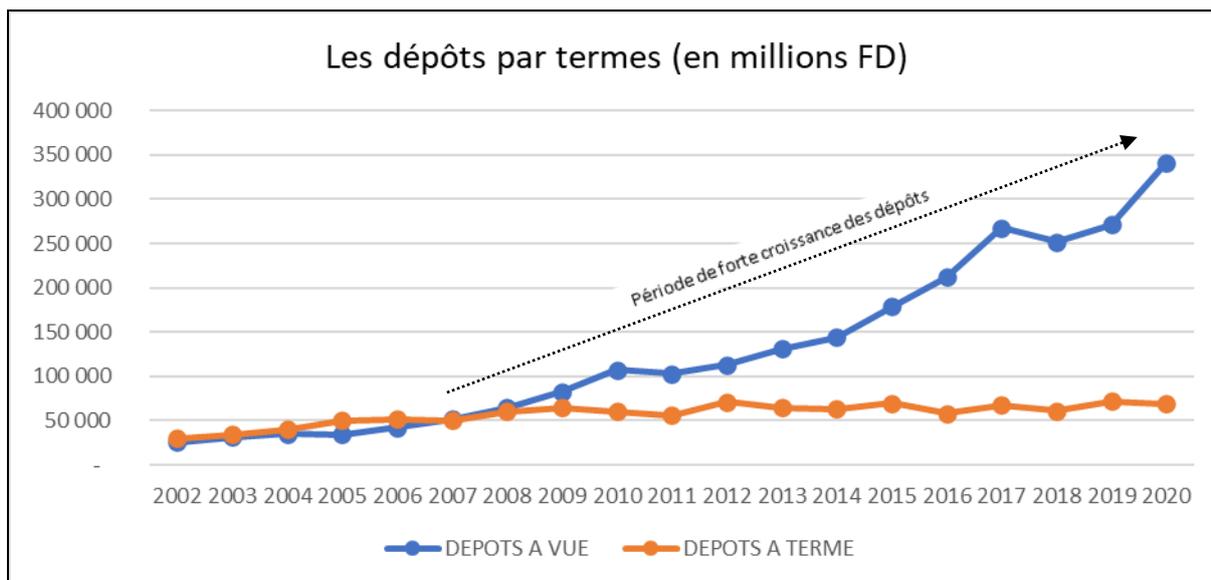
b-2 Les dépôts par nature des placements:

Les dépôts se répartissent en dépôts à vue, en dépôts à termes et en dépôts sur livrets toutes monnaies confondues.

En millions FD	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2019/2020
Dépôts à Vue	204 344	254 553	237 088	253 884	325 245	28,1%
Dépôts sur Livrets	13 022	12 919	14 762	17 185	16 900	-1,7%
Dépôts à termes	58 521	67 550	61 403	71 864	68 876	-4,2%
Total dépôts	275 887	335 023	313 253	342 933	411 021	19,9 %

Jusqu'en 2006, les dépôts à terme dominaient dans la masse monétaire mais restaient à un niveau limité jusqu'à 60%. Depuis l'arrivée des nouvelles banques, ce sont les dépôts à vue qui représentent la part importante des placements à Djibouti allant jusqu'à 83% de l'ensemble des dépôts comme en 2020. Les ménages les préfèrent largement mais c'est de l'argent dormant car non rémunéré.

Deux années successives de hausse des dépôts à vue (+19,2 milliards FDJ en 2019 et +70,6 milliards FDJ en 2020) sont constatées contre une baisse de 3 milliards FDJ des dépôts à termes cette année. En effet, les dépôts à vue ont atteint 325,2 milliards FDJ en 2020 représentant une hausse de 28% alors que les dépôts à termes ont atteint 68,8 milliards FDJ soit une baisse de 4,2%.



Dans l'ensemble, les dépôts ont augmenté de 20% sur un an et l'écart entre les dépôts à vue et les dépôts à termes devient de plus en plus important.

b-3 Les dépôts par secteur d'activité

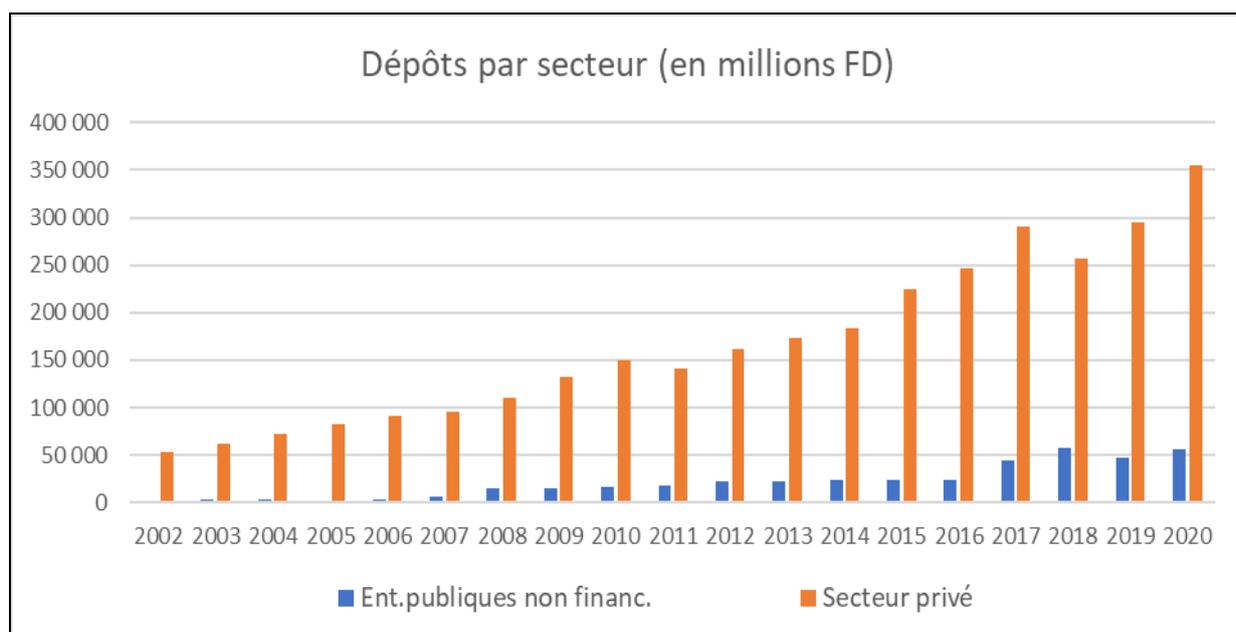
Les dépôts proviennent soit du secteur privé soit des entreprises publiques et sont ventilés comme suite :

(En millions FD)	2016	2017	2018	2019	2020	Var 19/20
Entreprise publiques	23 818	44 006	57 016	47 810	55 684	16,5%
Secteur privé	247 149	291 017	256 237	295 124	354 835	20,2%

Source : BCD

Les dépôts du secteur privé demeurent toujours prédominants variant entre 80% et 95% de l'ensemble des dépôts. Ils avaient continué leur croissance en 2020 pour atteindre 354,835 milliards FD correspondant à une augmentation de 20,2% par rapport à 2019.

Quant aux entreprises publiques, à caractères non financiers, leurs dépôts ont repris leur hausse après une année précédente vue à la baisse. En effet, après la baisse de 16% en 2019, ils ont augmenté de 16,5% en 2020 passant de 47,810 milliards FDJ en 2019 à 55,684 milliards FDJ. Ils étaient moins de 5 milliards FDJ avant 2006, 17 milliards FDJ en 2010 puis 55,6 milliards FDJ en 2020.



Les dépôts du secteur privé et des entreprises publiques sont classés en fonction de leur durée de placement et de la nature du placement :

(En millions FD)	2019			2020		
	Dépôts à vue	Dépôts à termes	Total	Dépôts à vue	Dépôts à termes	Total
Entreprise publiques	27 596	20 215	47 810	37 575	18 109	55 684
<i>En FD</i>	20 054	18 236	38 290	28 332	14 515	42 847
<i>En devises</i>	7 542	1 979	9 521	9 244	3 593	12 837
Secteur privé	243 474	51 650	295 124	304 068	50 767	354 835
<i>En FD</i>	136 176	21 178	157 354	135 652	22 549	158 201
<i>En devise</i>	107 298	30 472	137 770	168 416	28 218	196 634
Total des dépôts	271 070	71 865	342 934	341 644	68 876	410 519

Source : BCD

Les dépôts du secteur privé sont repartis en devises et en franc Djibouti avec respectivement 55,4% et 44,6% en 2020. Ils sont essentiellement composés des dépôts à vue avec 86% contre 14% des DAT.

L'épargne des entreprises publiques est essentiellement composée en dépôts à vue avec 67%, et est placée en franc Djibouti avec 42,8 milliards FDJ contre 12,8 milliards FDJ des devises en 2020.

Le secteur privé a injecté 60,6 milliards FDJ en 2020 sous la forme des dépôts à vue totalement en devises alors que les entreprises publiques n'ont injecté que 10 milliards FDJ essentiellement en monnaie nationale.

4.5. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE

Les contreparties sont d'origine externe (avoirs extérieurs) et interne (crédits internes) et ont évolué en 2020 comme suit :

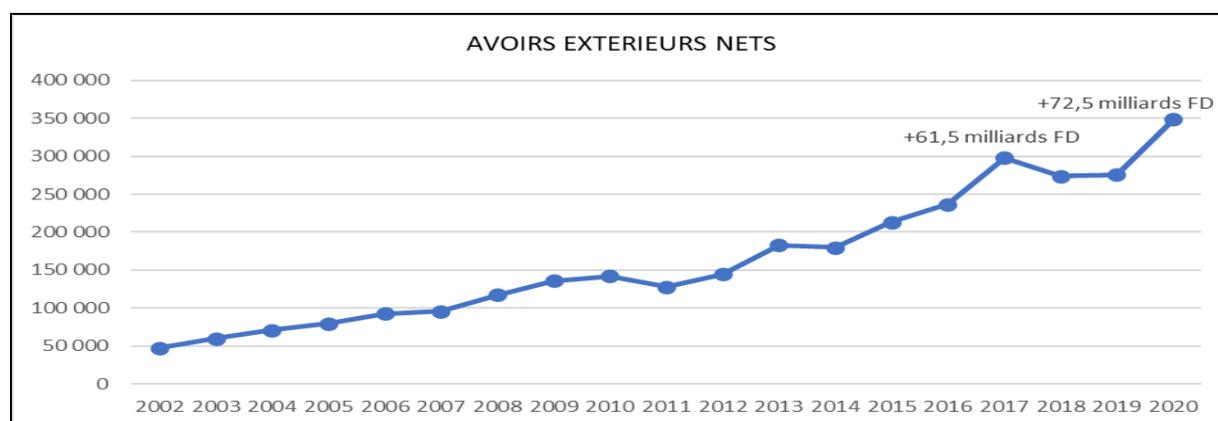
En Millions FD

Composantes	2016	2017	2018	2019	2020	Var 19/20
Avoirs extérieurs nets	236 481	297 956	273 800	275 834	348 297	26,30%
Autorités monétaires	65 604	94 021	75 217	84 953	109 767	29,20%
Banques commerciales	170 877	203 935	198 583	190 881	238 530	24,90%
Crédits intérieurs	110 128	122 487	130 800	147 052	157 654	7,20%
Créances sur l'Etat	8 713	8994	3 572	7 016	8 641	23,20%
Crédits à l'économie	101 415	113 493	127 228	140 036	149 013	6,40%
Autres postes nets	-37 554	-49 879	-54 722	-42 286	-51 541	21,90%
Total Masse monétaire	308 806	370 564	349 879	380 600	454 410	19,40%

Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) : 348,297 milliards FD

Les Avoirs Extérieurs Nets sont constitués du solde entre les créances et les engagements de la Banque Centrale et des banques commerciales vis-à-vis de l'étranger.

Ils ont augmenté en 2020 de 26,3% soit plus de 72,5 milliards FD sur un an.

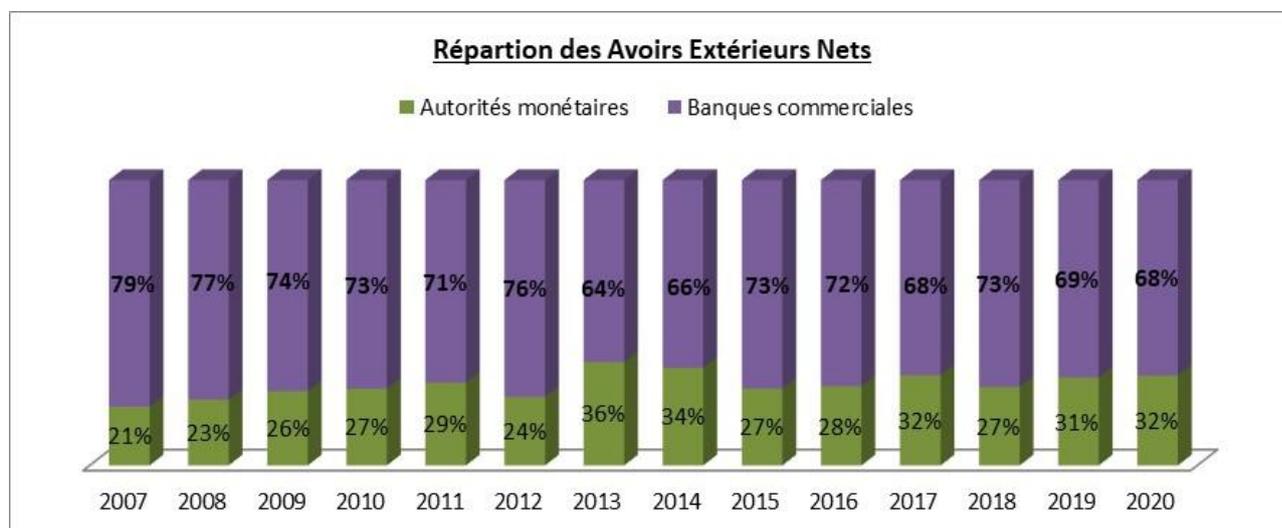


- ✓ Les Avoirs Extérieurs Nets des banques commerciales sont les plus importants et représentent 68% du total des avoirs extérieurs nets de 2020, soit 238,53 milliards FD et sont en hausse de 24,9% sur un an.

Après les baisses consécutives de 2018 et 2019, les avoirs extérieurs nets des banques commerciales ont repris la tendance haussière en 2020 avec une augmentation en nominal de 47,6 milliards FD.

En brut, ils se sont élevés à 309,648 milliards FD alors que les engagements extérieurs des banques ont atteint 71,118 milliards FD.

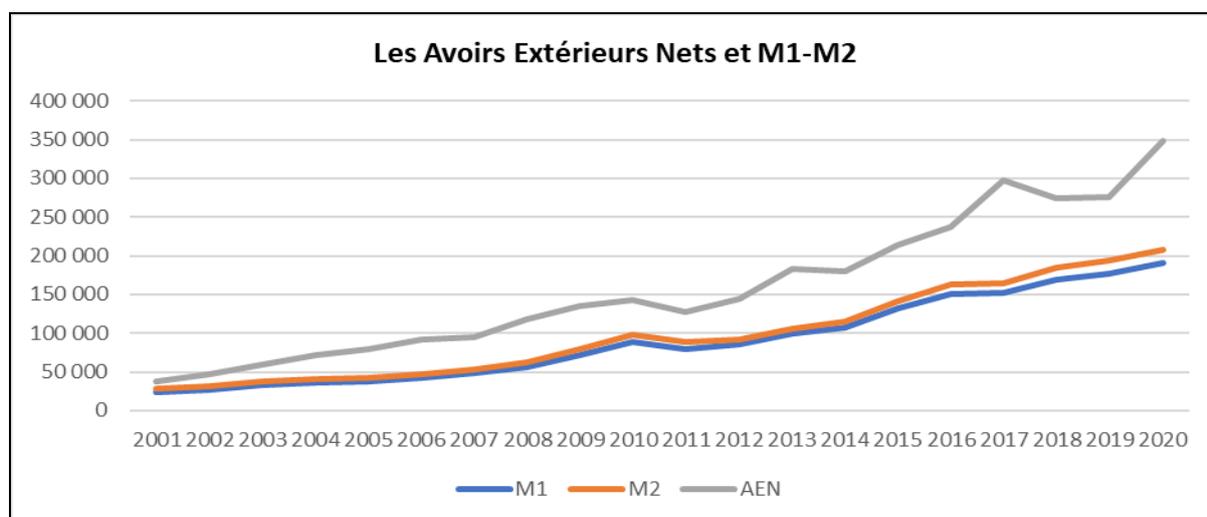
- ✓ Les Avoirs Extérieurs Nets des autorités monétaires (Banque Centrale de Djibouti) ont atteint 109,717 milliards FD en 2020, réalisant une croissance annuelle de 29,2% soit plus de 24,8 milliards FD.



En bruts, les avoirs extérieurs de la BCD ont atteint 119,944 milliards FD en 2020 contre 87,608 milliards FD en 2019, soit une augmentation de 37%. Quant aux engagements extérieurs de la BCD, ils se sont fortement redressés de 285% en 2020 après les longues baisses qui ont duré sept ans, de 2013 à 2019.

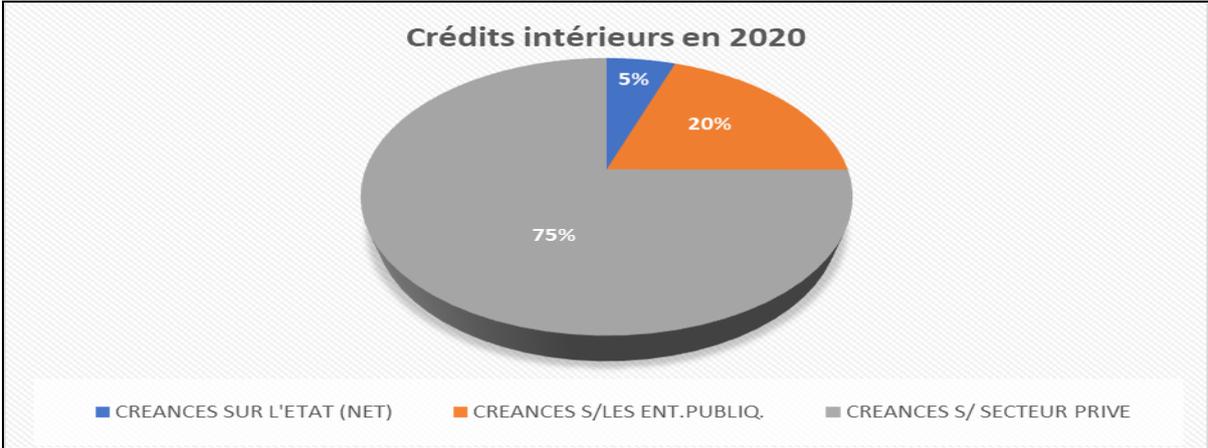
Plus de 68% des avoirs extérieurs nets proviennent des banques commerciales contre 32% de la banque centrale en 2020.

L'évolution des avoirs extérieurs nets au cours des dix dernières années a montré qu'ils sont restés supérieurs aux agrégats monétaires M1 et M2 qui représentent la liquidité du système monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets jouent un rôle central dans l'expansion des liquidités monétaires.

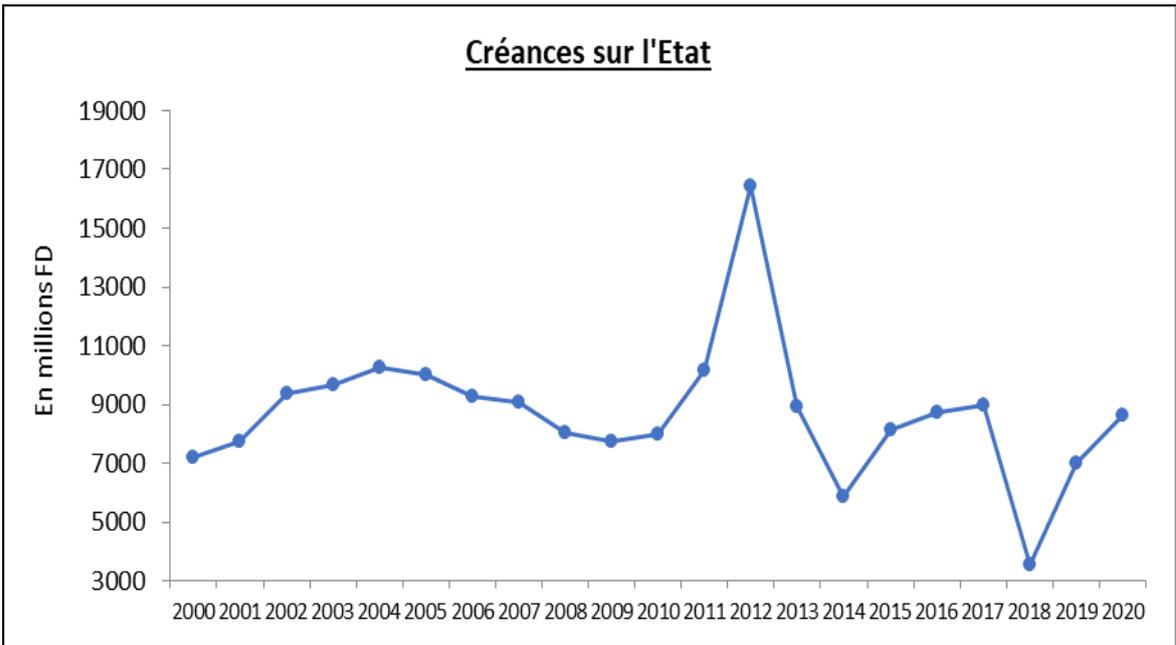


Les deux variables, avoirs extérieurs nets et M1/M2, suivent généralement la même tendance.

4.5.2- L'encours des crédits intérieurs, constitué des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie, se situerait à 157,654 milliards de FD à fin décembre 2020, contre 147,052 milliards de FD un an plus tôt. Il a enregistré une hausse de plus de 10,6 milliards FD en un an. Les deux sous composantes des crédits intérieurs ont contribué à l'augmentation des crédits internes en 2020.



✓ **Les créances nettes sur l'Etat** : ils correspondent à l'endettement net de l'État envers les banques de la place (5,42 milliards FDJ) et les autorités monétaires (3,221 milliards FDJ) pour compléter le financement de ses opérations. Depuis 2017, l'Etat ne fait plus des dépôts au trésor. Au 31 décembre 2020, les créances nettes de l'Etat ont atteint 8,641 milliards FD contre 7 milliards FD en 2019, soit une augmentation annuelle de 23,2%.



Les créances de la Banque Centrale et des banques commerciales sur l'Etat ont évolué au cours des dernières années comme suit :

En millions FD

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Créances des Autorités Monétaires	6765	6167	5669	5175	4648	3637	2557	10173
(-) Dépôts Etat chez A.M.	-6906	-9736	-6773	-9618	-1967	-5276	-1150	-6952
Créances des banques	5390	5641	6243	9182	6935	5641	6024	5821
(-) Dépôts Etat chez banques	-1160	-835	-1801	-1281	-622	-431	-415	-401
Dépôts à vue au Trésor	4920	4920	4920	4920	0	0	0	0
(-) Traités de douanes	-103	-103	-103	-103	0	0	0	0

L'Etat a fait augmenter ses dépôts auprès de la banque centrale de 504% en 2020 pour atteindre 6,952 milliards FDJ en fin d'année. Ceci pour faire face à sa forte demande des crédits auprès de la banque centrale qui ont atteint 10,173 milliards FD en 2020.

L'Etat a également contracté des crédits auprès des banques commerciales pour un montant de 5,821 milliards FDJ en légère baisse de 3,4% par rapport à 2019.

Ainsi, au 31 décembre 2020, les créances totales de l'Etat se sont élevées à 15,994 milliards FDJ contre des dépôts de 7,353 milliards FDJ, soit un écart de financement de 8,641 milliards FD contracté auprès du secteur bancaire du pays.

- ✓ **Crédits à l'économie** : Il s'agit de l'ensemble des financements consentis par le système financier à l'économie sous forme de crédits. L'économie est composée par les entreprises publiques et par le secteur privé. La Banque centrale n'intervient pas dans le financement de l'économie. Au 31 décembre 2020, les crédits à l'économie en tant que principale composante de l'agrégat « crédit intérieur » ont atteint 149 milliards FD indiquant une amélioration de la situation annuelle de 6,4%.

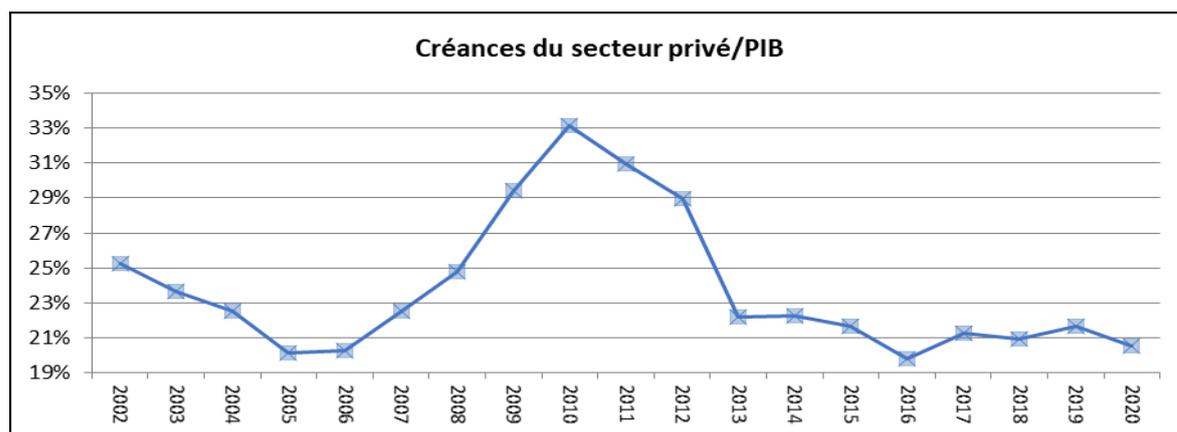
En millions FD

Crédits à l'économie	2017	2018	2019	2020	Variation annuelle
Créances sur les entreprises publiques	9 541	15 215	17 337	30 811	77,7%
Créances sur le secteur privé	103 952	112 013	122 699	118 202	-3,7%
Total	113 493	127 228	140 036	149 013	6,4%

Source : Banque Centrale de Djibouti

- **Les créances accordées par les banques de la place au secteur privé** ont fléchi de 3,7% sur un an mais leurs contributions à l'activité économique du pays demeurent très importantes avec 118,202 milliards FD en 2020, soit 79% des crédits à l'économie.

Comparées au PIB, les créances sur le secteur privé détenues par les banques ont demeuré dans une tranche comprise entre 20% et 22% sur les 7 dernières années avec 20,5% en 2020.



Au niveau mondial, les taux de créances du secteur privé par rapport au PIB sont donnés dans le tableau suivant :

Régions	Taux en 2020
Zone Euro	94,9%
Union Européenne	93,7%
Pays pauvres très endettés	18,1%
Asie de l'Est et Pacifique	167,1%
Amérique Latine et Caraïbes	60,3%
Amérique du Nord	216,3%
Afrique Subsaharienne	17,3%
Afrique du Nord et Moyen Orient	59,1%

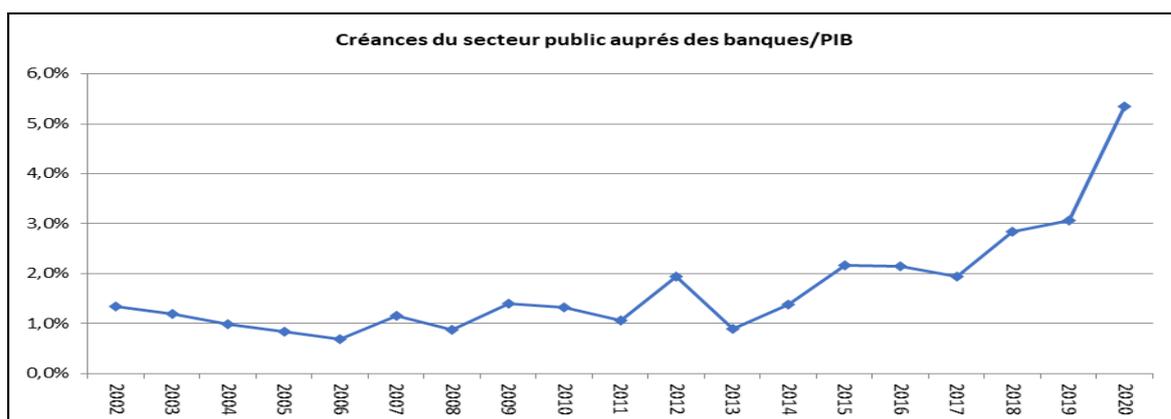
Source : Banque Mondiale

Si l'on observe par pays, le secteur bancaire de Djibouti qui accorde 20,5% des crédits au secteur privé en 2020 se classe mieux que la moyenne des pays pauvres très endettés (18,1%) et l'Afrique Subsaharienne (17,3%), selon le classement effectué par la Banque mondiale en 2020.

Durant certaines périodes, particulièrement de 2008 à 2012 ce taux dépasse largement les 25% à Djibouti et atteint même 33% en 2010.

Cependant, le secteur privé djiboutien estime que cette part n'est pas suffisante pour participer pleinement au développement du pays et contribuer à la croissance de l'économie nationale.

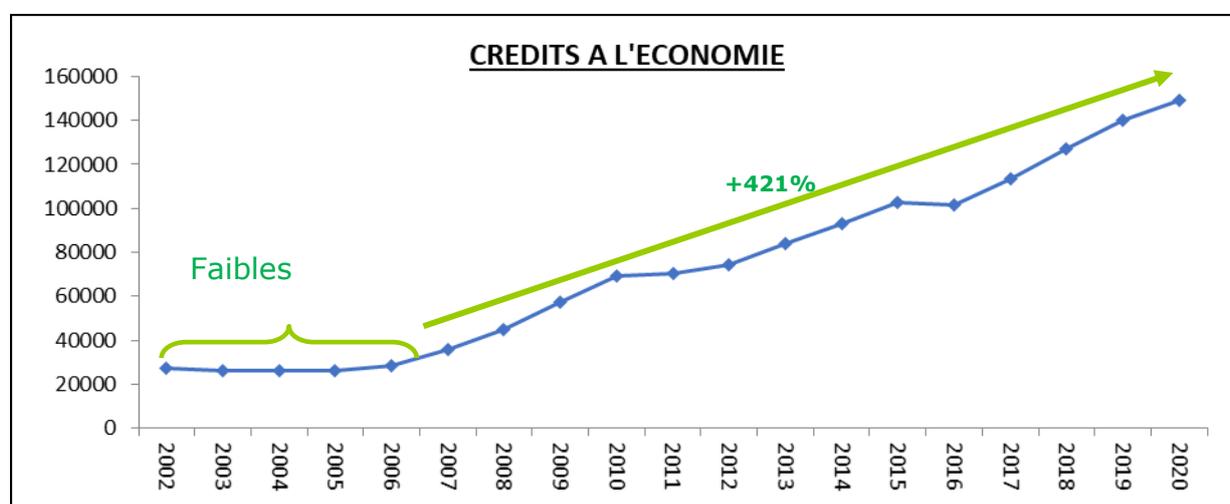
La mise en place du Fonds de Garantie partielle va permettre au secteur un accès plus flexible aux crédits des banques commerciales puisque le Fonds donne une garantie de 70% sur certains crédits.



➤ **Les créances sur les entreprises publiques** ont continué leur croissance en 2020 pour atteindre 30,811 milliards FDJ contre 17,337 milliards FDJ en 2019, soit une augmentation annuelle de 77,7%.

Sa part dans le PIB s'est améliorée fortement pour atteindre 5,4% en 2020 contre 3,1% en 2019. Les banques de la place doivent financer les entreprises publiques dans le cadre de leur développement afin de réduire leurs endettements extérieurs.

Dans l'ensemble, les crédits à l'économie ont assuré le développement du pays surtout au cours des 10 dernières années après l'arrivée des nouvelles banques où ils sont passés de 28,6 milliards FD en 2006 à 149 milliards FD en 2020 soit une hausse spectaculaire de 421%.



Comparés au PIB, la part des crédits à l'économie a légèrement augmenté en 2020 passant de 24,7% en 2019 à 25,9% en 2020. Cette tendance haussière constatée ces deux dernières années est les résultats des fortes variations des crédits à l'économie par rapport au PIB.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Crédits à l'économie	74 387	83 832	92 868	102 977	101 415	113 493	127 228	140 036	149 013
PIB	240 567	363 052	393 595	431 911	462 704	488 990	535 438	567 160	575 477
Taux CE / PIB	30,9%	23,2%	23,6%	23,8%	21,9%	23,2%	23,7%	24,7%	25,9%

4.6. L'ACTIVITÉ DES BANQUES COMMERCIALES

4.6.1. Le développement du secteur bancaire

a) Les établissements bancaires à Djibouti :

Le secteur bancaire Djiboutien comprend 12 établissements de crédit en 2020 et une de plus en 2021. En effet, après l'ouverture en 2019 de la Bank of China, la Banque Burkinabé s'est installée à Djibouti en janvier 2021 à travers sa succursale IBB (International Business Bank). Ces deux dernières banques montrent le rôle important que joue le secteur privé dans la coopération entre Etat pour le développement des pays.

Les banques commerciales se composent en banques conventionnelles et en banques islamiques : en 2020, les banques conventionnelles sont au nombre de 9 (10 en 2021) et les banques islamiques sont en nombre de 3.

b) Le taux de bancarisation à Djibouti :

Le taux de bancarisation évolue en fonction du nombre des comptes ouverts et du nombre des personnes bancarisables, c'est-à-dire pouvant avoir accès aux services bancaires.

Selon la Banque Centrale de Djibouti, le taux de bancarisation du pays est passé de 7% en 2006 à 26% en 2019, dernier chiffre disponible. Les 3 banques islamiques ainsi que l'obligation de la domiciliation des salaires du secteur public avaient fortement contribué à cette hausse. Cependant, ce taux est en dessous du taux de bancarisation moyen de la région subsaharienne (49,7%).

En 2020, le nombre des comptes bancaires ouverts auprès des banques commerciales s'élève à 151 636 contre 172 025 en 2019 soit une baisse de 11,8%. Cette baisse est provoquée par la fermeture des plusieurs comptes bancaires auprès des banques islamiques.

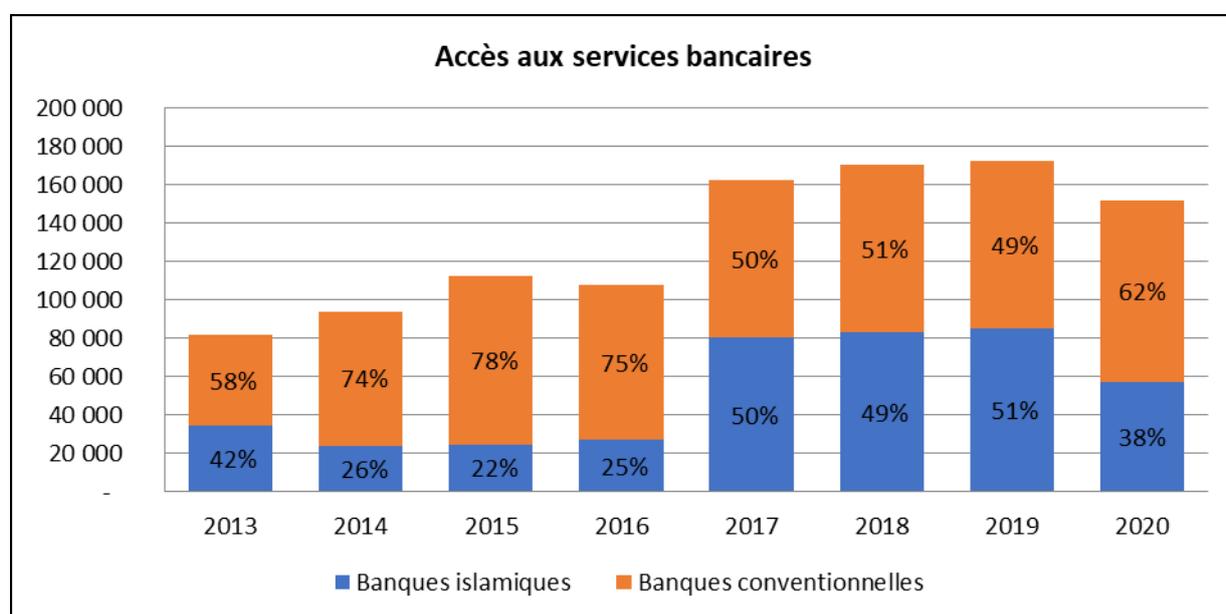
La répartition des comptes entre les banques conventionnelles et les banques islamiques est donnée dans le tableau suivant :

	2019		2020		Variation	
	Banques islamiques	Banques conventionnelles	Banques islamiques	Banques conventionnelles	Banques islamiques	Banques conventionnelles
Nombre des comptes bancaires	86 913	85 112	56 952	94 684	-34,5%	+11,2%
Part du marché	50,5%	49,5%	37,6%	62,4%		

Source : BCD

Alors qu'en 2019, il y avait plus des comptes ouverts auprès des banques islamiques (50,5%), il n'en est plus en 2020 puisque presque 30 000 comptes ont été supprimés de ces banques islamiques (-34,5%) au profit des banques conventionnelles qui ont vu augmenté les comptes ouverts de 9572, soit une augmentation de 11,2%.

La part de marché en termes des comptes ouverts, la situation s'est inversée au détriment des banques islamiques en 2020 avec 62% pour les banques conventionnelles et 38% pour les banques islamiques.



Pour améliorer la qualité des services, les banques ont multiplié leurs réseaux d'agences dans la capitale et les régions de l'intérieur. Le nombre d'agences est passé de 18 en 2013 à 48 en 2020. La répartition des agences entre les banques islamiques et conventionnelles est donnée dans le tableau suivant :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'agence des banques islamiques	5	5	10	10	12	13	19	21
Nombre d'agences des banques conventionnelles	13	17	18	18	24	26	26	27

Source : BCD

Malgré la légère hausse des agences des banques islamiques ces dernières années, celles des banques conventionnelles demeurent les plus importantes avec une part de 56% en 2020.

L'analyse des activités des banques se fera en examinant l'évolution des dépôts et des crédits à partir des comptes consolidés des banques commerciales pour l'année 2020 ainsi que l'évolution des différents taux débiteurs et créditeurs.

L'équilibre emplois-ressources des banques commerciales donne la situation suivante en fin d'année, en millions FD :

Emplois des banques en activité			Ressources des banques en activité		
Composantes	2019	2020	Composantes	2019	2020
Opérations interbancaires	229 092	275 098	Opérations interbancaires	29 061	21 722
Créances sur le Trésor & BCD	42 242	61 864	Dépôts du Trésor	1 988	1 980
Crédits à la clientèle	126 101	149 341	Dépôts de la clientèle	371 212	418 905
Immobilisations	13 838	17 263	Fonds propres	40 784	47 465
Divers	47 124	47 903	Divers	15 352	61 397
Total	458 397	551 469	Total	458 397	551 469

Source : BCD

Les emplois et les ressources des banques commerciales ont connu en 2020 une hausse de 20,3% sur un an. Au niveau des emplois, la hausse provient de toutes ses composantes dont une augmentation des opérations interbancaires de 20% et des crédits à la clientèle de 18,4%. Au niveau des ressources, également, la hausse est due à une augmentation des dépôts de la clientèle de 12,8% et des fonds propres de 16,4%.

Les actifs des banques sont répartis entre les banques islamiques et les conventionnelles de la manière suivante :

En millions DJF	2018		2019		2020		Var 19/20
	Actifs	%	Actifs	%	Actifs	%	Actifs
Banques islamiques	97 609	23,1%	115 800	25,3%	145 597	26,4%	25,7%
Banques conventionnelles	325 301	76,9%	342 597	74,7%	405 872	73,6%	18,5%
Total actifs	422 911	100%	458 397	100%	551 469	100%	20,3%

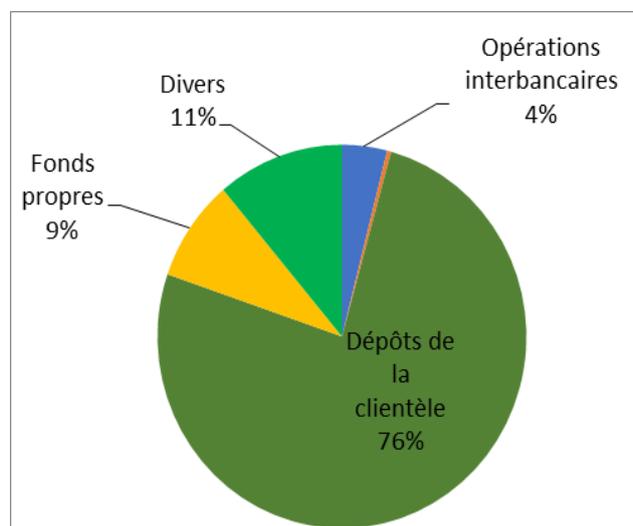
Source : BCD

Les actifs des banques islamiques augmentent chaque année, plus que les banques conventionnelles, avec 25,7% en 2020 comme indiqué dans le tableau ci-dessus.

Les actifs des banques islamiques ont représenté 26,4% du total en 2020 contre 25,3% en 2019. Ce chiffre se reflète également au niveau des dépôts et crédits des banques islamiques en 2020.

4.6.2. Les dépôts auprès des banques

Le rôle du système financier est d'allouer le capital en transférant l'épargne vers les besoins de financement. La mesure de cette épargne est donc importante pour vérifier si le secteur bancaire finance le développement économique du pays.



Au 31 décembre 2020, les dépôts de la clientèle, qui représentent les ressources les plus importantes des banques commerciales, ont atteint 418,905 milliards de FD ce qui correspond à une croissance en glissement annuel de 12,8%.

Les dépôts des clientèles : Près de 76% des ressources sont des dépôts des clientèles qui sont passés de 371,212 milliards FD en 2019 à 418,905 milliards FD en 2020.

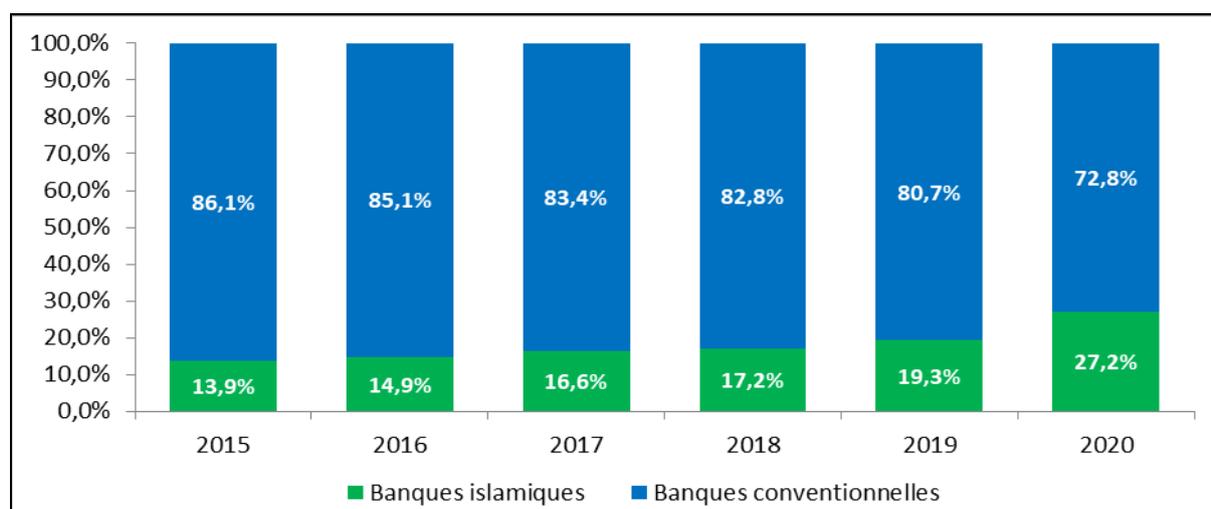
a) Les dépôts par catégorie des banques :

- Les dépôts bancaires auprès des banques islamiques ont fortement augmenté en 2020 de 58,7% pour atteindre 113,8 milliards FD. Cependant, ils ne représentent que 27,2% du total des dépôts des banques en fin 2020.
- Les dépôts des banques conventionnelles qui représentent 72,8% du dépôt total ont connu une augmentation de 1,8% par rapport à 2019 en se fixant à 305 milliards de FD.

En milliards FDJ	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Banques islamiques	37,009	42,298	59,340	57,777	71,776	113,847
Banques conventionnelles	229,369	242,242	298,838	278,870	299,436	305,058
Total Banques	266,378	284,540	358,178	336,648	371,212	418,905

Source : BCD

Le graphique suivant montre que la finance islamique, avec seulement 3 banques, progresse rapidement mais demeure encore loin des résultats des banques conventionnelles en termes des placements.



b) Les dépôts auprès des banques par type de monnaie :

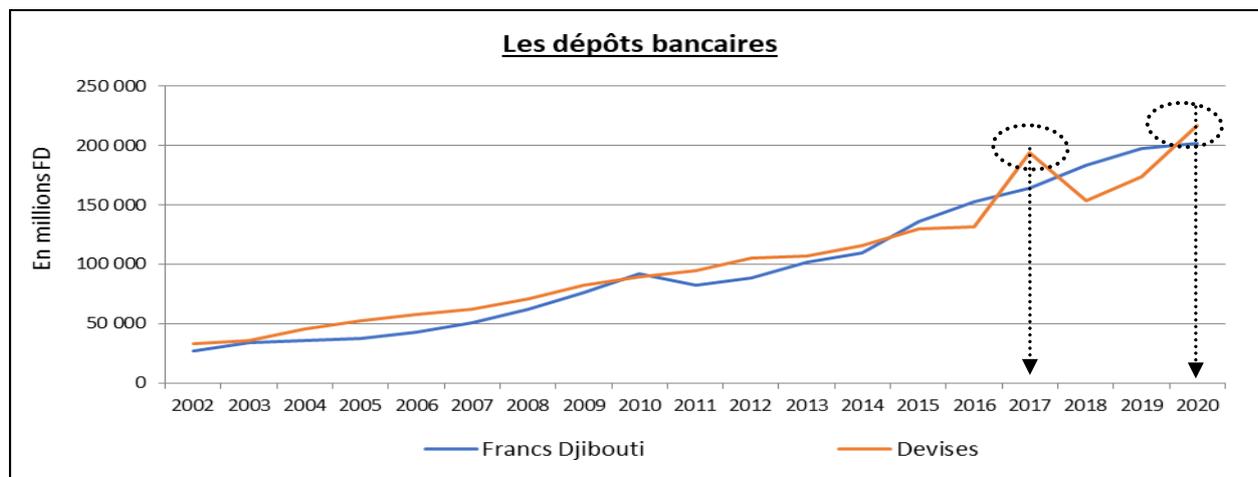
en millions FDJ

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Var 19/20
Francs Djibouti	136 151	153 064	164 380	183 313	197 504	202 110	2,3%
Devises	130 227	131 536	193 740	153 334	173 709	216 796	24,8%
<i>Dollars US</i>	<i>101 829</i>	<i>106 468</i>	<i>170 172</i>	<i>129 410</i>	<i>151 850</i>	<i>192 373</i>	26,7%
<i>Autres devises</i>	<i>28 398</i>	<i>25 068</i>	<i>23 568</i>	<i>23 924</i>	<i>21 859</i>	<i>24 423</i>	11,7%
TOTAL	266 378	284 600	358 120	336 647	371 212	418 906	12,8%

Source : Banque Centrale de Djibouti

Les placements en devises et en monnaie nationale ont connu des hausses en 2020, respectivement de 24,8% et 2,3% par rapport à 2019.

Comme en 2017, les dépôts en devises ont obtenu une part plus importante par rapport à ceux en Francs Djibouti avec un écart de 15 milliards FDJ.



Les dépôts en monnaie nationale de la clientèle, enregistrés aux banques commerciales, ont continué leurs croissances avec une accélération de 2,3% en 2020, passant de 197,5 milliards de FD en 2019 à 202,11 milliards de FD en 2020, soit un accroissement de 4,6 milliards FD. Leur part dans le total des dépôts a baissé et est passée à 48,2% alors qu'elle était de 53,2% un an auparavant.

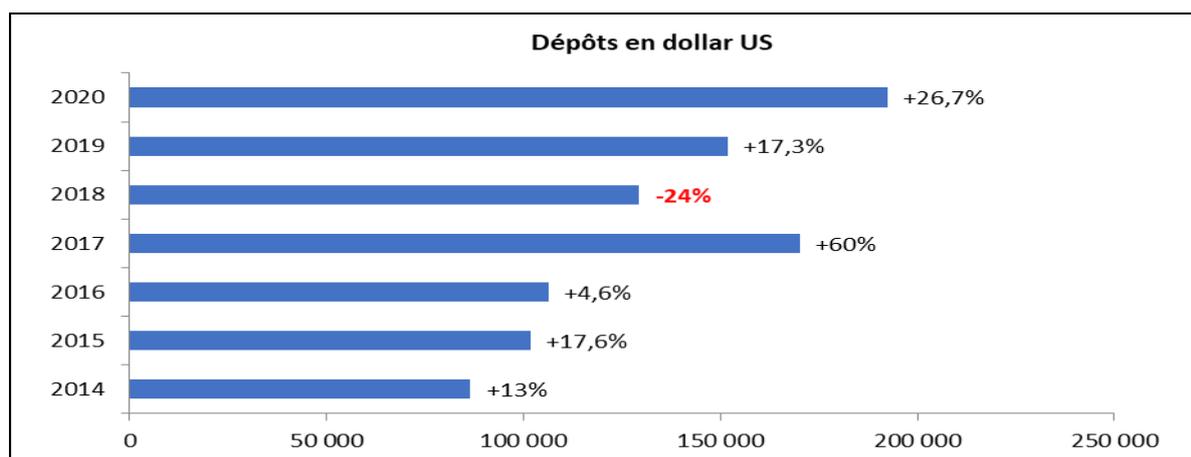
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Francs Djibouti	101 542	109 395	136 151	153 064	164 380	183 313	197 504	202 110
Part dans les dépôts	48,8%	48,6%	51,1%	53,8%	45,9%	54,4%	53,2%	48,2%
Part dans le PIB	28,0%	27,8%	31,5%	33,1%	33,6%	34,2%	34,8%	35,1%

Malgré la légère augmentation de ces dépôts, leur part dans le PIB est restée stable à 35% en 2020.

Les dépôts en devises auprès des banques s'élèvent à 216,796 milliards FD en 2020 et sont essentiellement composés des dollars US, soit 89% des dépôts en devises en 2020 contre 87% en 2019, renforçant ainsi les réserves en dollar américain. Les autres devises correspondent principalement à l'Euro.

Les placements en dollar facilitent les échanges internationaux et Djibouti ambitionne de devenir le hub financier de la région pour soutenir le hub logistique déjà mis en place.

En 2020, les dépôts en devises ont connu une augmentation de 24,8% correspondant à une hausse de 43 milliards FD par rapport à 2019. Cette hausse est provoquée par l'accroissement des dépôts en dollars de 26,7%.



c) Les dépôts selon leur nature (à vue ou à terme) :

Au 31 décembre 2020, la répartition des dépôts selon leurs natures se présente comme suit :

(En millions FD)

	2016	2017	2018	2019	2020	Var.19/20
Comptes à vue	190 996	248 060	231 537	254 636	304 352	19,5%
Comptes à terme	56 293	64 465	59 808	70 734	66 448	-6,1%
Comptes sur livret	32 272	39 988	40 085	41 046	43 900	7,0%
Bon de caisse	5 040	5 607	5 218	4 798	4 205	-12,4%
Total	284 600	358 120	336 647	371 214	418 905	12,8%

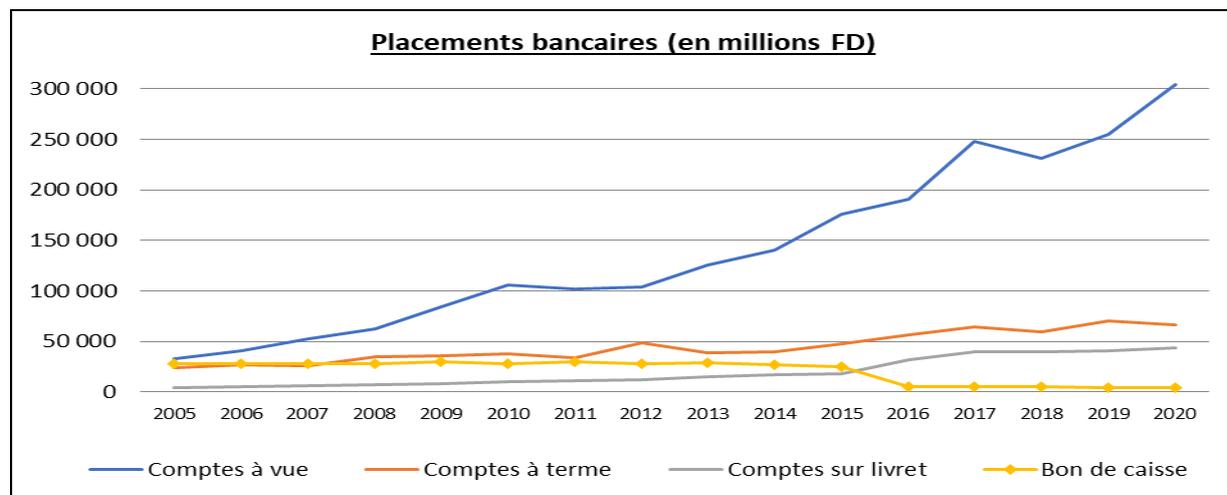
Source : Banque centrale de Djibouti

Les dépôts à vue, qui sont très liquides, sont en monnaie nationale mais peuvent être aussi en devises. En fin 2020, ils ont connu une forte hausse de 19,5% pour atteindre 304,352 milliards de FD soit 73% du total des dépôts bancaires. En valeur, cette hausse annuelle vaut presque 50 milliards FD, un peu moins que celle constatée en 2017 avec une hausse de 57 milliards FD. La hausse des dépôts à vue est essentiellement en dollar US.

Les dépôts à terme ont connu une baisse en 2020 de 6,1%, en se fixant à 66,448 milliards de FD représentant ainsi 16% de l'ensemble des dépôts. La très faible rémunération des dépôts à termes est à l'origine de cette baisse. Les banques islamiques peuvent profiter de cette situation avec leurs produits qui rapportent des bénéfices importants.

Les comptes sur livret continuent légèrement leurs progressions avec une hausse de 7% en 2020. Ils se chiffrent à 43,9 milliards FD en fin 2020, dont la quasi-totalité est en franc djiboutien.

Le graphique ci-dessous montre l'envolée des dépôts à vue sur une période de 15 ans qui passe de 32 milliards FD à 304 milliards FD et pourtant ils ne sont pas rémunérés.



d) La ventilation des dépôts par catégories de déposants

(En millions FD)

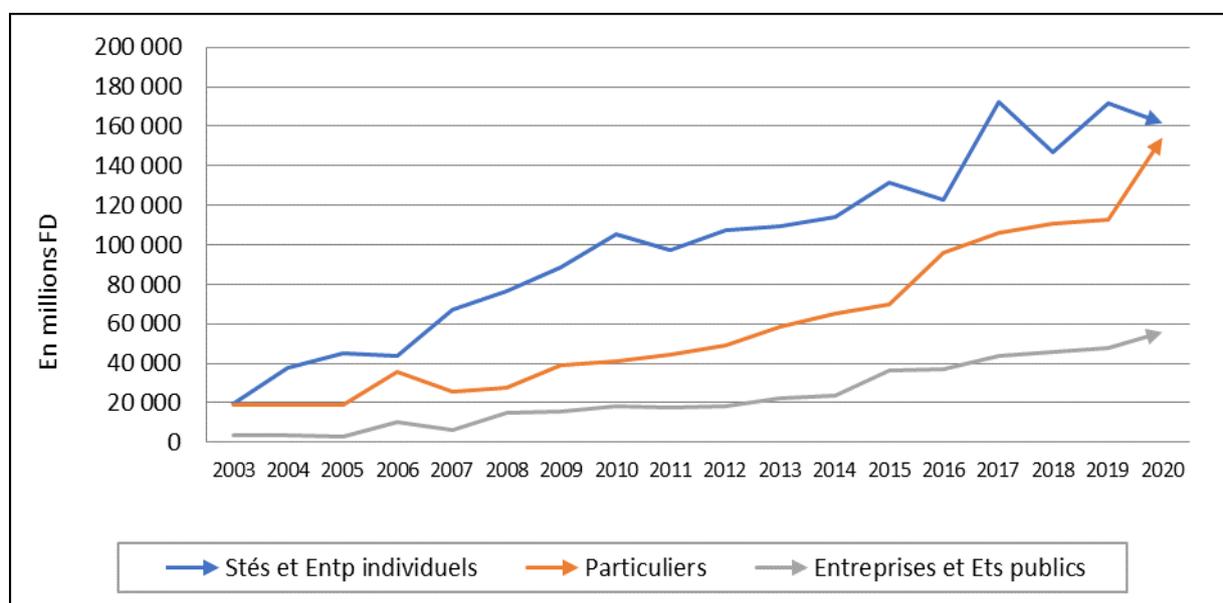
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Var. 19/20
Stés et Entp individuels	131 563	123 059	172 461	146 850	171 875	161 964	-5,8%
Particuliers	69 793	95 782	106 355	110 592	112 537	154 130	37,0%
Entreprises et Ets publics	36 339	36 688	44 006	45 456	47 820	55 684	16,4%
Divers	28 685	29 071	35 299	33 749	38 981	47 127	20,9%
Total dépôts	266 380	284 600	358 120	336 647	371 213	418 905	12,8%

Source : Banque centrale de Djibouti

Au niveau national, l'épargne a connu une hausse des secteurs suivants :

- Les sociétés privés et entrepreneurs individuels ont les plus épargné en 2020 avec un dépôt de 161,964 milliards FD représentant 39% du total des dépôts. Par rapport à 2019, ce chiffre est en légère baisse de 5,8%.
- Les dépôts des particuliers ont atteint 154,130 milliards FDJ en 2020 et viennent en deuxième position avec 36,8% du total des dépôts. Ils ont connu une hausse annuelle de 37% correspondant à un accroissement de 41,6 milliards FDJ par rapport à 2019. Ces dépôts se rapprochent de ceux des sociétés et entrepreneurs individuels en 2020 alors qu'il y a 5 ans, l'écart était double.

- Les entreprises et établissements publics épargnent de plus en plus et atteignent 55,684 milliards FD de dépôts en 2020 contre 47,82 milliards FD en fin 2019, soit une hausse de 16,4%.
- Les divers dépôts restants ont connu une hausse en 2020 de 20,9% en se situant à 47,127 milliards FD.



e) Les taux d'intérêts créditeurs

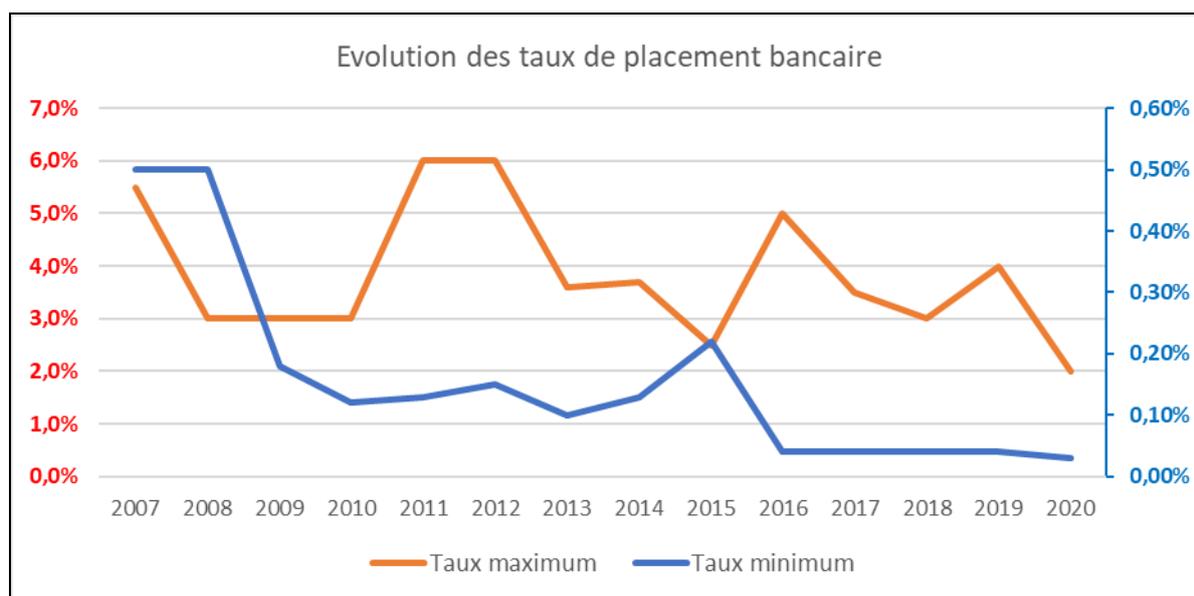
Les taux d'intérêts rémunérateurs applicables aux comptes de dépôts varient selon la nature des dépôts (à vue ou à terme), selon le montant déposé et le type de client (particulier ou société).

Il existe donc un minimum et un maximum accordé par les banques conventionnelles de la place.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux minimum	0,12%	0,13%	0,15%	0,10%	0,13%	0,22%	0,04%	0,04%	0,04%	0,04%	0,03%
Taux maximum	3%	6%	6%	3,6%	3,7%	2,5%	5%	3,5%	3,0%	4,0%	2%

Source : Banque Centrale de Djibouti

Les taux des placements ont fortement baissé en 2020 décourageant les clients à placer dans les banques conventionnelles.



Le taux maximum des placements en DAT s'est élevé à 2% en 2020 alors qu'il fut à 4% en 2019. Il en est également du taux minimum qui est passé de 0,04% à 0,03%.

Analyse des taux moyens créditeurs par catégories des épargnants :

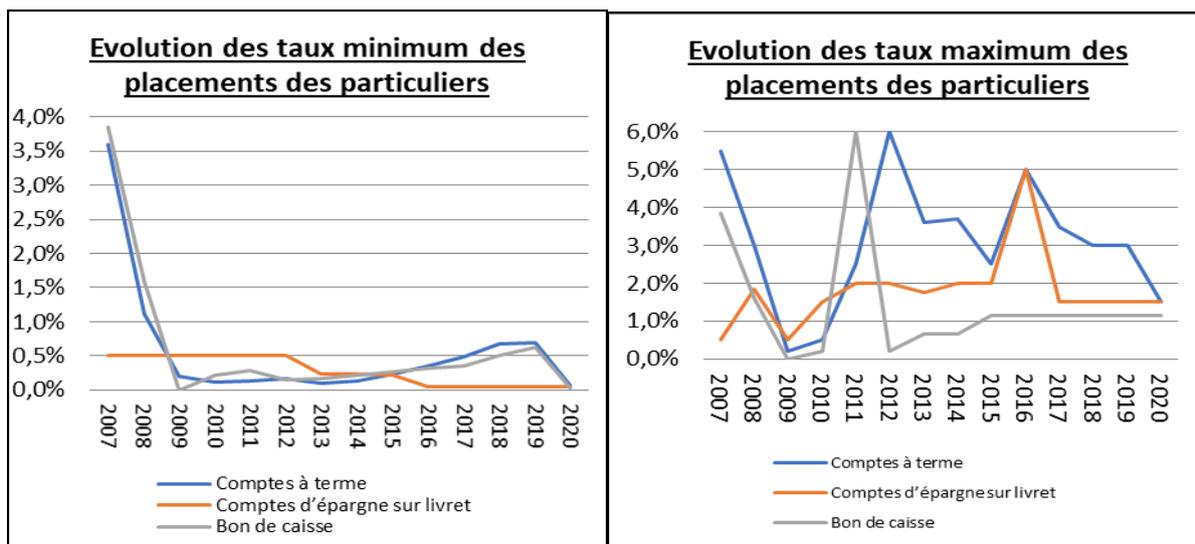
1. Les taux moyens créditeurs, accordés par les banques commerciales aux particuliers, se présentent comme suit :

	2018		2019		2020	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima	Minima	Maxima
Comptes à vue	-	-	-	-	-	-
Comptes à terme	0,68%	3%	0,69%	3%	0,07%	1,5%
Comptes d'épargne sur livret	0,04%	1,5%	0,04%	1,5%	0,04%	1,5%
Bon de caisse	0,5%	1,15%	0,63%	1,15%	0,03%	1,15%

Source : Banque Centrale de Djibouti

Les placements des particuliers sont rémunérés au niveau de leurs épargnes sur livret, les dépôts à terme ou les bons de caisse. Le taux maximal de rémunération accordé aux particuliers en 2020 a fortement chuté passant de 3% en 2019 à 1,5% soit une baisse de 50%. Il s'est aligné au même niveau que celui des comptes d'épargne sur livret.

Les bons de caisse ont également vu leur taux minimum baissé passant de 0,63% à 0,03% en 2020.



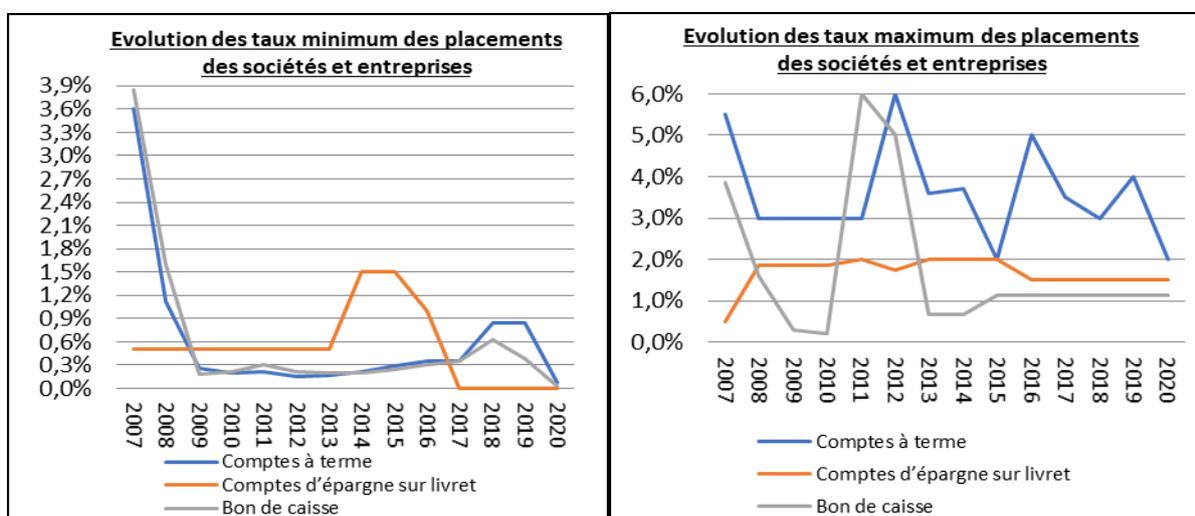
2. Les taux moyens créditeurs accordés par les banques commerciales aux entreprises et entrepreneurs se présentent comme suit :

	2018		2019		2020	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima	Minima	Maxima
Comptes à vue	-	-	-	-	-	-
Comptes à terme	0,85%	3%	0,85%	4%	0,07%	2%
Comptes d'épargne sur livret	-	1,50%	-	1,50%	-	1,50%
Bon de caisse	0,63%	1,15%	0,38%	1,15%	0,03%	1,15%

Source : Banque Centrale de Djibouti

Les taux maximum appliqués sur les comptes à terme des entreprises privées ont fortement baissé en 2020 passant de 4% à 2%. Il en est de même pour le taux minimum qui est passé de 0,85% à 0,07%.

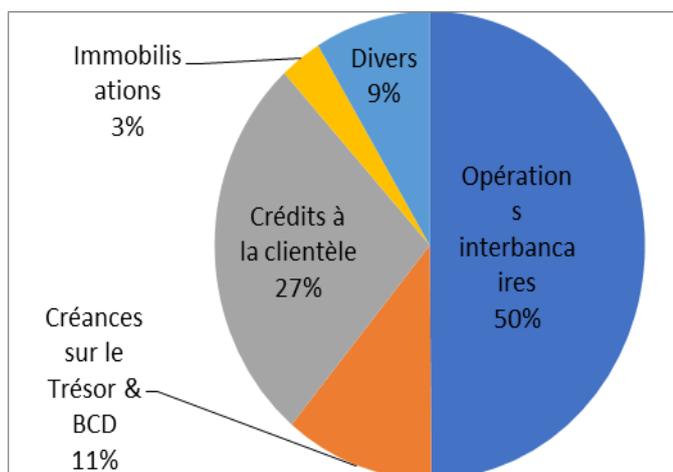
Les taux rémunérateurs sur les bons de caisse ont également baissé en 2020 passant de 0,38% à 0,03%.



4.6.3. Les crédits des banques commerciales

Les dépôts de la clientèle constituaient la part la plus importante des ressources des banques et au niveau des emplois, ce sont les opérations interbancaires (50%) suivis des crédits à la clientèle (27%) qui dominent en 2020.

Les onze banques de la place ont accordé un total des crédits de 180,802 milliards FD en 2020 soit une hausse annuelle de 15,2%.



Selon la situation comptable de la Banque Centrale de 2020, au niveau des emplois des banques, les crédits à la clientèle ne représentent pas une proportion importante. Ils viennent en deuxième position avec 149,341 milliards FD soit 27% des emplois après les opérations interbancaires qui elles font 50%. Les emplois des banques en 2020 se sont élevés à 551,469 milliards FD contre 458,397 milliards FD en 2019, ce qui correspond à une hausse de 20,3%.

Les crédits accordés en hors bilan s'élèvent à 31,461 milliards FD hissant ainsi le montant total des crédits bancaires à 180,802 milliards FD en 2020.

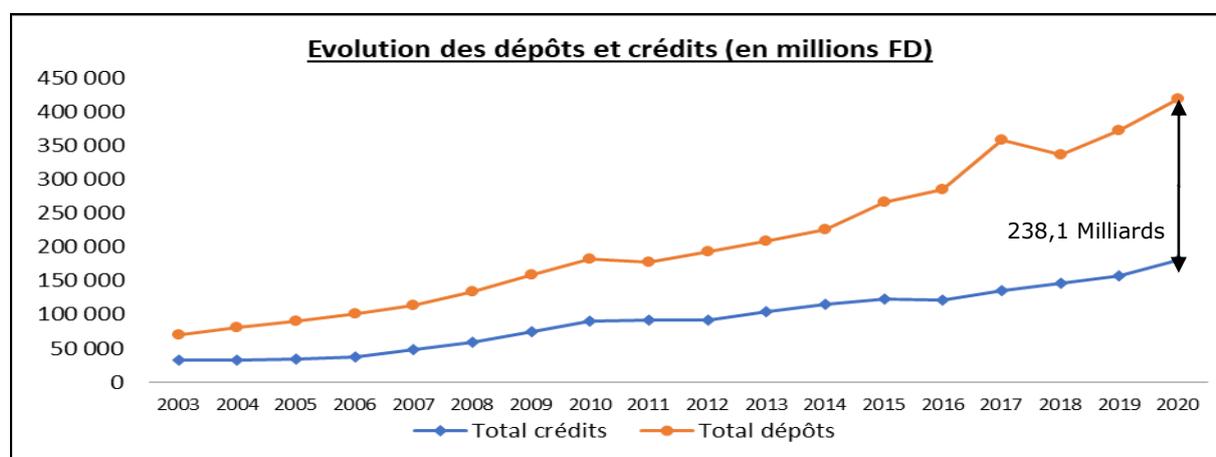
Sur le total de ces crédits, plus de 82,6% correspondent à des crédits alloués aux clients des banques et 17,4% sont des crédits hors bilan, c'est-à-dire des crédits documentaires et autres cautions.

Une partie des dépôts des clientèles vont alimenter les crédits. En 2020, cette part correspond à 43,2% contre 42,3% un an auparavant, soit une légère hausse de 2%.

En millions FD							
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Var. 19/20
Total des crédits	122 220	121 361	135 820	146 945	156 971	180 802	15,2%
Total des dépôts	266 380	284 600	358 120	336 648	371 212	418 905	12,8%
Ratio crédits/dépôts	45,9%	42,6%	37,9%	43,6%	42,3%	43,2%	2,1%

En 2020, les crédits et les dépôts ont augmenté respectivement de 15,2% et 12,8% rendant le ratio dépôts affectés à des crédits à 43,2%.

Le graphique ci-dessous indique que les crédits ont augmenté ces dernières années mais demeurent insuffisant pour booster le financement du développement du pays et l'écart entre les dépôts et crédits s'est creusé à 238,1 milliards FD en fin 2020.



Pour financer l'économie du pays, il faut plus des dépôts à terme que des dépôts à vue. Ceci n'est pas le cas à Djibouti puisque les dépôts à terme ne représentent que 16% du total des dépôts et ceux à vue font 73%.

Il revient aux banques commerciales d'encourager les DAT en offrant des taux d'intérêt meilleures à l'image de ceux réalisés par les bénéficiaires des banques islamiques qui offrent jusqu'à 8% (taux en 2019).

L'écart entre les taux d'intérêt sur les crédits et ceux sur les dépôts reste encore très important : les taux d'intérêt sur les crédits varient de 5% à 17% alors que ceux sur les DAT ne sont au maximum que de 2%.

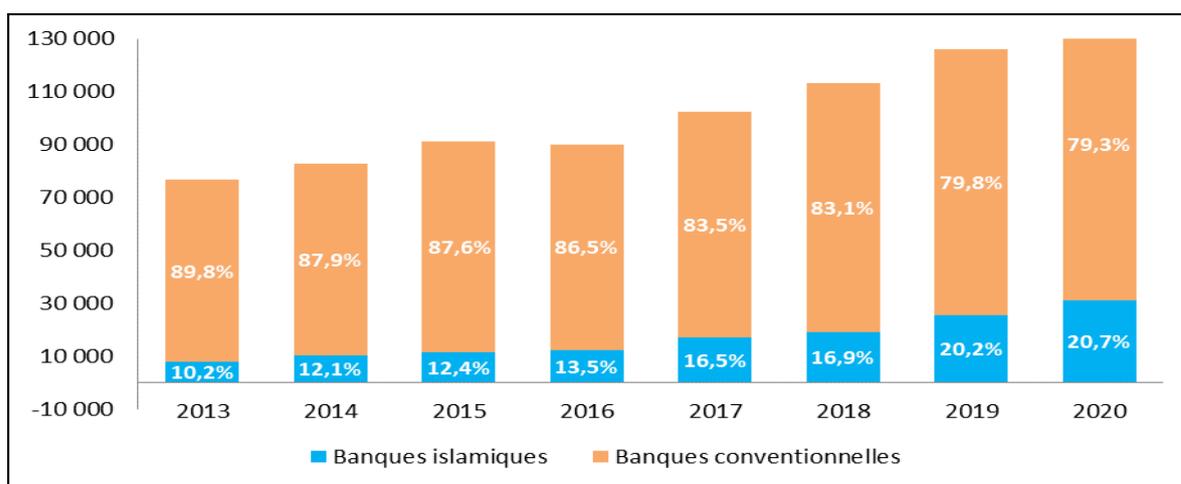
a) Les crédits par catégorie des banques

Les crédits ont connu une hausse en 2020 de 15,2%, soit une augmentation de 23,8 milliards FD sur un an. Ils sont composés des crédits des banques islamiques, des banques conventionnelles et des crédits hors bilan.

En millions FD	2016	2017	2018	2019	2020	Var 19/20
Banques islamiques	12 209	16 871	19 140	25 514	30 940	21,3%
Banques conventionnelles	77 951	85 472	94 221	100 587	118 401	17,7%
Total crédits	90 160	102 343	113 361	126 101	149 341	18,4%
Crédits hors bilan	28 282	33 476	33 582	30 871	31 461	1,9%
Total	118 442	135 819	146 943	156 971	180 802	15,2%

Source : BCD

- Les crédits des banques islamiques : La part des crédits accordés par les banques islamiques est en stagnation entre 2019 et 2020. Ces crédits sont de diverses natures mais à caractères islamiques (placement sous la forme de Mousharaka et Mourabaha): Les crédits des banques islamiques ont atteint 30,94 milliards FD en 2020 contre 25,514 milliards FD en 2019, soit une hausse annuelle de 21,3%. Les crédits des banques islamiques représentent 20,7% des crédits du marché contre 20,2% en 2019.
- Les crédits des banques conventionnelles : ils ont atteint 118,401 milliards FD cette année contre 100,587 milliards FD un an auparavant, soit une augmentation de 17,7%.



Malgré une part importante des crédits des banques conventionnelles, le taux de croissance des crédits des banques islamiques est plus élevé que celui des banques conventionnelles en 2020, 21,3% contre 17,7%.

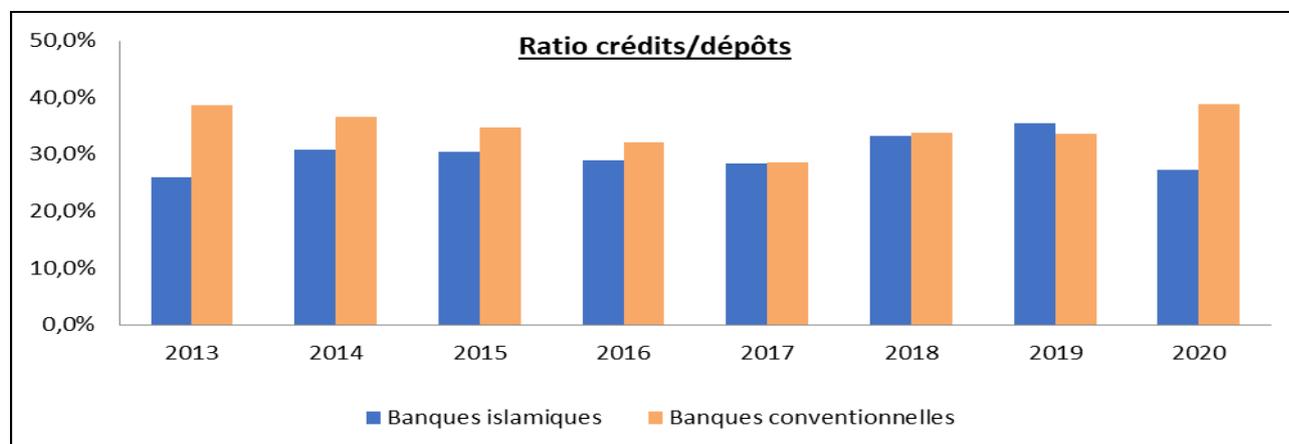
		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Banques islamiques	Crédits	10,049	11,254	12,209	16,871	19,140	25,514	30,940
	Dépôts	32,549	37,009	42,298	59,34	57,777	71,776	113,847
	Ratio crédits/dépôts	30,9%	30,4%	28,9%	28,4%	33,1%	35,5%	27,2%
Banques conventionnelles	Crédits	72,788	79,748	77,951	85,472	94,221	100,587	118,401
	Dépôts	199,519	229,369	242,242	298,838	278,87	299,436	305,058
	Ratio crédits/dépôts	36,5%	34,8%	32,2%	28,6%	33,8%	33,6%	38,9%

La part des crédits octroyés par rapport aux dépôts de chaque catégorie des banques se présente comme suit :

En 2020, les banques islamiques ont distribué 27,2% de leurs dépôts sous forme de crédits contre 35,5% en 2019 soit une baisse 8,3 points. Cette baisse est expliquée par la

forte hausse des dépôts effectuée par les clients des banques islamiques en 2020 (plus de 58% entre 2019 et 2020).

Les banques conventionnelles ont affecté 38,9% de leurs dépôts à des crédits aux clients indiquant une hausse de 5,3 points par rapport à 2019.



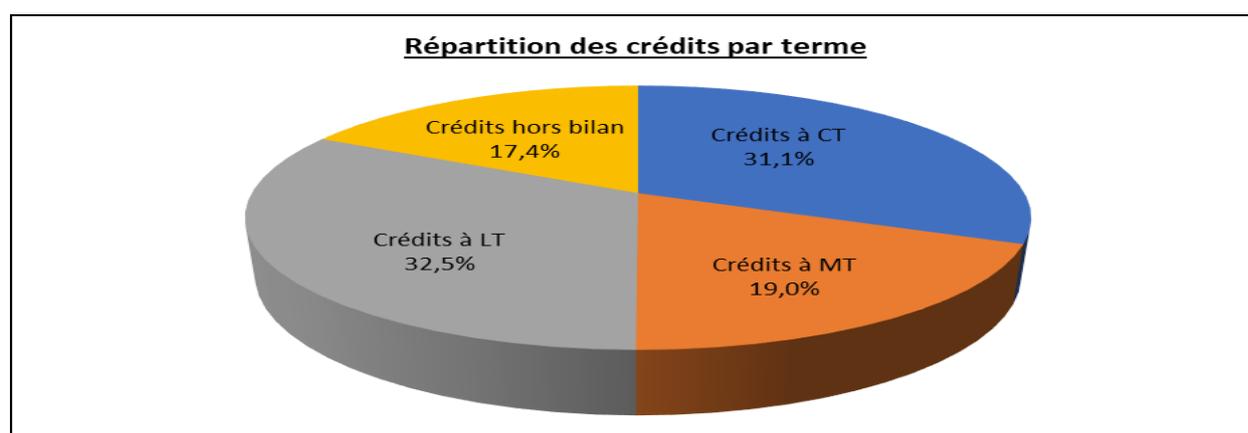
b) Les crédits selon la durée

La distribution des crédits est répartie dans le temps de la manière suivante :

(En millions FD)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Var. 19/20
Crédits à CT+ débiteurs	49 895	51 774	51 034	61 070	52 277	56 180	7,5%
Crédit à MT et LT	41 108	41 305	51 310	52 294	73 823	93 161	26,2%
Crédits hors bilan	31 218	28 282	33 476	33582	30 871	31 461	1,9%
Total	122 220	121 361	135 820	146 945	156 971	180 802	15,2%

Source : Banque centrale de Djibouti

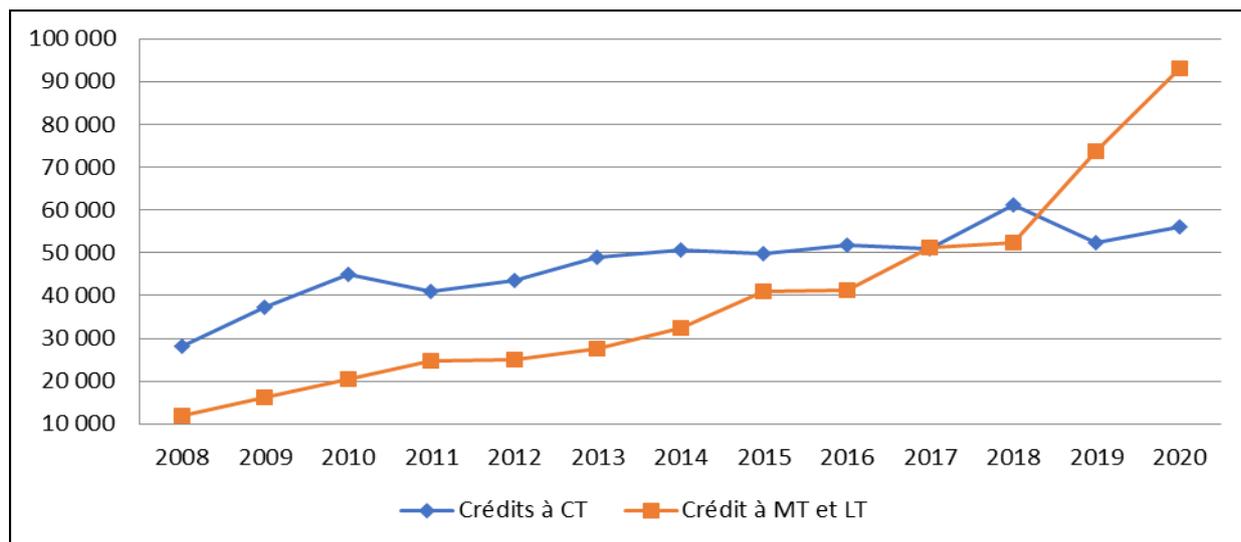


Les crédits à court terme et découverts : ils ont légèrement augmenté en 2020 de 7,5% pour atteindre 56,18 milliards de FD soit 31% de l'ensemble des crédits accordés.

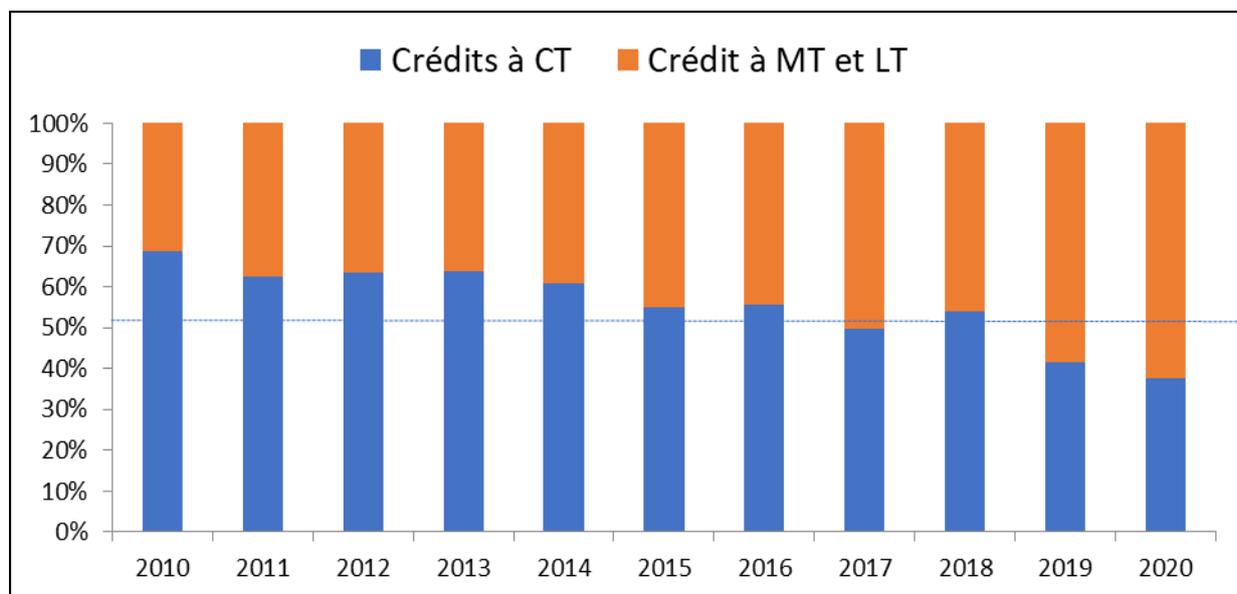
Les crédits à moyen et long terme : au 31 décembre 2020, ces crédits se chiffrent à 93,161 milliards de FD soit 51,5% du total des crédits et connaissent une forte hausse de 26,2% par rapport à 2019.

Ceux à moyen terme ont atteint 34,351 milliards FD en 2020 contre 34,032 milliards FD en 2019, soit une hausse de 0,9%.

Les crédits à long terme ont fortement augmenté en 2020 de 47,8% pour atteindre 58,810 milliards FD en fin d'année.



C'est à partir de 2019 que les banques ont orienté leur politique des crédits vers les crédits à moyen et long terme et plus particulièrement ceux à long terme.



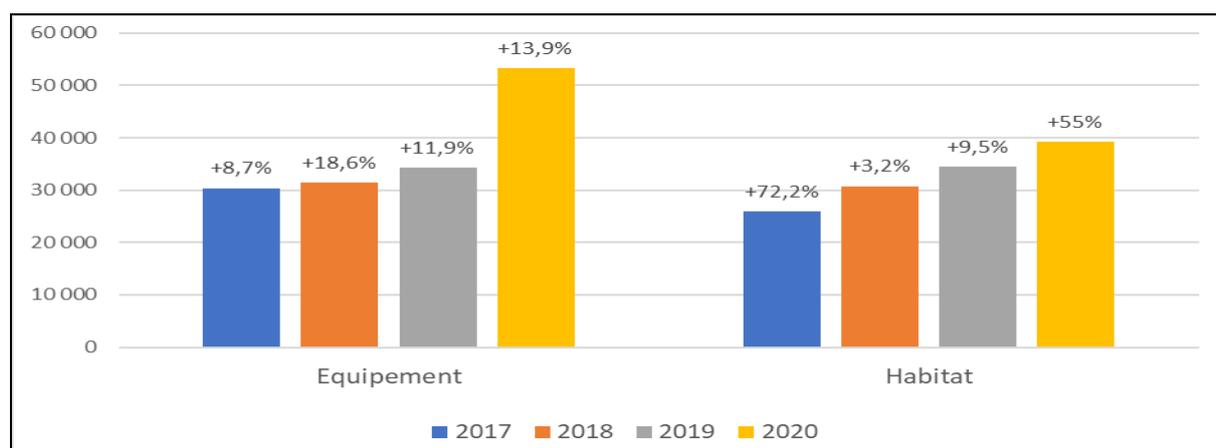
c) Les crédits par secteurs d'activités

Au 31 décembre 2020, les crédits accordés à l'équipement et à l'habitat ont connu des hausses importantes par rapport à 2019.

	2016	2017	2018	2019	2020	Var. 19/20
Comptes ordinaires débiteurs	33 215	28 865	31 646	29 465	30 482	3,5%
Equipement	17 652	30 395	31 366	34 356	53 254	55%
Habitat	23 868	25 942	30 780	34 456	39 261	13,9%
Autres crédits	18 344	17 142	19 571	27 824	26 344	-5,3%
Hors bilan	28 282	33 476	33 582	30 871	31 461	1,9%
Total	121 361	135 820	146 945	156 971	180 802	15,2%

Source : BCD (en millions FD)

L'analyse des crédits par secteurs d'activités indique que les banques accordent de plus en plus des crédits à l'équipement et à l'habitat qui ont augmenté en 2020 respectivement de 55% et 13,9%.



d) Les crédits selon les agents économiques

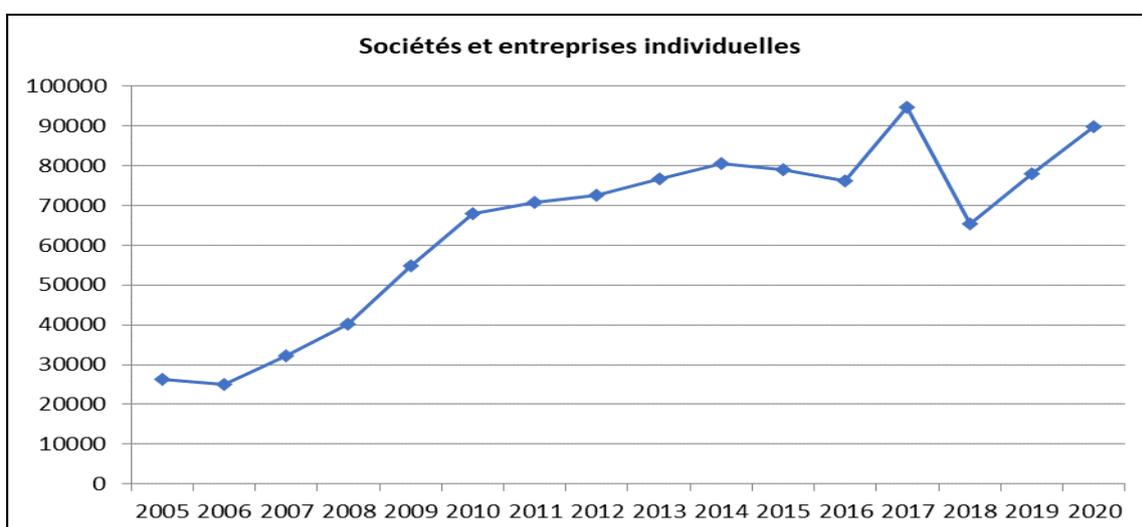
En millions FD

	2016	2017	2018	2019	2020	Var. 19/20
Entreprises et Ets publics	12 639	11 228	21 677	17 337	30 890	78,2%
Sociétés et entreprises individuelles	76 050	94 637	65 400	77 927	89 858	15,3%
Particuliers	21 186	21 798	19 627	23 949	28 104	17,3%
Divers	11 486	8 157	5 330	6 887	489	-92,9%
Hors bilan	28 282	33 476	33 582	30 871	31 461	1,9%
Total	149 643	169 296	145 616	156 971	180 802	15,2%

- ✓ L'essentiel des crédits est destiné aux sociétés et entreprises individuelles atteignant 89,858 milliards FD en 2020, soit 50% des crédits accordés cette année avec une hausse annuelle de 15,3%.

Les crédits accordés aux sociétés et entreprises individuelles ont poursuivi leur hausse après la chute constatée en 2018.

- ✓ En deuxième position viennent les crédits accordés aux entreprises publiques avec 30,89 milliards FD soit une forte hausse de 78,2% sur un an. Généralement, cette catégorie se positionne en 3^{ème} place après les crédits accordés aux particuliers. Cette année, les entreprises publiques ont sensiblement augmenté leurs crédits auprès des banques commerciales pour investir dans leurs projets.
- ✓ En troisième place viennent les crédits accordés aux particuliers avec 28,104 milliards FD en 2020 contre 23,9 milliards FD en 2019, soit une augmentation annuelle de 17,3%.



e) Le coût des crédits (taux d'intérêt débiteur)

Les coûts supportés par les emprunteurs ont connu des hausses en 2020 comme suite : les taux maximums sont restés stables mais les taux minimums ont augmenté.

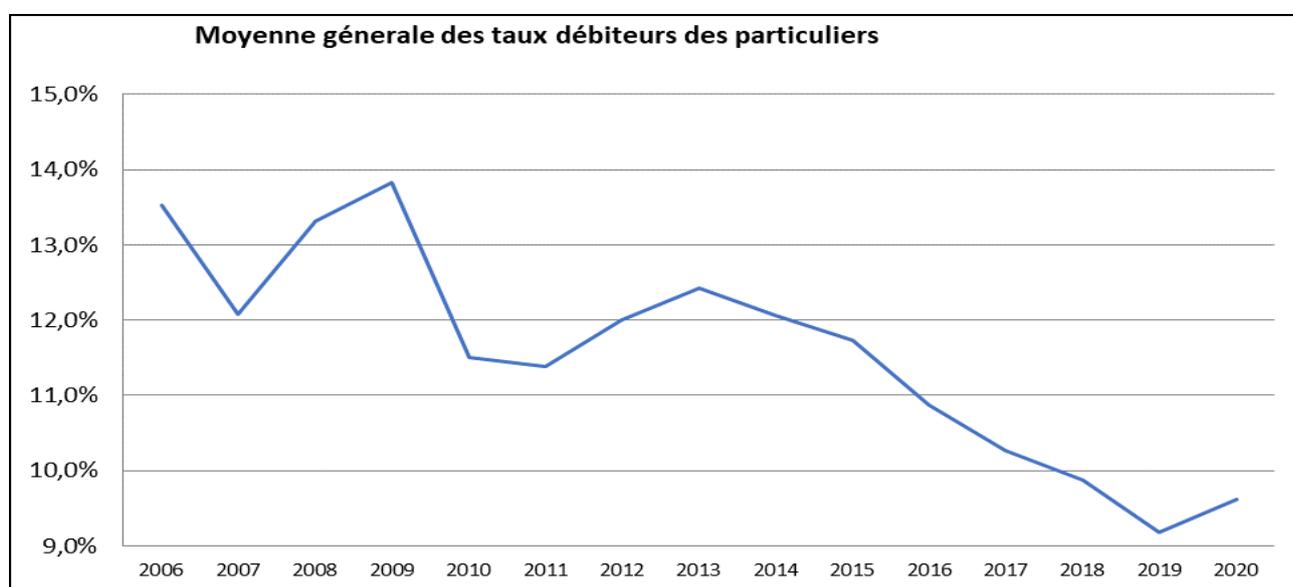
1- *Taux accordés aux particuliers* : Les banques accordent aux particuliers des crédits de trésorerie (découverts et prêts personnels) ou des crédits immobiliers. Les taux d'intérêt minimums fixés par les banques sur les découverts et les prêts personnels ont fortement augmenté en 2020 passant de 4,6% à 8,5%.

Seuls les taux minimums et maximums sur les crédits immobiliers ont légèrement baissé passant respectivement de 6,32% à 6,08% et de 10% à 9%.

La moyenne de tous les taux débiteurs extrêmes accordés aux particuliers a évolué comme suite, passant de 13,5% en 2006 à 9,6% en 2020 :

Taux extrêmes de crédit										
	2016		2017		2018		2019		2020	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
Découverts	6,00	18,00	10,00	16,52	8,5	16,52	4,6	16,52	8,50	13,67
Prêts Personnels	8,00	16,00	7,03	11,44	6,21	12,5	6,15	11,5	8,50	12,00
Crédits immobiliers	2,26	15,00	6,65	10,00	6,5	9,0	6,32	10,0	6,08	9,00

Source : Banque Centrale de Djibouti



La situation était devenue favorable pour les emprunteurs particuliers qui voyaient les taux baissés chaque année depuis 2013 jusqu'en 2019. En 2020, la situation s'est inversée avec un départ à la hausse du taux moyen débiteurs.

2- *Taux accordés aux entreprises et entrepreneurs privés* : Depuis 2013 à 2020, la structure des taux moyens maximums de cette catégorie d'emprunteurs n'a pas changé et restée dans la tranche comprise entre [13%-17%]. Seuls les minimums ont varié dans le temps.

Les taux d'intérêt moyens minimums fixés par les banques sur les crédits accordés aux entreprises et entrepreneurs privés ont augmenté en 2020 :

- Pour les découverts, ils ont légèrement augmenté en passant de la tranche [0,69%-5,17%] à la tranche [1,13%-6,37%]
- Pour les crédits à court terme, ils ont augmenté lorsque les crédits sont inférieurs à 50 millions FD en passant de 7,77% à 8% et baissés pour les gros crédits en passant de la tranche [6%-8,75%] à la tranche [5,25%-8%]

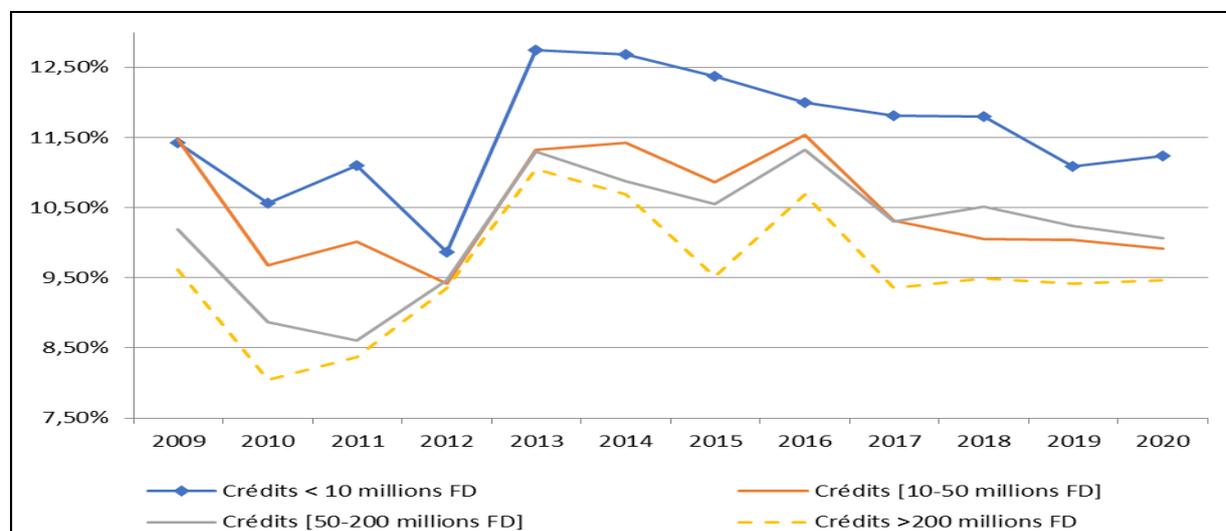
Taux moyens de crédit pour les entreprises et entrepreneurs privés								
	2017		2018		2019		2020	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
Crédits < 10 millions FD								
Escompte	11,00	17,00	11,00	17,00	8,00	17,00	8,00	17,00
Découverts	6,47	16,00	7,73	16,00	5,17	16,00	6,37	16,00
Crédits à CT	8,00	13,00	7,30	13,00	7,78	13,00	8,00	13,00
Crédits à MT et LT	8,00	15,00	7,33	15,00	6,80	15,00	6,53	15,00
Crédits [10-50 millions FD]								
Découverts	1,88	16,00	2,11	16,00	1,56	16,00	1,13	16,00
Crédits à CT	8,00	13,00	6,83	13,00	7,77	13,00	8,00	13,00
Crédits à MT et LT	8,00	15,00	7,40	15,00	6,92	15,00	6,41	15,00
Crédits [50-200 millions FD]								
Découverts	2,19	16,00	1,48	16,00	1,30	16,00	1,55	16,00
Crédits à CT	8,00	13,00	10,00	13,00	8,75	13,00	8,00	13,00
Crédits à MT et LT	7,57	15,00	7,62	15,00	7,38	15,00	6,81	15,00
Crédits >200 millions FD								
Découverts	1,07	16,00	2,03	16,00	0,69	16,00	1,63	16,00
Crédits à CT	4,85	13,00	4,85	13,00	6,00	13,00	5,25	13,00
Crédits à MT et LT	6,16	15,00	6,10	15,00	5,82	15,00	5,98	15,00

Pour les crédits à long terme, les taux ont légèrement diminué en 2020 en passant de la tranche [5,82%-7,38%] à la tranche [5,98%-6,81%].

Les taux minimums ont évolué dans les intervalles suivants :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux minimums	[1,91% - 11%]	[2,41% - 11%]	[1,07% - 11%]	[1,48% - 11%]	[0,69% - 8,75%]	[1,13% - 8,00%]
Moyennes des taux minimums	7,00%	6,70%	6,24%	6,29%	5,69%	6,04%

Si l'on fait la moyenne des taux extrêmes, on s'aperçoit que pour l'ensemble, les taux ont augmenté en 2020 pour les crédits inférieurs à 10 millions FD et ceux supérieurs à 200 millions FD. Par contre, ils ont baissé pour ceux compris entre 10 millions et 200 millions FD comme le montre le graphique ci-dessous.



4.7. LA MICROFINANCE

En 2020, le secteur de la microfinance a poursuivi ses activités malgré le contexte national marqué par la pandémie du COVID 19.

Les CPEC de Djibouti et des régions de l'intérieur ont vu leur membre augmenté de 3,5% en 2020 à 34 903 contre 33 728 en 2019.

L'encours de crédit s'est également établi à 126,87 millions FDJ en 2020 contre 136 millions FDJ une année auparavant soit une baisse de 7%.

Au 31 décembre 2020, le volume de financement cumulé au titre de la microfinance islamique a atteint 264,6 millions FDJ.

Une stratégie d'inclusion financière a été adoptée en 2020 pour améliorer la couverture des ménages en leur facilitant davantage les services financiers.

4.7.1. La microfinance conventionnelle

Sous la tutelle de la Direction de la Microfinance de l'ADDS, les Caisses populaires d'épargne et de Crédit présentes à Djibouti-ville et dans les régions de l'intérieur ont pour vocation d'octroyer des microcrédits et de recevoir les dépôts de leurs membres.

a) Evolution des membres

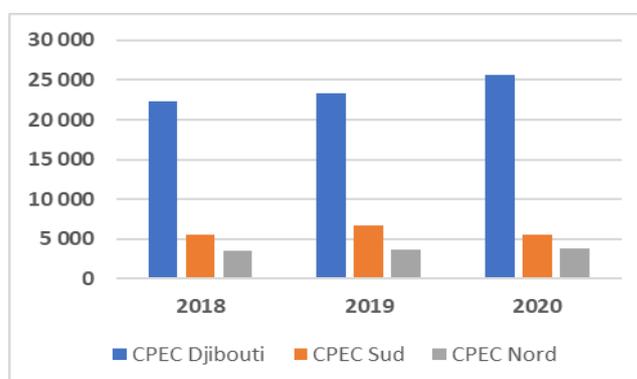
En 2020, l'effectif total des membres adhérent au programme s'est établi à 34 903 en 2020 en hausse de 3,5% par rapport à 2019.

Les CPECS de Djibouti et celles du NORD ont enregistré respectivement 2 326 et 41 nouveaux membres alors que les CPEC du Sud ont vu l'effectif de leur membre diminué de 1 192.

Tableau 31 : Répartition des Membres de CPECS de Djibouti ville et des régions à fin 2020

	2018	2019	2020	Var. 2020/19
CPEC Djibouti	22 307	23 299	25 625	10,0%
CPEC Sud	5 498	6 726	5 534	-17,7%
CPEC Nord	3 456	3 703	3 744	1,1%
Total	33 279	33 728	34 903	3,5%

Source : ADDS et Banque centrale



En termes spatiale, la CPEC de Djibouti arrive en tête avec la part la plus importante de membres soit 25 625 personnes (73%), suivi des CEPEC du sud qui totalise 5 534 membres (16%) avec 2 512 pour Ali Sabieh et 3 022 pour Dikhil.

Quant au CEPEC du Nord (Tadjourah et Obock), celles-ci comptent 3 744 membres dont 1 402 pour Tadjourah et 2 342 pour Obock.

Au vu de cette tendance de l'adhésion au programme de la microfinance qui reste en constante hausse, on note une pénétration graduelle de celui-ci et profitant au ménages Djiboutiennes les plus vulnérables. Les efforts déployés par le gouvernement pour couvrir une large partie des populations cibles et l'adaptation des produits financiers offerts aux besoins des bénéficiaires expliquent également le progrès constaté par le secteur.

b) Epargne constituée

L'une de missions principales de la CPEC étant la constitution d'une épargne par les membres, cette composante restent déterminante dans l'octroi des microcrédits.

A cet effet, à fin 2020, les CPEC de Djibouti-ville et celles de la région ont reçu de leurs membres une épargne totale de 273,68 millions FDJ contre 309,57 millions FDJ soit une baisse de 11,6%.

Tableau 32 : Le volume de l'épargne constitué à fin 2019 (en milliers FDJ)

	2018	2019	2020	Var. 2020/19
Epargne total	258 495	309 565	273 688	-11,6%

Source : BCD

c) L'encours des crédits CPECs

L'encours de crédit s'est établi à 126,88 millions FDJ à fin 2020 en baisse de 7%.

Tableau 33: l'encours de crédits en 2020 (en milliers FDJ)

Encours de crédits	2018	2019	2020	Var. 2020/19
Total	199 585	136 478	126 877	-7,03%

Source : BCD

4.7.2. La microfinance islamique

Depuis le lancement du programme de l'année de 2020, ce sont un cumul de 264,6 millions FDJ qui ont été débloqués pour un portefeuille de plus de 600 projets.

L'encours de crédits à fin 2020 est ressortit à 31,1 millions FDJ en augmentation de 18% en raison de nouveaux financements octroyés

Tableau 34 : Encours de crédits (en milliers FD)

Encours de crédits UPMFI	2018	2019	2020	Var. 2020/19
Total	28 750	25 443	31 101	18,19%

Source : BCD

4.7.3. Perspectives

S'inscrivant dans le sillage de la mise en œuvre de la stratégie d'inclusion financière et le développement du secteur de la microfinance, les actions stratégiques que le gouvernement entend réaliser dans les années à venir sont entre autres :

- La mise en œuvre des politiques économiques favorisant la microfinance
- La révision du cadre légal et réglementaire
- La digitalisation du secteur de la microfinance
- La professionnalisation des Institutions de Microfinance

S'agissant des activités des CPEC de Djibouti ville et celles des régions de l'intérieur au 30 juin 2021, on constate que le secteur s'est relancé avec un total des membres réparti à la hausse à 36 474. Le Volume de dépôts s'est établi à 316, 26 millions FDJ en augmentation de 40 millions FD supplémentaire et l'encours de crédits baissé à 50,8 millions FDJ.

ANNEXES.

Annexe 1 : Tableau des Indicateurs macroéconomiques et financiers

En Milliards FDJ	2015	2016	2017	2018	2019	2020
SECTEUR REEL						
PIB nominal	434,612	465,375	491,728	535,438	567,160	575,477
Déflateur	103,84	104	104,58	104,61	104,32	104,63
PIB Réel (prix n-1)	418,521	447,476	470,194	510,138	543,677	550,000
Taux de croissance réel du PIB	7,70%	6,90%	5,10%	8,49%	6,60%	1,20%
FBCF						
Taux d'investissement	29,70%	27,30%	25,90%	28,30%	26,34%	17,06%
Taux d'investissement Privé	19,10%	19,20%	19,50%	20,00%	20,50%	11,89%
Taux d'investissement public	10,50%	8,20%	6,40%	8,30%	5,86%	5,17%
FINANCES PUBLIQUES						
Recettes totales	92,833	98,565	107,212	106,311	109,199	112,092
Recettes fiscales	61,781	64,894	66,209	69,003	71,272	65,866
Impôts directs	26,726	27,761	27,418	28,779	30,468	28,646
Impôts indirects	31,28	32,32	34,805	36,621	37,800	34,581
Autres taxes	3,775	4,813	3,986	3,604	3,005	2,639
Recettes intérieures non fiscales	12,767	12,687	20,642	15,743	16,599	24,761
Accords militaires	18,286	20,625	20,983	21,565	21,328	21,465
Contribution. Fiscal FFDJ	3,801	4,72	5,078	5,357	5,008	5,289
Loyer d'installation militaire USA	9,774	11,197	11,196	11,196	11,228	11,197
Loyer de la base japonaise	0,622	0,621	0,622	0,924	0,924	0,924
Loyer de la base italienne	0,533	0,533	0,533	0,534	0,533	0,501
Loyer de la base chinoise			3,554	3,554	3,554	3,554
Dons	21,12	14,244	8,927	17,619	22,161	18,964
Dépenses globales	115,239	119,781	117,554	134,201	136,749	144,139
Dépenses courantes (montants)	70,685	83,013	87,024	91,842	91,927	89,629
<i>(en % du PIB)</i>	<i>16,26%</i>	<i>17,84%</i>	<i>17,70%</i>	<i>17,51%</i>	<i>16,2%</i>	<i>15,6%</i>

En Milliards FDJ	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Salaires	27,748	31,073	33,579	35,504	35,413	35,764
Matériel	22,999	29,55	29,775	29,975	29,686	30,332
Dépenses d'investissements	44,554	36,768	30,53	42,359	44,822	40,157
Investissements sur ressources internes	30,703	22,173	18,225	17,243	22,839	22,498
<i>(en % du PIB)</i>	7,06%	4,76%	3,71%	3,29%	3,91%	3,18%
Solde budgétaire base ordonnancement avec dons	-1,286	-6,972	-1,415	-9,533	-5,389	-13,083
Solde budgétaire base ordonnancement hors dons	-22,406	-21,216	-10,342	-27,889	-27,550	-32,047
<i>(en % du PIB)</i>	-5,16%	-4,56%	-2,10%	-5,32%	-4,86%	-5,57%
Solde budgétaire base caisse	-29,22	-8,622	-1,778	-8,278	-7,059	-12,397
Solde budgétaire base caisse hors dons	-11,396	-14,182	-6,804	-20,989	-24,679	-31,361
DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE						
Encours de la dette	209,983	292,59	347,069	366,404	383,206	427,137
Service de la dette directe	4,93	6,825	8,717	11,303	18,8	13,6
dont intérêts	1,747	3,807	5,075	6,332	7,038	3,427
SECTEUR EXTERIEUR						
Exportations de biens	458,918	307,834	561,954	625,779	710,204	494,884
Exportations de services	152,056	157,738	160,911	185,027	205,000	161,766
Importations de biens	434,897	413,508	635,468	640,289	735,433	517,383
Importations de services	94,818	92,539	129,803	104,175	91,264	74,736
Balance commerciale (biens)	24,021	-105,67	-73,514	-14,363	-25,229	-22,500
Solde courant, y compris dons	12,075	-4,576	-17,505	76,176	100,229	65,108
<i>(en % du PIB)</i>	27,78%	-0,98%	-3,56%	14,23%	17,67%	11,31%
MONNAIE						
Avoirs extérieurs nets	213,290	236,231	297,956	273,800	275,384	348,247
Crédit intérieur	111,131	109,691	122,487	130,8	147,052	157,654
Crédit à l'économie	93,613	91,490	103,952	112,013	122,699	118,202
Masse monétaire	284,363	308,805	370,564	349,879	380,602	454,360
<i>(Variation annuelle)</i>	18,64%	8,60%	20,00%	-5,58%	8,78%	19,38%
Taux de liquidité (M2/PIB)	32,69%	35,26%	33,69%	34,41%	34,19%	36,12%

En Milliards FDJ	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépôts	266,378	284,600	358,120	336,647	371,212	418,906
Francs Djibouti	136,151	153,064	164,380	183,313	197,504	202,110
Devises	130,227	131,536	193,740	153,334	173,709	216,796
INDICATEURS BUDGETAIRES						
Taux de pression fiscale	14,22%	13,94%	13,46%	13,15%	12,6%	11,4%
Masse salariale / Recettes fiscales	44,91%	47,88%	50,72%	51,45%	49,69%	54,30%
Investissement sur ressources internes / Recettes fiscales	49,70%	34,17%	27,53%	24,99%	32,04%	34,16%
Solde budgétaire de base / PIB	-6,72%	-1,85%	-0,36%	-1,8%	-1,0%	-2,3%
Encours de la dette / PIB	48,31%	62,87%	70,58%	69,89%	67,6%	74%
Variations arriérées intérieures	-1 636	-1 650	-363	1 993	2 871	686
INFLATION						
Taux d'inflation annuel (fin de période en %)	-1,50%	2,30%	-0,90%	2,00%	0,20%	0,10%
Taux d'inflation annuel (moyenne annuelle en %)	-0,52%	2,40%	0,58%	0,10%	0,30%	0,30%

Source : MED (DEP/MEFI)



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES CHARGE DE L'INDUSTRIE

DIRECTION DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

BP : 2535, Immeuble Sarian/Héron, Commune de Ras Dika
Tél : (+253) 21 35 28 01/ 21 35 15 59 ; Fax : (+253) 21 35 28 02